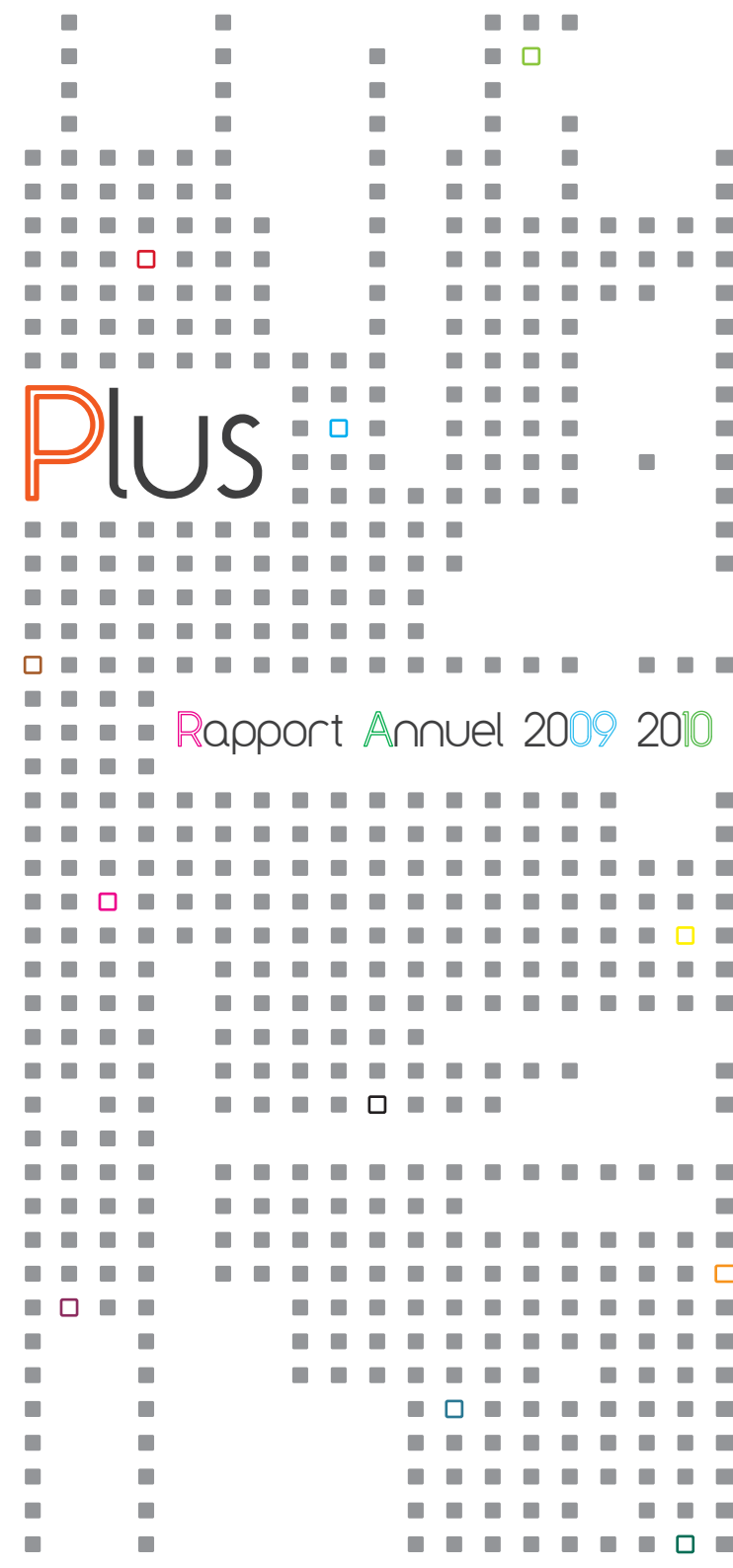


# Groupe Diffusion Plus

Rapport Annuel 2009 2010





# SOMMAIRE

- 03  LE MESSAGE DU PRÉSIDENT
- 04  LES CHIFFRES CLÉS
- 06  NOS SERVICES
- 08  LE MARCHÉ
- 09  LES ÉVÈNEMENTS MARQUANTS
- 10  ORGANIGRAMME
- 11  ATTESTATION DU RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL
- 13  SOMMAIRE CAHIER FINANCIER
- 87  SOMMAIRE RAPPORTS ET INFORMATIONS
- 103  ORDRE DU JOUR ET TEXTE DES RÉOLUTIONS



# Le message du président

Mesdames, Messieurs,  
Chers Actionnaires,

La mise en place, au cours de l'exercice précédent, des nouveaux contrats postaux Destinéo à destination de nos clients vépécistes et de ceux qui utilisent le marketing direct a contribué à la diminution de nos marges et des flux d'affranchissements.

Pour le deuxième exercice consécutif notre filiale Data One spécialisée particulièrement dans le courrier de gestion a contribué fortement aux résultats. Son activité n'a pas été impactée par les contrats Destinéo.

La crise économique a particulièrement touché la VPC et le marketing direct, toutefois nous avons perçu une légère amélioration en toute fin d'exercice.

Dans le cadre de l'autorisation donnée par l'Assemblée Générale le 15.10.2008, le Conseil d'Administration du 04.11.09 a décidé l'annulation de 120.400 actions auto-détenues suite aux différents programmes de rachats d'actions successifs.

Compte tenu des disponibilités consolidées nous avons lancé une Offre Publique de Rachat d'Actions en mars 2010. Les 186.088 actions apportées à l'offre ont été annulées par notre Conseil d'Administration le 17.05.2010.

Compte tenu du manque de visibilité lié à la crise économique et des incertitudes sur le niveau d'une reprise économique éventuelle nous ne pouvons, raisonnablement, vous donner des prévisions sur l'activité du Groupe pour l'exercice en cours, toutefois nous anticipons une baisse du chiffre d'affaires.

Au nom de Groupe Diffusion Plus, je tiens à vous remercier pour votre confiance.

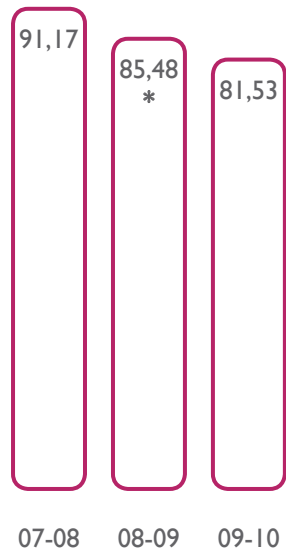
William Mériel,  
Président Directeur Général.



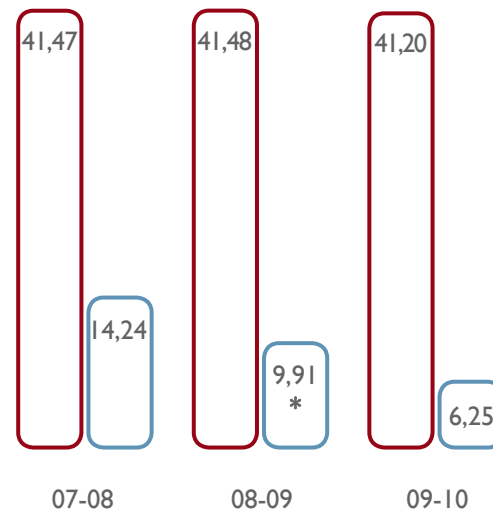
William Mériel, Président Directeur Général.

# Les chiffres clés

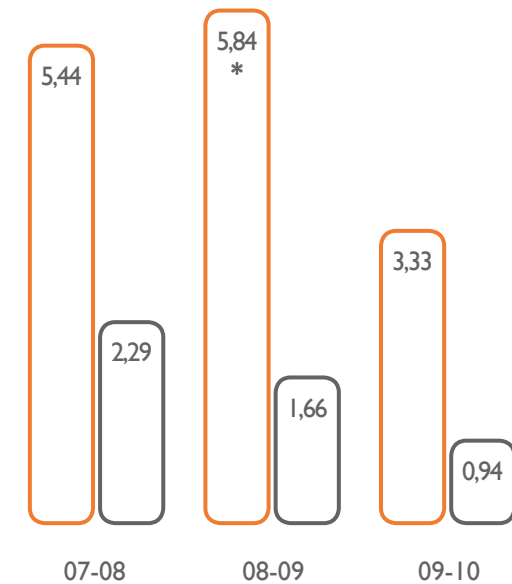
ÉVOLUTION DU  
CHIFFRE D'AFFAIRES  
(EN M€)



ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES  
(AVANT DISTRIBUTION) ET DES  
DETTES FINANCIÈRES NETTES  
(EN M€)



ÉVOLUTION DU RÉSULTAT  
D'EXPLOITATION ET DU RÉSULTAT  
NET PART DU GROUPE  
(EN M€)



\* Hors Mailtec : activité abandonnée.

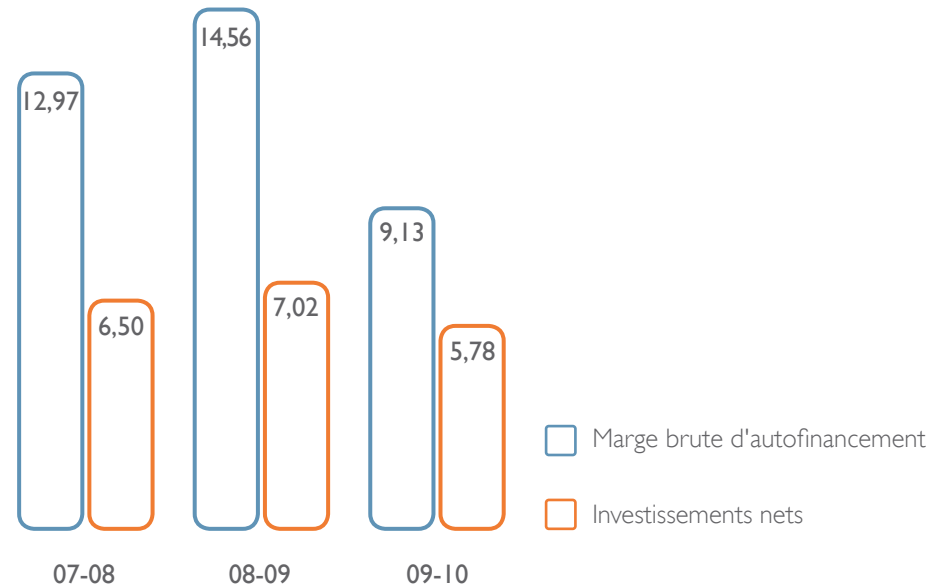
□ Capitaux propres

□ Dettes financières nettes

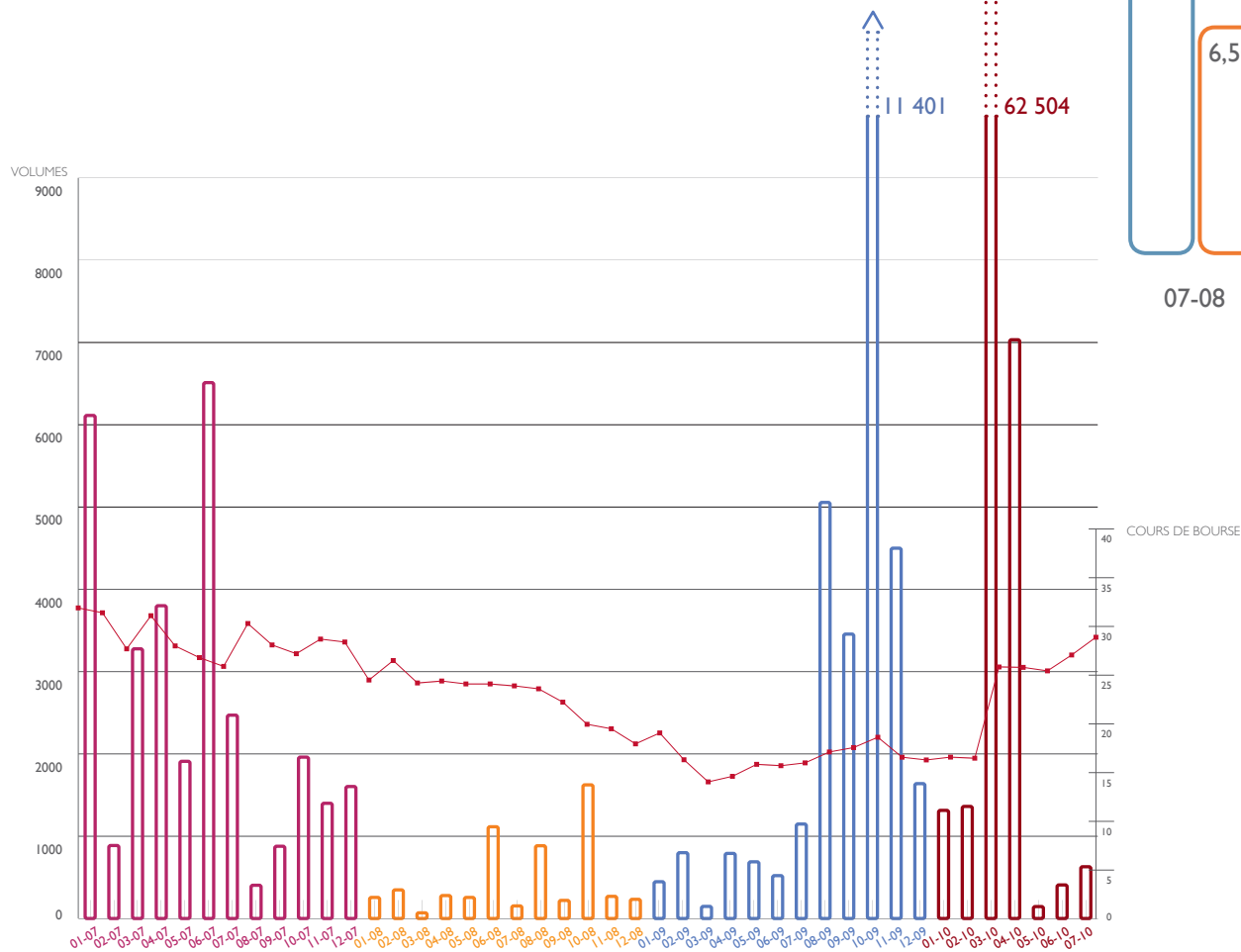
□ Résultat d'exploitation

□ Résultat net (part du Groupe)

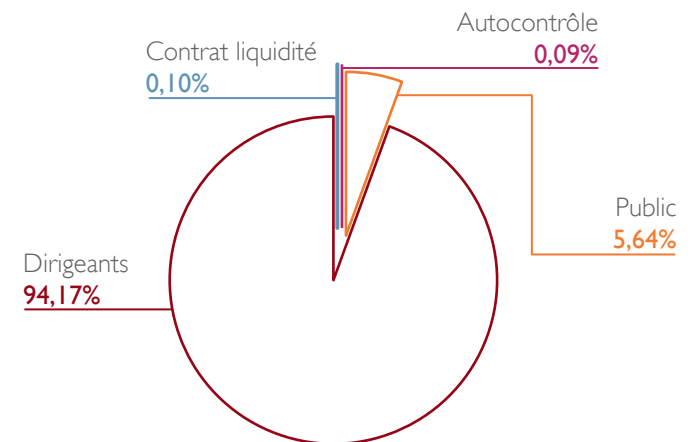
## ÉVOLUTION DE LA MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT ET DES INVESTISSEMENTS NETS (EN M€)



## ÉVOLUTION DU COURS DE BOURSE



## RÉPARTITION DE L'ACTIONNARIAT AU 31.07.10



# nos services

Prestataire incontournable dans la logistique de la communication directe, le Groupe Diffusion Plus accompagne les entreprises de vente à distance, les clients utilisant le marketing direct ou les grands donneurs d'ordres en matière d'imprimés de gestion (factures, relevés de comptes...).

Son potentiel de production et ses récents investissements et développements dans les domaines de l'édition de gestion et de l'impression « couleur variable » en font un interlocuteur majeur proposant un éventail complet de services en direction:

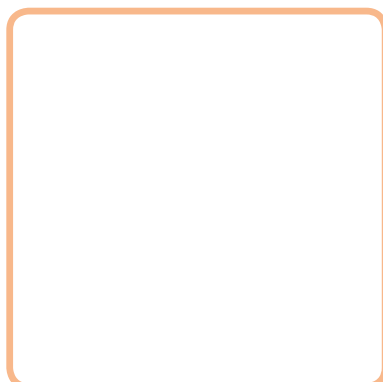
□ du marketing direct, de la vente à distance ;

□ de la gestion de clientèle ;

Le Groupe Diffusion Plus compte plus de 1000 clients avec lesquels nous entretenons un réel partenariat et notamment les plus grands opérateurs des divers secteurs d'activité :

- VPC
- MULTI MÉDIA
- TÉLÉ ACHAT
- GRANDE DISTRIBUTION
- INDUSTRIE
- SECTEUR PUBLIC

- TÉLÉCOMMUNICATION
- BANQUES ET ASSURANCES
- AGENCES DE PUBLICITÉ
- ASSOCIATIONS
- PRESSE ÉDITION



Les expéditions  
« nouvelle génération »...



... alimentés par les trois  
chariots autonomes  
assurant partiellement la logistique  
chez Diffusion Plus.

Xeikon 8000  
chez Data One



## LE MARKETING DIRECT, LA VENTE À DISTANCE

Afin d'optimiser les investissements publicitaires, il est nécessaire de sélectionner des fichiers d'adresses fiables. Ces fichiers sont traités pour permettre l'élimination des doublons et les mettre éventuellement aux normes postales.

En fonction de certains critères, et grâce aux bases de données comportementales, le message adressé pourra être personnalisé tant au niveau des textes que des images, de telle sorte qu'il corresponde le plus possible aux probabilités d'achats du consommateur final.

Afin de favoriser l'acte d'achat, nous pouvons coller sur les documents des petits objets (clés de voiture, cartes de fidélité, ...) ou des échantillons (produits de beauté, ...).

Les documents doivent ensuite être façonnés (pliage, massicotage, ...) ou assemblés (feuillet, catalogue, ...).

Le message est alors prêt à être conditionné sous film ou sous enveloppe.



## LA GESTION DE CLIENTÈLE

L'envoi en nombre de factures, de relevés de comptes, nécessite un très haut niveau de sécurisation auquel nous satisfaisons par la mise en place de systèmes automatiques de contrôle assurant aux clients l'intégrité de chaque pli et l'intégralité de l'expédition. La réception des données, le traitement des fichiers, la composition des documents, l'impression et le conditionnement sous enveloppe constituent les étapes préalables à l'expédition.

A chaque étape principale du processus, le client peut avoir accès en temps réel à l'état d'avancement de la production via internet.

Enfin, nous pouvons assurer l'archivage électronique des documents.

Une partie importante des volumes traités tant en marketing direct qu'en gestion de clientèle est expédiée par voie postale. La massification des plis permet d'optimiser les coûts d'affranchissements.



Nouveau Data Center





Le marché de la vente par correspondance et du marketing direct s'insère dans celui plus général de la communication.

D'après l'enquête IREP-FRANCE PUB, les dépenses de communication des annonceurs ont atteint 29,80 milliards d'euros en 2009, soit une baisse de 8,6 % par rapport à 2008.

Les dépenses en marketing direct se sont élevées à 9,03 milliards d'euros (- 5,6 %) et représentent 30,3 % des dépenses publicitaires. Les dépenses pour la partie mailing ressortent à 4,34 milliards d'euros, en baisse de 6,8 % par rapport à 2008. L'achat d'espaces internet et de liens sponsorisés sont en baisse de 1,5 % et ne représente que 4 % des dépenses des annonceurs.

On constate, depuis 4 ans, une baisse des dépenses des annonceurs en marketing direct (-1,5% en 2006, -2,9% en 2007 et -1,9% en 2008 et - 5,6 % en 2009).

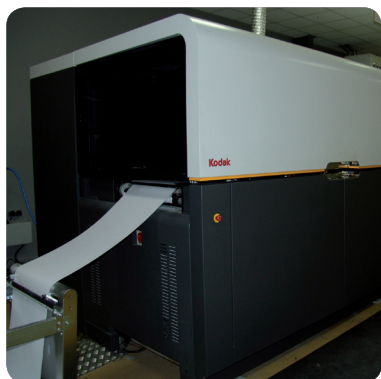
La Poste envisage une chute de 30 % du courrier d'ici 2015 sans l'effet de la crise économique mais du fait de la dématérialisation du courrier via internet.

Concernant la libéralisation du secteur postal, la directive européenne du 10.06.02 (2002/39/CE) a adopté l'échéancier suivant :

□ Au 01.01.03 seul le courrier inférieur à 100 grammes est resté sous monopole. Précédemment le poids du courrier sous monopole était fixé à 350 grammes.

□ Le 01.01.06 le poids du courrier sous monopole a été ramené à 50 grammes.

□ Le 01.01.09 l'ensemble du courrier devait être sorti du monopole, mais le 11 juillet 2007, le parlement européen a octroyé un délai supplémentaire de deux ans, soit le 1<sup>er</sup> janvier 2011, pour la libéralisation intégrale du secteur postal.



Kodak VL 2000 chez Data One



Hunkeler chez Diffusion Plus



## les événements marquants

Dégradation de la conjoncture économique au cours du premier semestre de l'exercice, légère amélioration en fin de second semestre.

### JUIN 2009

□ Suite à la forte dégradation du marché Espagnol, nous avons placé la société MAILTEC DIFUSION sous la réglementation de la loi sur les faillites.

### SEPTEMBRE 2009

- Augmentation de notre participation dans REGROUP'EURE en la portant à 60 %, la société REGROUP'NORD devenant parallèlement filiale à 100 % de REGROUP'EURE.
- Fin du crédit bail immobilier de l'usine de Saint Aubin sur Gaillon (DIFFUSION PLUS).

### NOVEMBRE 2009

□ Réduction de capital par annulation de 120.400 actions auto-détenues dans le cadre des programmes de rachats d'actions successifs (9,84 % du capital).

### FEVRIER 2010

□ Mise en œuvre du plan de liquidation par l'administrateur judiciaire de MAILTEC DIFUSION.

### MARS 2010

□ Dépôt d'un projet d'Offre Publique de Rachat d'Actions portant sur 237 562 actions en vue d'une réduction du capital de Groupe DIFFUSION PLUS S.A.

### AVRIL 2010

□ Autorisation de l'Assemblée Générale Extraordinaire donnée au Conseil d'Administration sur la réduction de capital suite à l'OPRA.

## ORGANIGRAMME DU GROUPE AU 30.04.10

### SA GROUPE DIFFUSION PLUS

au capital de 1.820.940 euros.

#### 100 % SAS DIFFUSION PLUS

Au capital de 1 032 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers.

#### 5 % SAS DINEXIS<sup>(1)</sup>

Au capital de 1 552 630 euros.

Logistique de vente à distance.

#### 100 % SAS ÉMISSAIRES

Au capital de 160 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers.

#### 100 % SARL DATA ONE

Au capital de 1 300 000 euros.

Impression.

Personnalisation.

Edition de documents de gestion.

Conditionnement et expédition de courriers.

#### 100 % SAS NORD SOUS FILM

Au capital de 160 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers.

#### 100 % SAS LA PARISIENNE DE ROUTAGE

Au capital de 160 000 euros.

Conditionnement et expédition de courriers.

Travaux manuels. Colisage.

#### 55 % SL MAILTEC DIFUSION<sup>(1)</sup>

Au capital de 420 700 euros.

Impression. Personnalisation.

Conditionnement et expédition de courriers.

Société en liquidation.

#### 51 % SAS GOCAD SERVICES

Au capital de 120 000 euros.

Développement, commercialisation d'un

logiciel de communication direct.

#### 51 % SAS FIDBACK

Au capital de 37 000 euros.

Conseil, conception et réalisation d'actions

de communication directe.

#### 100 % SCI LA GROSSE REMISE

Atelier, stockage et bureaux utilisés par Dinexis.

#### 100 % SCI ESPACE

Atelier, stockage et bureaux utilisés par Dinexis.

#### 100 % SCI PROVENCE

Terrain utilisé par Émissaires.

#### 99,8 % SCI LES SPIRÉES

Terrain utilisé par Groupe Diffusion Plus et Diffusion Plus.

#### 99,8 % SCI POUR L'EUROPE

Terrain utilisé par Dinexis.

#### 60 % SAS REGROUP'EURE

Au capital de 100 000 euros.

Regroupement et tri de courriers.

#### 100 % SAS REGROUP'NORD

Au capital de 100 000 euros.

Regroupement et tri de courriers.

#### 19,97 % SA TRAGEM ONE<sup>(1)</sup>

Au capital de 300 000 dirhams.

Prestations informatiques en éditique

de gestion et en marketing direct.

#### 19,62 % SA TAGG INFORMATIQUE<sup>(1)</sup>

Au capital de 3 312 920 euros.

Impression.

Personnalisation.

Edition de documents de gestion.

Conditionnement et expédition de courriers.

#### 7 % SARL BDM PLUS<sup>(1)</sup>

Au capital de 35 000 euros.

Conseil en communication directe.

<sup>(1)</sup> SOCIÉTÉS NON CONSOLIDÉES

## ORGANES DE DIRECTION

Président Directeur Général

□ William Mériel

Directeurs Généraux Délégués

□ Daniel Ferrand □ Philippe Miserey

Conseil d'administration

□ William Mériel □ Mauricette Mériel

□ Philippe Miserey

## COMITÉ DE DIRECTION

□ William Mériel, Président Directeur Général

□ Monique Gougeon, Directrice La Parisienne de Routage

□ Daniel Ferrand, Directeur Général Délégué

□ Philippe Miserey, Directeur Général Délégué

□ Frédéric Goy, Directeur Général Adjoint Diffusion Plus

□ Frédéric Louineau, Directeur Gestion Clients Data One

□ Michel Landry, Directeur Émissaires

□ Stéphane Pierre, Directeur Général Gocad Services

□ Guillaume Charles, Directeur Général Fidback

□ Loïc Lefebvre, Directeur du Développement Groupe

## RESPONSABLE DU RAPPORT ANNUEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion figurant page 16 présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

William MERIEL

Président Directeur Général

## RESPONSABLES DU CONTRÔLE DES COMPTES

Commissaires aux comptes titulaires

□ SCOGEX - 20 Rue de Verdun - 27000 EVREUX

□ MAZARS - 53 Rue Louis Pasteur - 76135 MONT SAINT AIGNAN CEDEX

## RESPONSABLES DE L'INFORMATION

□ GROUPE DIFFUSION PLUS - Philippe MISEREY - pmiserey@diffusionplus.net

□ ASSET COM - Laurence COSTES - lcostes@assetcom.fr

responsable du rapport annuel

responsables du contrôle des comptes et de l'information

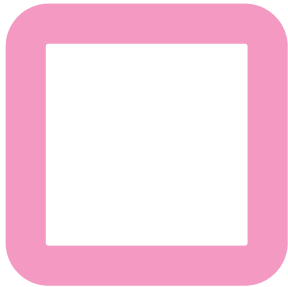




# SOMMAIRE

- 16 □ RAPPORT DE GESTION
- 27 □ COMPTES CONSOLIDÉS
- 30 □ TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE
- 31 □ TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS
- 32 □ ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS
- 59 □ RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS
- 60 □ COMPTES SOCIAUX
- 63 □ ANNEXE AUX COMPTES SOCIAUX
- 76 □ TABLEAU DES RÉSULTATS FINANCIERS
- 77 □ RAPPORT GÉNÉRAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES SOCIAUX
- 79 □ RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES





Mesdames, Messieurs,

Nous vous avons réunis en assemblée générale, conformément aux dispositions de la loi et de nos statuts, afin de vous rendre compte de l'activité de notre société et vous soumettre, pour approbation, les comptes de l'exercice clos le 30 avril 2010, et l'affectation du résultat.





## I - L'ACTIVITÉ DU GROUPE CONSOLIDÉ

Cet exercice a été marqué par :

- Le prolongement des effets de la mise en place des nouveaux contrats postaux Destinéo à destination de nos clients en marketing direct et vécicistes en septembre 2008. Ces nouveaux contrats ont eu pour conséquence de diminuer nos marges et les flux d'affranchissements partiellement sur l'exercice 2008.2009 et sur l'ensemble de l'exercice 2009.2010.
- La crise économique qui a particulièrement touché le marketing direct et la VPC.
- La fin du crédit-bail immobilier portant sur les locaux de Diffusion Plus à Saint-Aubin-sur-Gaillon.
- L'augmentation de notre participation dans REGROUP'EURE que nous détenons à 60 % impactant négativement le compte de résultat compte tenu des difficultés rencontrées pour développer son chiffre d'affaires, avec notamment la constatation dans le résultat consolidé d'une perte de valeur des matériels industriels à hauteur de 0,98 M€.
- La contribution nettement positive de notre filiale Data One aux résultats consolidés.

### I □ CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de l'exercice 2009-2010 s'est élevé à 81,53 M€ contre 85,48 M€ au cours de l'exercice précédent. Il enregistre une baisse de 4,6%.

A périmètre constant, sur l'ensemble de nos activités (hors tri pour compte de tiers), nous avons traité 0,96 milliard d'objets (- 6,1%) qui se répartissent comme suit :

(millions d'exemplaires)	09.10	08.09
Mailings (Postimpact - Tempost MD - Catalogues)	661,6	691,9
Lettres <i>dont contenu imprimé dans le Groupe</i>	188,6 (173,6)	189,7 (173,1)
Divers (ISA,..)	110,7	141,8
<b>TOTAL</b>	<b>960,9</b>	<b>1 023,4</b>

### 2 □ RÉSULTATS

Le résultat d'exploitation diminue de 28,8% pour atteindre 2,59 M€, sur l'exercice précédent il était de 3,64 M€.

Les frais de personnel sont stables mais tiennent compte de la participation des salariés aux bénéfices de notre filiale principale DIFFUSION PLUS qui s'est élevée exceptionnellement à 1,12 M€. Le niveau de cette participation est due très largement au traitement fiscal relatif à l'arrivée à échéance du contrat de crédit bail immobilier de Saint Aubin sur Gaillon qui a engendré la réintégration fiscale du « sur-amortissement » pratiqué dans le cadre des loyers du contrat de crédit bail.

Les amortissements s'élèvent à 9,60 M€ (8,94 M€ au 30.04.09) dont 0,98 M€ de provisions sur immobilisations corporelles de REGROUP'EURE et REGROUP'NORD (cf. note 4.3 de l'annexe des comptes consolidés).

Les dépréciations et provisions sont de 0,51 M€.

Le coût financier est stable et atteint 1,00 M€.

Le résultat avant impôts s'inscrit à 1,58 M€ contre 2,65 M€ au 30.04.09.

Le résultat net part du groupe est de 0,94 M€. A la clôture de l'exercice précédent il était de 1,66 M€.

### 3 □ INVESTISSEMENTS

Les investissements nets se sont élevés à 5,78 M€ contre 7,02 M€ sur l'exercice précédent.

Les acquisitions d'immobilisations sont de 5,93 M€.

Au cours de l'exercice précédent, nous avons acquis pour 6,39 M€ d'immobilisations.

### 4 □ STRUCTURE FINANCIÈRE

Les capitaux propres sont stables à 41,20 M€. L'acquisition, postérieurement à la clôture du dernier exercice, de 186 088 actions de la société dans le cadre de l'OPRA aura pour conséquence de diminuer les capitaux propres et la trésorerie de 4,84 M€.( ces titres ont été annulés le 17.05.2010). Les emprunts et dettes financières à moyen et long terme s'élèvent à 17,06 M€, ils ont baissé de 2,42 M€ par rapport au 30.04.09.

Les dettes financières nettes (emprunts et dettes financières moins la trésorerie) représentent 6,25 M€ contre 9,91 M€ à la clôture de l'exercice précédent.

### 5 □ EFFECTIF MOYEN DU PERSONNEL PERMANENT

	30.04.10	30.04.09
Groupe Diffusion Plus	15	15
Diffusion Plus	469	501
Regroup'Eure	17	
Data One	149	147
Émissaires	79	79
Mailtec Difusion		79
Nord Sous Film	41	50
Regroup'Nord	3	
La Parisienne de Routage	39	43
Gocad Services	25	24
Fidback	16	15
<b>EFFECTIF TOTAL</b>	<b>852</b>	<b>954</b>

## II □ L'ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

La société Groupe Diffusion Plus gère ses participations. Elle réalise des prestations de services pour ses filiales et perçoit des loyers.

Le chiffre d'affaires de la société mère est de 4,99 M€. Il est en baisse de 8,10 % par rapport à l'exercice précédent.

Au cours de l'exercice précédent, nous avons apporté quelques modifications au niveau de la facturation de nos prestations envers les filiales ce qui a conduit à une diminution de notre chiffre d'affaires pour tenir compte des conditions économiques.

Les charges d'exploitation représentent 5,27 M€ contre 5,81 M€ au 30.04.09.

Les charges externes progressent de 17% et s'établissent à 2,03 M€ essentiellement du fait de charges liées à l'OPRA.

Les charges de personnel sont de 2,03 M€ contre 1,94 M€ (+4,64%).

Les dotations aux amortissements diminuent de 35,69% pour représenter 0,33 M€.

A la clôture de l'exercice précédent nous avons passé des provisions sur immobilisations, représentant la dépréciation sur le mali technique liée à la baisse du cours de bourse des titres d'autocontrôle à hauteur de 0,76 M€. La totalité des titres auto-détenus, à la clôture de l'exercice précédent, a été annulée le 04.11.2009.

Les autres provisions (actif circulant, pour risques et charges) s'établissent à 0,57 M€ contre 0,69 M€ sur l'exercice précédent.

Le résultat d'exploitation est négatif à hauteur de 0,03 M€. Au 30.04.2009 il était négatif de 0,34 M€.

Le résultat financier qui était négatif de 0,37 M€ sur l'exercice précédent est positif de 3,18 M€.

Les produits financiers de participation s'élevaient à 2,94 M€ sur l'exercice précédent contre 1,40 M€ au 30.04.10. Les dividendes perçus sont de 1,18 M€ au lieu de 2,49 M€ au bilan précédent.

Les reprises sur provisions financières s'élèvent à 1,85 M€, dont 1,43 M€ de reprises sur créances REGROUP'EURE et REGROUP'NORD et 0,42 M€ sur créances DINEXIS. En contrepartie nous avons consenti des abandons de créances avec retour à meilleure fortune en faveur de REGROUP'EURE à hauteur de 2 M€ et de 0,42 M€ pour DINEXIS qui ont été comptabilisés en charges exceptionnelles.

Au 30.04.2009 les reprises de provisions financières s'élevaient à 0,61 M€ dont 0,58 M€ sur le compte courant DINEXIS en contrepartie nous avons comptabilisé une perte sur créances de participation du même montant.

Les dotations financières aux amortissements et provisions du dernier exercice clos sont symboliques. Au 30.04.2009 elles s'élevaient à 3,25 M€ dont 2,47 M€ liés à la situation financière de Mailtec et 1,23 M€ à celle de REGROUP'EURE et REGROUP'NORD.

Le résultat exceptionnel est négatif de 0,55 M€, sur l'exercice précédent il était positif de 1,43 M€.

Sur l'exercice précédent nous avons enregistré 1,97 M€ de retour à meilleure fortune sur des abandons de créances précédemment consentis à Data One. Sur le dernier exercice le retour à meilleure fortune a été de 3,00 M€ sur DATA ONE et de 0,11 M€ sur NORD SOUS FILM (second semestre).

Sur l'exercice précédent nous avons enregistré la cession de PORENVEL.

Comme évoqué plus haut nous avons consenti des abandons de créances avec retour à meilleure fortune pour 2,00 M€ en faveur de REGROUP'EURE, 0,52 M€ en faveur de NORD SOUS FILM (premier semestre), 0,76 M€ en faveur de GOCAD et 0,42 M€ en faveur de DINEXIS.

Sur l'exercice précédent nous avons consenti un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de 0,75 M€ à notre filiale GOCAD.

Compte tenu de l'intégration fiscale avec certaines filiales, l'impôt société est de 0,33 M€. Au 30.04.2009 il était négatif de 0,34 M€

Le résultat net est de 2,28 M€. Sur l'exercice précédent, il était de 1,05 M€.

Les capitaux propres, avant répartition s'élèvent à 15,29 M€ contre 15,96 M€ au 30.04.09. Le 04.11.2009 le Conseil d'Administration a annulé 120.400 titres d'autocontrôle ce qui a diminué les fonds propres de 1,77 M€.

L'annulation, après la clôture du dernier exercice, des 186.088 actions acquises dans le cadre de l'OPRA aura pour conséquence une réduction des capitaux propres de 4,84 M€ et une diminution du même montant de la trésorerie.

Les emprunts et dettes financières moins la trésorerie passent de - 0,60 M€ à - 1,52 M€.

Un dividende de 1,00 euros sera proposé à l'Assemblée Générale.

## III □ INFORMATIONS SOCIALES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE

L'effectif de la société (dirigeants inclus) en début d'exercice était de 17 salariés.

En fin d'exercice l'effectif est de 20 salariés. Nous avons recruté des commerciaux.

Nous n'avons pas eu recours à l'intérim.

La durée du temps de travail est de 35 heures hebdomadaires ou 218 jours de travail par an pour certains cadres.

L'absentéisme a représenté 189 jours dont 98 pour maladie et 73 pour congés maternité. Aucun accord collectif n'a été signé dans l'entreprise.

Des formations ont été organisées concernant, principalement, les ressources humaines et la comptabilité. La société n'emploie aucun salarié à temps partiel ni de personnel handicapé.

## IV - L'ACTIVITÉ DES FILIALES

### I □ DIFFUSION PLUS

Le chiffre d'affaires est de 39,48 M€, il baisse de 16,6 %. Les principales raisons sont les suivantes :

- Depuis le 1er janvier 2009, Data One facture directement SFR ce qui représente une perte de chiffre d'affaires de 3,97 M€ soit 50,6 % de la baisse du chiffre d'affaires total.
- Les prestations de tri facturées à La Poste passent de 3,22 M€ à 0,78 M€ euros suite à la mise en place par La Poste des contrats Destinéo au cours de l'exercice précédent.
- Les quantités traitées ont baissé de 4,0 % compte tenu de la crise économique.

Les charges d'exploitation diminuent de 16,4 %. Les évolutions les plus importantes proviennent des postes suivants :

- Sous-traitance interco – 100 % (SFR)
- Crédit bail immobilier – 59,7 %
- Personnel intérimaire – 9,6 % *dus à la baisse des quantités produites et surtout à la mise en place pour La Poste des KUBS en remplacement des sacs postaux qui a permis l'automatisation de l'évacuation des produits finis.*
- Prestations administratives et commerciales – 30 %
- Les frais de personnel – 4,8 % *l'effectif moyen est passé de 501 à 469 personnes (- 6,4 %)*

Le résultat d'exploitation s'élève à 1,45 M€ (+ 21,3 %).

Le résultat financier passe de 43 K€ à - 67 K€ principalement du fait de la baisse des taux d'intérêts sur les produits financiers.

La participation des salariés passe de 0,13 M€ à 1,12 M€ du fait du retraitement fiscal consécutif au rachat de la valeur résiduelle (0,15 euros) du crédit bail immobilier qui conduit à la réintégration de 5,70 M€ de « sur-amortissements ». La participation des salariés est directement calculée sur la base du résultat fiscal.

Corrélativement l'impôt société passe de 0,36 M€ à 2,23 M€.

Le résultat net est négatif de 2,11 M€. Sur l'exercice précédent il était positif de 0,65 M€.

La crise économique et les incertitudes qui en découlent nous conduisent à envisager une baisse du résultat d'exploitation sur l'exercice en cours.

### 2 □ DATA ONE

Le chiffre d'affaires passe de 28,50 M€ à 28,63 M€.

Les charges d'exploitation diminuent de 3,4 % pour atteindre 25,36 M€.

On observe une hausse des achats de matières premières et autre approvisionnement de 9,4 % dû à l'augmentation du négoce de papier et une baisse de 14,4 % des charges de crédit bail et de location sur le matériel consécutive à la baisse des investissements.

Le résultat d'exploitation, qui était de 2,36 M€ sur l'exercice précédent, est de 3,20 M€.

Le résultat financier est négatif de 0,12 M€.

Le résultat exceptionnel est négatif de 3,03 M€, il tient compte du retour à meilleure fortune de 3,00 M€ sur les abandons de créances précédemment consentis par Groupe Diffusion Plus SA.

Sur l'exercice clos au 30.04.09 le retour à meilleure fortune avait été de 1,97 M€.

Le résultat net est nul comme sur l'exercice précédent.

L'exercice en cours devrait dégager un résultat d'exploitation comparable au dernier exercice.

### 3 □ ÉMISSAIRES

Sur l'exercice précédent nous avons enregistré en « autres produits » une dette échue de 0,78 M€.

Le chiffre d'affaires passe de 8,87 M€ à 7,96 M€.

Seules les prestations d'impression et de façonnage sont en augmentation.

Les prestations de tri postales diminuent de 77,6 % suite à la mise en place du contrat Destinéo au cours de l'exercice précédent.

Les charges d'exploitation régressent de 13,2 %.

Le poste « personnel intérimaire » diminue de 43,2 %.

Les charges de personnel diminuent de 6,6 % suite au départ de quelques collaborateurs.

Le résultat d'exploitation est positif de 0,56 M€ contre 1,12 M€ sur l'exercice précédent.

Le résultat net est positif à hauteur de 0,33 M€.

L'exercice en cours sera marqué par l'internalisation de l'impression qui devrait permettre une progression de la rentabilité.

#### 4 □ LA PARISIENNE DE ROUTAGE

Le chiffre d'affaires diminue de 15% pour atteindre 4,29 M€.

Les charges d'exploitation baissent de 11,4 %.

Le résultat d'exploitation ressort à 0,14 M€ (- 55,6 %).

Le résultat net passe de 0,17 M€ à 0,09 M€ (- 47%).

L'exercice en cours ne devrait pas permettre une amélioration de la rentabilité

#### 5 □ GOCAD SERVICES

Le chiffre d'affaires est de 3,84 M€ (+29,7 %).

Les charges d'exploitation augmentent de 24,9 %.

Les charges de développement commercial ont pesé sur le résultat.

Le résultat d'exploitation est négatif de 0,64 M€. Sur l'exercice précédent il était négatif de 0,65 M€.

Le résultat exceptionnel est positif de 0,76 M€ et enregistre les abandons de créances avec retour à meilleure fortune de Groupe Diffusion Plus SA à hauteur de 0,76 M€ contre 0,75 M€ sur l'exercice précédent.

Le résultat net est positif de 64 K€.

Nous anticipons un développement de l'activité et une réduction significative du déficit sur l'exercice en cours.

#### 6 □ NORD SOUS FILM

Le chiffre d'affaires est de 1,94 M€ (-26,2 %).

La crise économique a continué de toucher les véricistes du Nord qui représentent la majorité de notre clientèle.

Les charges d'exploitation sont en baisse de 19,3 %.

Nous avons dû nous séparer de quelques collaborateurs pour un coût de 83 K€.

Le résultat d'exploitation passe de -7 K€ à -164 K€.

Le résultat exceptionnel est positif à hauteur de 0,40 M€. Il tient compte d'un abandon de créances de Groupe DIFFUSION PLUS SA, avec retour à meilleure fortune, de 0,52 M€ au premier semestre et d'un remboursement de 0,11 M€ au second semestre.

Le résultat net est positif de 0,22 M€ ce qui permet de reconstituer les capitaux propres à hauteur du capital social.

L'exercice en cours devrait enregistrer une diminution importante de la perte d'exploitation.

#### 7 □ FIDBACK

Le chiffre d'affaires est de 3,26 M€ contre 4,96 M€ sur l'exercice précédent qui était de 14 mois.

La crise économique a touché particulièrement les agences de communication.

Les charges d'exploitation s'élèvent à 3,29 M€.

Le résultat d'exploitation est positif à hauteur de 10,5K€.

Le résultat net est positif de 533 €.

Aucun évènement n'est à signaler sur l'exercice en cours qui devrait être semblable à l'exercice précédent.

#### 8 □ REGROUP'EURE

L'exercice clos le 30.04.10 a une durée de 6 mois et l'exercice précédent une durée de 10 mois.

La comparaison entre les deux derniers exercices est donc délicate. Toutefois les efforts commerciaux n'ont pas encore porté leurs fruits et les chiffres d'affaires mensuels des deux exercices sont comparables.

La perte d'exploitation augmente de 19 % et s'élève pour les six mois de l'exercice à 0,22 M€.

La perte nette comptable est de 0,28 M€

L'exercice en cours ne devrait pas permettre une amélioration de la rentabilité.

#### 9 □ REGROUP'NORD

L'exercice clos le 30.04.10 a une durée de 6 mois et l'exercice précédent une durée de 10 mois.

La comparaison entre les deux derniers exercices est donc délicate. Toutefois le chiffre d'affaires mensuel est en augmentation de 15,2 %, mais pas suffisamment pour couvrir les charges d'exploitation.

Le résultat d'exploitation est négatif de 0,14 M€ sur les six mois de l'exercice ainsi que le résultat net.

L'exercice en cours ne devrait pas permettre d'améliorer la rentabilité.

## V - INFORMATIONS DIVERSES SUR LA SOCIÉTÉ

### I □ PRISES DE PARTICIPATIONS AU COURS DE L'EXERCICE 2009-2010

Acquisition de 25 % de Regroup'Eure passant la participation de 35 % à 60 %.

### 2 □ CESSIION DE PARTICIPATIONS AU COURS DE L'EXERCICE 2009-2010

Cession de 40 % de Regroup'Nord à Regroup'Eure qui détient donc désormais 100 % de Regroup'Nord.

### 3 □ ACTIVITÉ DU GROUPE EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

La société Gocad Services développe et commercialise un logiciel permettant de faciliter les opérations de marketing d'entreprises à réseau.

La société Data One développe un logiciel permettant l'externalisation de toutes tâches liées à l'impression et à l'envoi de courriers égrenés.

### 4 □ PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES

#### 4.1 Risques inhérents à l'activité

##### □ Cyclicité de l'activité

Le marché du courrier de gestion est assez régulier par contre le marché de la publicité adressée est plus saisonnier.

En principe, les mois de forte activité sont janvier, septembre, octobre et décembre et représentent pour chacun environ 10 % de l'activité annuelle.

Les mois de moyenne activité sont février, mars, août et novembre qui représentent 8 à 9 % de l'activité.

Les mois de faible activité sont avril, mai et juin et représentent 7 à 8 % de l'activité.

Le mois très faible est juillet dont l'activité ne représente que 4 à 5 % de l'activité annuelle.

##### □ Risque de concurrence

L'activité sur le marché de la gestion est fortement capitalistique. Elle nécessite des investissements importants en matière de matériels d'impression, de conditionnement et d'informatique.

De ce fait, depuis plusieurs années, les créations d'entreprises sont quasiment inexistantes.

Par contre, une consolidation du secteur s'est opérée principalement par La Poste au travers du holding Sofipost et plus accessoirement par les fabricants de matériels (Pitney-OCE).

L'activité sur le marché du marketing direct est également capitalistique mais dans une moindre mesure et peut être une activité accessoire pour des imprimeurs nationaux et locaux.

Les perspectives du marché n'ont pas permis, récemment, la création d'entreprises nouvelles significatives.

La Poste compte tenu de sa maîtrise de la distribution du courrier, en l'absence de solutions alternatives, devrait devenir un concurrent très sérieux.

##### □ Risque réglementaire

A part la libération du marché postal au 1er janvier 2011, il n'existe pas de risques particuliers à notre profession. Toutefois, les difficultés de concurrencer La Poste et sa capacité à conserver une part de marché importante constituent les éléments pour un changement mesuré. Cette ouverture à la concurrence ne nous permet pas d'identifier précisément, à ce jour, les risques pour notre groupe.

L'application de la TVA sur les affranchissements pourrait entraîner une modification du marché au niveau des sociétés non assujetties (banques, assurances...) mais celle-ci semble lointaine.

##### □ Risque environnemental

Notre activité par elle-même a peu d'impact sur l'environnement.

Par contre, elle est très utilisatrice de papier.

Depuis quelques années, une campagne est organisée par les sociétés du net et les grands donneurs d'ordre en matière de documents de gestion en faveur d'une communication par internet de factures ou de relevés de comptes.

##### □ Risque lié aux fournisseurs et aux sous-traitants

A notre connaissance, nous ne sommes pas soumis à de tels risques dans la mesure où les fournisseurs sont multiples et que la grande majorité de la sous-traitance concerne des activités que nous maîtrisons en interne, la sous-traitance étant utilisée en période de pointe.

Toutefois l'arrêt soudain des activités d'un fournisseur de matériel pourrait être préjudiciable. Il semble que cette éventualité soit peu probable dans la mesure où ce sont des entreprises importantes (Kodak, IBM, OCE, Xerox...) et dont les activités seraient probablement reprises par un concurrent, (exemple OCE repris par Canon) ou par des fonds (Bowe Systec repris par Axentum Capital AG et BUHRS repris par Solo Capital NV et Value 8 NV).

#### 4.2 Risques propres au groupe

##### □ Risques de taux

La trésorerie et les emprunts ne sont pas couverts contre les risques de taux.

Concernant les emprunts au 30.04.10, nous avons 3,04 M€ d'en-cours indexés sur des taux variables.

##### □ Risques pays

L'activité du Groupe est presque exclusivement exercée en France et n'est donc pas exposée à un tel risque.

##### □ Risques de change :

La totalité du chiffre d'affaires et des achats est libellé en euros.

##### □ Risques de crédit et de contrepartie :

Les crédits bancaires contractés par le Groupe ne comportent aucun covenant.

La trésorerie est placée auprès d'établissements bancaires de premier plan sur des produits monétaires.

#### □ Risques clients

Le chiffre d'affaires réalisé avec le premier client du Groupe représente 9,4 % du chiffre d'affaires consolidé. Les dix premiers clients représentent 31,6 %.

#### □ Risques juridiques

Le Groupe n'est pas engagé dans un litige susceptible d'avoir une incidence significative négative sur sa situation financière.

#### □ Risques de liquidités

Au 30.04.10, les emprunts et dettes financières s'élèvent à 17,7 M€ dont 17,1 M€ d'emprunts auprès des établissements de crédit (y compris 0,59 M€ de découvert bancaire).

Les emprunts ont été contractés auprès de plusieurs établissements financiers selon des modalités tout à fait classiques en pareille matière et sans covenant.

Sur l'ensemble de cette dette, l'annuité à moins d'un an est de 6,9 M€ (dont 0,59 M€ de découvert bancaire).

Le Groupe ne mobilise pas son poste clients.

Au 30.04.10, la trésorerie s'élève à 11,5 M€.

La marge brute d'autofinancement est de 9,13 M€. Elle n'était que de 1,9 M€ au premier semestre.

Au premier semestre la variation des impôts différés actifs liée à l'arrivée à échéance du crédit bail immobilier des locaux de Saint Aubin sur Gaillon était d'environ 1,9 M€ et l'impact sur le résultat net d'environ 0,7 M€

#### □ Risques sur actions

Le Groupe ne place ses liquidités qu'en souscrivant, en fonction de la trésorerie, des parts d'OPCVM monétaires. Par conséquent, le risque lié à l'évolution des marchés financiers est limité.

Les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées, à la souscription, en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés.

Une variation des cours n'aura donc aucune influence sur les capitaux propres consolidés du Groupe.

### 4.3 Assurances

Chaque société du Groupe bénéficie d'un contrat d'assurances distinct souscrit auprès de la compagnie Allianz.

Les contrats d'assurances portent principalement sur les risques suivants :

- multirisques (matériels, marchandises, bâtiments)
- responsabilité civile exploitation
- responsabilité civile professionnelle
- perte d'exploitation
- responsabilité des dirigeants
- déplacements professionnels et automobiles

## 5 □ MONTANT DES DIVIDENDES DISTRIBUÉS AU TITRE DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Nous vous rappelons qu'au titre des trois exercices précédents, les dividendes distribués à chaque action et le montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % ont été les suivants :

Exercice	Nombres d'actions	Dividende distribué	Éligible à l'abattement	Revenu réel
2006 - 2007	1 224 000	0,60 €	Oui	0,60 €
2007 - 2008	1 224 000	1,00 €	Oui	1,00 €
2008 - 2009	1 224 000	1,00 €	Oui	1,00 €

La part des dividendes revenant aux actions propres, détenue par la société, est reclassée en réserve facultative; Il en est de même pour les actions détenues par le contrat de liquidité.

## 6 □ MONTANT DES DÉPENSES ET DES CHARGES NON DÉDUCTIBLES DU RÉSULTAT IMPOSABLE

Le montant des dépenses et des charges non-déductibles du bénéfice imposable visées à l'article 39-4 du Code Général des impôts s'élève à 19 991 euros et celui de l'impôt correspondant s'élève à 6.663 euros

## 7 □ DÉLAIS DE PAIEMENT DES FOURNISSEURS

Dates d'échéance	Solde au 30.04.10 (TTC)
0 à 30 jours	375 814 €
31 à 60 jours	8 965 €
61 à 90 jours	783 €
Au-delà de 90 jours	1 045 €
<i>Dont litiges</i>	837 €
Factures non parvenues	152 729 €
<b>TOTAL</b>	<b>539 336 €</b>

## 8 □ OPERATIONS SUR LE CAPITAL

### 04.11.09

- Annulation de 120 400 titres d'autocontrôle, représentant 9,84 % du capital acquis dans le cadre des programmes de rachats d'actions successifs.
- Le capital social est ainsi ramené de 2 019 600 euros pour 1 224 000 actions à 1.820.940 euros composé de 1 103 600 actions.

### 17.05.10 (après clôture de l'exercice 2009-2010)

- Annulation de 186.088 actions acquises dans le cadre d'une Offre Publique de Rachat, représentant 16,86 % du capital.
- Le capital social est, depuis cette date, de 1 513 894,80 euros composé de 917 512 actions.

## 9 □ ACTIONNARIAT

La répartition du capital et des droits de vote s'établit comme suit au 01.07.10 :

	% du capital	% des droits de vote <sup>(1)</sup>
William Mériel	73,54	74,16
Daniel Ferrand	20,28	22,27
Philippe Miserey	0,33	0,19
Mauricette Mériel	0,02	0,03
Autocontrôle	0,09	
Contrat de liquidité	0,10	
Financière de l'Échiquier (FCP)	4,40	2,60
Public	1,24	0,75
	100	100

<sup>(1)</sup> Un droit de vote double a été institué par l'assemblée générale en date du 27 septembre 1994.

Il s'applique à toute action détenue nominativement par un même actionnaire pendant au moins quatre ans.

Au 01.07.10 la totalité des droits de vote exerçables est de 1 549 776 (théoriques = 1 551 509).

## 10 □ PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS AUTORISÉ PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 20.10.09

En application de l'article L.225-211 du Code de Commerce nous vous présentons le bilan du dernier programme de rachat:

Nombre de titres composant le capital social au début du programme (20.10.09) = 1 224 000  
 Nombre de titres auto-détenus au début du programme = 120 212  
 Opérations réalisées depuis le début du programme jusqu'au 31.08.10

Nombre de titres achetés	1 094 (cours moyen 17,61 euros)
Nombre de titres vendus	0
Nombre de titres annulés	120 400
Nombre de titres détenus au 31.08.10	906

## 11 □ RÉMUNÉRATION DES MANDATAIRES SOCIAUX

Les rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux se décomposent de la manière suivante :

### □ rémunération fixe

Compte tenu de l'ancienneté des mandataires sociaux (plus de 20 ans) la rémunération fixe résulte de l'évolution du groupe depuis leur prise de fonction ;

### □ rémunération variable

Une prime de bilan est octroyée, directement calculée à partir du résultat opérationnel consolidé et du résultat d'exploitation de certaines filiales. Elle est calculée à la clôture ;

### □ avantages en nature

Concerne l'utilisation de véhicules de fonction en application des règles fiscales et sociales ainsi que les primes d'assurance chômage des dirigeants d'entreprises ;

### □ stocks options

Il n'a jamais été mis en place de tel plan ;

### □ autres

Les mandataires sociaux ont les mêmes avantages et aux mêmes conditions que l'ensemble des cadres de la société (retraite complémentaire ART-83 - mutuelle et prévoyances indemnités de départ à la retraite) ;

Les Directeurs Généraux Délégués bénéficient, en cas de révocation de fonction ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 24 mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux ;

Les mandataires sociaux ne bénéficient pas d'un contrat de travail.

MERIEL William Président Directeur Général	exercice 2008-2009		exercice 2009-2010	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
rémunération fixe	190 800	190 800	190 800	190 800
rémunération variable				
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence				
avantages en nature	117	117	3 796	3 796
ART 83	9 414	9 414	9 635	9 635
mutuelle et prévoyance	5 059	5 059	3 854	3 854
<b>TOTAL</b>	<b>205 390</b>	<b>205 390</b>	<b>208 085</b>	<b>208 085</b>

FERRAND Daniel Directeur général délégué	exercice 2008-2009		exercice 2009-2010	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
rémunération fixe	164 963	164 963	164 963	164 963
rémunération variable	20 043	5 735	19 401	20 043
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence				
avantages en nature	5 580	5 580	5 580	5 580
ART 83	9 414	9 414	9 635	9 635
mutuelle et prévoyance	4 920	4 920	3 854	3 854
<b>TOTAL</b>	<b>204 920</b>	<b>190 612</b>	<b>203 433</b>	<b>204 075</b>

MISEREY Philippe Directeur général délégué	exercice 2008-2009		exercice 2009-2010	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
rémunération fixe	164 963	164 963	164 963	164 963
rémunération variable	19 926	3 088	17 293	19 926
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence				
avantages en nature	8 711	8 711	9 733	9 733
ART 83	9 414	9 414	9 635	9 635
mutuelle et prévoyance	4 912	4 912	3 854	3 854
<b>TOTAL</b>	<b>207 926</b>	<b>191 088</b>	<b>205 478</b>	<b>208 111</b>

## 12 □ ACTIONNARIAT SALARIÉ

Aucun actionnariat salarié n'a été mis en place dans la société.



### 13 □ ÉTAT DES MANDATS ET FONCTIONS DES MANDATAIRES SOCIAUX AU 30.04.10

William Mériel

FONCTIONS	DÉNOMINATION	CAPITAL	ADRESSE	N° RCS
Président	DIFFUSION PLUS SAS	1 032 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 392 704 516
Président	ÉMISSAIRES SAS	160 000 €	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 Villeneuve-Saint-Georges	B 389 253 972
Président	LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	160 000 €	20 rue des Marronniers 94240 L'Hay-les-Roses	B 382 864 403
Administrateur unique	MAILTEC DIFUSIÒN SL	420 700 €	Riera de Caldes 08800 Vilanova I La Geltru - ESPAGNE	"B61 598 827"
Gérant	DATA ONE SARL	1 300 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 422 165 670
Président	NORD SOUS FILM SAS	160 000 €	Pavé de Stemberg - ZA du Blaton 59126 Linselles	B 333 591 816
Président	GOCAD SERVICES SAS	120 000 €	2 avenue de la Cristallerie 92310 Sèvres	B 479 661 704
Président	FIDBACK SAS	37 000 €	2 avenue de la Cristallerie 92310 Sèvres	B 502 849 300
Président	REGROUP'EURE SAS	100 000 €	64 rue du 11 novembre 1918 27690 Léry	B 490 884 110
Président	REGROUP'NORD SAS	100 000 €	1 rue de la Croix Bougard 59810 Lesquin	B 499 939 213
Gérant	SCI LES SPIREES	7 622 €	Hameau de Caër 27930 Normanville	D 340 686 237
Gérant	SCI POUR L'EUROPE	7 622 €	RN 154 - Caër 27930 Normanville	D 344 424 791
Gérant	SCI PROVENCE	3 049 €	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 Villeneuve-Saint-Georges	D 348 609 066
Gérant	SCI ESPACE	503 250 €	Route de Rouen 27930 Normanville	D 391 089 547
Gérant	SCI DE LA GROSSE REMISE	390 000 €	2 rue de l'Industrie 27930 Gravigny	D 402 539 944
Gérant	ÉQUIP'TIME SARL	10 000 €	8 rue de l'Équerre 27490 Écardenville-sur-Eure	B 494 278 203
Administrateur	TRAGEM ONE	300 000 Dirhams	Casaneashore-park Casablanca-Maroc	329 652

## Daniel Ferrand

FONCTIONS	DÉNOMINATION	CAPITAL	ADRESSE	N° RCS
Directeur Général	DIFFUSION PLUS SAS	1 032 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 392 704 516
Directeur Général	ÉMISSAIRES SAS	160 000 €	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 Villeneuve-Saint-Georges	B 389 253 972
Directeur Général	NORD SOUS FILM SAS	160 000 €	Pavé de Stemberg - ZA du Blaton 59126 Linselles	B 333 591 816

## Philippe Miserey

FONCTIONS	DÉNOMINATION	CAPITAL	ADRESSE	N° RCS
Directeur Général	DIFFUSION PLUS SAS	1 032 000 €	Les Champs Chouette 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon	B 392 704 516
Directeur Général	LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	160 000 €	20 rue des Marronniers 94240 L'hay-les-Roses	B 382 864 403
Directeur Général	ÉMISSAIRES SAS	160 000 €	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 94190 Villeneuve-Saint-Georges	B 389 253 972
Directeur Général	NORD SOUS FILM SAS	160 000 €	Pavé de Stemberg - ZA du Blaton 59126 Linselles	B 333 591 816
Directeur Général Délégué	SACICAP EURE ET DIEPPE	variable	11 place Dupont de l'Eure 27000 Evreux	B 583 650 080
Administrateur	TRAGEM ONE	300 000 Dirhams	Casanearshore-park Casablanca-Maroc	329 652
Administrateur	SACICAP LE HAVRE NORMANDIE	variable	140-142 rue de Paris 76600 LE HAVRE	B 357 504 018

#### I4 □ HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES DE L'EXERCICE 2009-2010

En K€	SCOGEX	MAZARS	VALAUDIT	TOTAL
Commissariat aux comptes et certification des comptes sociaux et consolidés de SA GROUPE DIFFUSION PLUS	72	70		142
Commissariat aux comptes et certification des comptes sociaux des filiales de SA GROUPE DIFFUSION PLUS	179		11	190
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>251</b>	<b>70</b>	<b>11</b>	<b>332</b>
Juridique, fiscal, social				
Autres prestations				
<b>TOTAL</b>	<b>251</b>	<b>70</b>	<b>11</b>	<b>332</b>

#### VI - ÉVOLUTIONS RÉCENTES ET PERSPECTIVES

En mai 2010, suite à l'Offre Publique de Rachat d'Actions, le Conseil d'Administration a annulé les 186 088 actions apportées à l'Offre, soit 16,86 % du capital.

Le chiffre d'affaires du premier trimestre a baissé de 4,95 % et s'est élevé à 16,47M€. A périmètre constant il a régressé de 6,76 %.

Compte tenu du manque de visibilité lié à la crise économique et des incertitudes sur le niveau d'une reprise économique éventuelle nous ne pouvons pas, raisonnablement, vous donner de prévisions sur l'activité du Groupe pour l'exercice en cours, toutefois nous anticipons une baisse du chiffre d'affaires.

Fait à Normanville, le 22 septembre 2010  
Le Conseil d'Administration

## COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ AU 30.04.10

Compte de résultat comparé en K€

LIBELLÉS	notes	30.04.10	30.04.09
Chiffre d'affaires	3.1	81 526	85 482
Achats consommés et charges externes	3.2	- 33 513	- 34 826
Impôts et taxes	3.3	- 2 684	- 2 835
Frais de personnel	3.4	- 31 843	- 31 966
Amortissements, dépréciations et provisions	3.5	- 10 119	- 10 740
Autres produits et charges d'exploitation	3.6	- 37	724
<b>Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres</b>		<b>3 328</b>	<b>5 838</b>
Plus ou moins values de cession			
Autres produits et charges non courants	3.7	- 736	
Résultat des activités abandonnées	3.8		- 2 194
<b>Résultat d'exploitation</b>		<b>2 592</b>	<b>3 643</b>
Charges financières	3.9	- 1 114	- 1 262
Produits financiers	3.9	106	270
Quote-part résultats entreprises associées			
<b>Résultat avant impôt</b>		<b>1 585</b>	<b>2 651</b>
Charges d'impôts	3.10	- 617	- 991
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>		<b>968</b>	<b>1 659</b>
Dont part attribuable aux:			
□ Propriétaires de la société mère du Groupe		936	1 660
□ Intérêts non assortis de contrôle		32	- 1
<b>Résultats nets par action (euros)</b>	3.11	<b>0,87</b>	<b>1,49</b>
Part attribuable aux propriétaires de la société mère du Groupe			
□ résultat par action de base		0,85	1,49
□ résultat par action dilué			
<b>Nombre moyen d'actions (milliers)</b>		<b>1 107</b>	<b>1 111</b>

## ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

	30.04.10	30.04.09
<b>Résultat net de l'ensemble consolidé</b>	<b>968</b>	<b>1 659</b>
Actifs financiers disponibles à la vente		
Couverture des flux de trésorerie		
Gains et pertes actuariels		
Ecarts de conversion		
Impôts sur les autres éléments du résultat global		
<b>Autres éléments du résultat global , nets d'impôts</b>		
<b>Résultat global de la période</b>	<b>968</b>	<b>1 659</b>
Dont part attribuable aux:		
□ Propriétaires de la société mère du Groupe	936	1 660
□ Participations ne donnant pas le contrôle (intérêts minoritaires)	32	-1

## BILAN CONSOLIDÉ AU 30.04.10

Bilan comparé en K€

ACTIF	notes	30.04.10	30.04.09
<b>Actifs non courants</b>		<b>60 096</b>	<b>64 017</b>
□ Écarts d'acquisition	4.1	263	263
□ Autres immobilisations incorporelles	4.1	1 565	1 962
□ Immobilisations corporelles	4.2	48 295	51 522
□ Immeubles de placement	4.4	9 070	9 517
□ Actifs financiers	4.5	901	751
□ Instruments dérivés actifs			
□ Impôts différés actifs	4.6	1	2
<b>Actifs courants</b>		<b>44 901</b>	<b>42 270</b>
□ Stocks et en-cours de production	4.7	3 114	2 929
□ Clients et comptes rattachés	4.8	26 538	25 797
□ Autres créances	4.9	3 763	3 358
□ Créances d'impôts exigibles	4.10		597
□ Instruments dérivés actifs			
□ Trésorerie et équivalents trésorerie	4.11	11 486	9 589
<b>Actifs des activités abandonnées</b>	<b>4.12</b>		<b>1 230</b>
<b>TOTAL</b>		<b>104 997</b>	<b>107 518</b>

Bilan comparé en K€

PASSIF	notes	30.04.10	30.04.09
□ Capital	4.13	1 821	2 020
□ Réserves		38 369	41 390
□ Actions auto-détenues		- 15	- 3 648
□ Résultat net part du Groupe		936	1 660
□ <b>Capitaux propres attribuables aux propriétaires de la société mère du Groupe</b>		<b>41 111</b>	<b>41 421</b>
□ <b>Intérêts non assortis de contrôle</b>		<b>90</b>	<b>58</b>
<b>Capitaux propres</b>		<b>41 201</b>	<b>41 479</b>
<b>Passifs non courants</b>		<b>21 362</b>	<b>25 642</b>
□ Provisions pour risques et charges	4.14	1 524	1 273
□ Impôt différé passif	4.15	8 872	11 150
□ Emprunts et dettes financières	4.16	10 853	12 957
□ Autres dettes	4.19	113	262
□ Instruments dérivés passifs			
<b>Passifs courants</b>		<b>41 243</b>	<b>37 914</b>
□ Provisions pour risques et charges	4.14	979	440
□ Emprunts et dettes financières	4.16	6 884	6 547
□ Fournisseurs et comptes rattachés	4.20	8 465	7 896
□ Autres dettes	4.21	23 190	23 032
□ Dettes d'impôts exigibles	4.22	1 725	
□ Instruments dérivés passifs			
<b>Produits différés</b>	<b>4.23</b>	<b>1 191</b>	<b>1 252</b>
<b>Passifs des activités abandonnées</b>	<b>4.24</b>		<b>1 230</b>
<b>TOTAL</b>		<b>104 997</b>	<b>107 518</b>

## TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en K€)	Avril 2010	Avril 2009
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS À L'ACTIVITÉ</b>		
Résultat net consolidé	936	3 853
Éliminations des produits et charges sans incidence sur la trésorerie		
□ Amortissements dépréciations et provisions d'exploitation	10 237	10 740
□ Amortissements dépréciations et provisions non courants	251	
□ Variation des impôts différés	-2 277	67
□ Plus ou moins values de cessions d'immobilisations		19
□ Autres opérations sans incidence sur la trésorerie	-14	171
<b>Marge brute d'autofinancement</b>	<b>9 133</b>	<b>14 850</b>
<b>Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité</b>	<b>1 569</b>	<b>-2 660</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉS PAR L'ACTIVITÉ</b>	<b>10 702</b>	<b>12 190</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS</b>		
Acquisition d'immobilisations	-5 933	-6 386
Cession d'immobilisations	307	695
Variations des autres actifs financiers	-150	-860
Incidence des variations de périmètre		
□ Acquisition intérêts minoritaires SCI pour l'Europe		-473
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENTS</b>	<b>-5 776</b>	<b>-7 024</b>
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENTS</b>		
Dividendes versés	-1 102	-1 113
Achats ventes des titres d'autocontrôle	-142	-60
Variations des dettes financières	-2 357	-2 823
<b>FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENTS</b>	<b>-3 601</b>	<b>-3 996</b>
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>1 325</b>	<b>1 170</b>
<b>Trésorerie début</b>	<b>9 571</b>	<b>8 401</b>
<b>Trésorerie fin</b>	<b>10 896</b>	<b>9 571</b>
Trésorerie et équivalents trésorerie ( bilan actif)	11 486	9 589
Découverts bancaires ( bilan passif)	-590	-18
<b>TRÉSORERIE NETTE DE FIN DE PÉRIODE</b>	<b>10 896</b>	<b>9 571</b>

**TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS EN K€**

	Capital	Réserves consolidées	Actions auto-détenues	Résultat de l'exercice	Capitaux propres part du Groupe	Intérêts minoritaires	Intérêts minoritaires en dettes	Total capitaux propres
<b>Capitaux propres au 30.04.08</b>	<b>2 020</b>	<b>40 460</b>	<b>- 3 588</b>	<b>2 295</b>	<b>41 186</b>	<b>427</b>	<b>- 147</b>	<b>41 466</b>
□ Actions auto-détenues			- 60		- 60			- 60
□ Dividendes				- 1 113	- 1 113			- 1 113
□ Affectation du résultat		1 182		- 1 182				
□ Changement de périmètre Europe		- 252			- 252	- 222		- 473
□ Autres mouvements								
<b>Résultat au 30.04.09</b>				<b>1 660</b>	<b>1 660</b>	<b>- 1</b>		<b>1 659</b>
<b>Capitaux propres au 30.04.09</b>	<b>2 020</b>	<b>41 390</b>	<b>- 3 648</b>	<b>1 660</b>	<b>41 421</b>	<b>205</b>	<b>- 147</b>	<b>41 479</b>
□ Actions auto-détenues		- 3 576	3 633		57			57
□ Réduction de capital	- 199				- 199			- 199
□ Dividendes				- 1 102	- 1 102			- 1 102
□ Affectation du résultat		557		- 557				
□ Changement de périmètre MAILTEC				- 1	- 1	- 147	147	- 1
<b>Résultat au 30.04.10</b>				<b>936</b>	<b>936</b>	<b>32</b>		<b>968</b>
<b>Capitaux propres au 30.04.10</b>	<b>1 821</b>	<b>38 371</b>	<b>- 15</b>	<b>935</b>	<b>41 112</b>	<b>90</b>		<b>41 202</b>



## NOTE I □ PRINCIPES COMPTABLES ET ÉVÈNEMENTS SIGNIFICATIFS DE LA PÉRIODE

Les comptes consolidés publiés au titre de l'exercice 2009-2010 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS.

Ces comptes ont été arrêtés le 22 septembre 2010 par le Conseil d'Administration.

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement.

La grande volatilité sur les marchés ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables.

Les estimations significatives réalisées par le Groupe Diffusion Plus pour l'établissement de ses comptes consolidés portent principalement sur :

- les immobilisations corporelles,
- les immobilisations financières,
- les stocks et en cours de production,
- les créances d'exploitation,
- les provisions.

Les mêmes principes comptables sont appliqués pour les comptes annuels et les comptes semestriels

### 1.1 □ Périmètre et méthodes de consolidation

Toutes les sociétés comprises dans le périmètre clôturent leur exercice au 30 avril. Un arrêté semestriel est réalisé pour l'ensemble de ces sociétés au 31 octobre. Compte tenu du contrôle exclusif, toutes les sociétés du groupe sont consolidées par intégration globale.

### 1.2 □ Évènements significatifs de la période

#### 1.2.1 - Abandon d'activité de la société MAILTEC DIFUSIÓN en Espagne

L'activité de la filiale Mailtec Difusion en Espagne, qui s'était fortement dégradée au cours de l'exercice précédent (déficit de l'exercice de 698 K€ pour un chiffre d'affaires de 3 679 K€), nous avait conduit à placer cette société, au mois de juin 2009, sous la règlementation de la loi sur les faillites. Mailtec Difusion a été déconsolidée à l'ouverture de l'exercice 2009-2010.

#### 1.2.2 - Augmentation de notre participation dans REGROUP'EURE

En septembre 2009, nous avons décidé, en accord avec les autres actionnaires, d'augmenter notre participation dans REGROUP'EURE et de la porter à 60 %, la société REGROUP'NORD devenant parallèlement filiale à 100 % de REGROUP'EURE.

L'impact de cette intégration (145 K€) correspond à la différence entre les reprises de provisions sur les comptes courants, intégralement provisionnés sur l'exercice précédent, et l'abandon de créance consenti entre le début de l'exercice et l'entrée dans le groupe.

#### 1.2.3 - Provision pour engagements de retraite

La convention collective dont dépend le Groupe Diffusion Plus fixe le montant de l'indemnité de fin de carrière des salariés à 50 % du montant de l'indemnité légale de licenciement.

La loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail a doublé le mode de calcul de l'indemnité légale de licenciement et le Groupe avait donc ajusté sa provision en conséquence sur l'exercice précédent.

### **I.3 □ Présentation des états financiers**

Les états financiers sont présentés conformément au référentiel IFRS publié par l'International Accounting Standards Board (IASB) et tel qu'approuvé par l'Union Européenne.

### **I.4 □ Méthodes de conversion**

- Comptabilisation des opérations en devises dans les comptes des sociétés consolidées : toutes nos transactions sont libellées en euros.
- Conversion des états financiers des filiales étrangères : les états financiers des filiales étrangères sont établis en euros.

### **I.5 □ Compte de résultat**

#### **I.5.1 - Chiffre d'affaires**

Compte-tenu du délai relativement court d'exécution de nos prestations, le chiffre d'affaires est reconnu à l'achèvement de la prestation et à son acceptation par le client.

#### **I.5.2 - Autres produits et charges d'exploitation**

Cette rubrique regroupe les variations des travaux en cours, les productions immobilisées, les dividendes reçus, les plus ou moins values de cessions d'actifs incorporels et corporels, les subventions. Elle regroupe également les pertes sur créances douteuses, nettes de reprises de dépréciations.

#### **I.5.3 - Résultat d'exploitation avant plus-values de cession, perte de valeur sur actifs, restructuration et autres**

Le résultat d'exploitation correspond au chiffre d'affaires diminué des achats consommés et charges externes, des impôts et taxes, des charges de personnel, des dotations aux amortissements, des dépréciations et provisions d'exploitation et après prise en compte des autres produits et charges d'exploitation (notamment variations des travaux en cours, production immobilisée et résultats sur cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles).

#### **I.5.4 - Autres produits et charges non courants**

Le poste autres produits et charges non courants comprend des éléments qui ne sont pas récurrents.

#### **I.5.5 - Résultat d'exploitation**

Le résultat opérationnel se calcule à partir du résultat d'exploitation et intègre les autres produits et charges non courants et le résultat des activités abandonnées.

#### **I.5.6 - Impôt sur les résultats**

La charge d'impôt sur les résultats correspond à la somme des impôts exigibles de chaque entité fiscale consolidée, corrigée des impositions différées. Celles-ci sont calculées sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable.

Elles sont évaluées en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture et applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

Le régime français d'intégration fiscale permet à certaines sociétés françaises du groupe de compenser leurs résultats imposables pour la détermination de la charge d'impôt d'ensemble, dont seule la société intégrante Groupe Diffusion Plus SA reste redevable.

## 1.5.7 - Résultats par action

Le calcul des résultats nets par action est établi selon les règles édictées par l'IAS 33.

Les résultats nets par action sont obtenus à partir du nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen d'actions auto-détenues qui sont classées en diminution des capitaux propres.

La société n'a pas émis d'instruments financiers dilutifs.

## 1.6 □ Bilan Actif

### 1.6.1- Immobilisations incorporelles

#### □ Écarts d'acquisition :

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode de l'acquisition.

Les actifs et passifs de l'entreprise acquise sont évalués à leur juste valeur à la date d'acquisition. Les écarts d'évaluation identifiés lors de l'acquisition sont comptabilisés dans les postes d'actifs et passifs concernés.

L'écart résiduel représentatif de la différence entre le coût d'acquisition des titres et la quote-part du Groupe dans l'évaluation à la juste valeur des actifs et des passifs identifiés est comptabilisé en écarts d'acquisition.

Les écarts d'acquisition ne sont plus amortis conformément à la norme IFRS 3 « regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de perte de valeur lorsqu'un évènement défavorable intervient, et au moins une fois par an à l'occasion de la clôture des comptes annuels.

Les tests de dépréciation consistent à comparer les actifs nets comptables y compris les écarts d'acquisition et leur valeur recouvrable.

Les dépréciations relatives aux écarts d'acquisition sont irréversibles.

#### □ Frais de recherche et de développement :

Le Groupe continue de développer un logiciel permettant de faciliter les opérations de marketing d'entreprises à réseau. Il développe également un logiciel permettant d'externaliser toutes les tâches liées à l'impression et à l'envoi de courriers égrenés.

#### □ Autres immobilisations incorporelles :

Les autres immobilisations incorporelles figurent au bilan à leur coût de revient et sont amorties selon le mode linéaire, sur les durées de vie économique suivantes :

Logiciels intégrés aux matériels de production	5 à 12 ans
Autres logiciels	1 à 5 ans

### 1.6.2 - Immobilisations corporelles

Le groupe a retenu, pour les immobilisations corporelles le modèle d'évaluation du coût historique.

Les immobilisations corporelles figurent au bilan au coût historique amorti, sous déduction des amortissements. L'approche par composants a été appliquée en fonction du caractère dissociable et identifiable de chaque élément en y affectant sa propre durée d'utilisation estimée.

#### □ Valeurs brutes :

##### □ Immeubles d'exploitation

En application des options offertes par la norme IFRS 1, la société a choisi, pour les immeubles d'exploitation, de retenir leur juste valeur au 1er mai 2004 comme coût présumé à cette date. Les immeubles d'exploitation ont donc été évalués au 1er mai 2004, date de première application des normes IFRS, à leur juste valeur déterminée par un expert immobilier indépendant, à l'exception de l'ensemble immobilier de la filiale Data One qui, compte tenu de son achèvement récent et de ses propres spécificités, a été maintenu à son coût de revient d'origine. Cette valeur a été retenue comme coût historique amorti.

Tous les immeubles ont fait l'objet d'une répartition par composants.

#### □ Autres immobilisations corporelles

Les autres immobilisations corporelles figurent au bilan pour leur coût d'acquisition. Elles ne font l'objet d'aucune réévaluation.

#### □ **Amortissements :**

Les immobilisations corporelles, à l'exception des terrains (non amortissables), font l'objet d'un amortissement linéaire sur la durée de vie économique pour chaque catégorie de biens, avec des valeurs résiduelles à zéro compte tenu de leur caractère difficilement mesurable.

Les plans d'amortissement ont été recalculés au 1<sup>er</sup> mai 2004, date de l'ère application des normes IFRS, selon la méthode rétrospective pour l'ensemble des immobilisations corporelles, à l'exception des immeubles d'exploitation retenus sur la base du coût présumé à la date du bilan d'ouverture.

Les durées d'utilisation retenues sont les suivantes :

Terrains	non amortissables
Agencements de terrains :	
□ VRD	25 à 50 ans
□ Espaces verts	20 à 40 ans
Constructions par composants :	
□ Gros œuvre	30 à 50 ans
□ Charpente	30 à 50 ans
□ Bardage	35 à 40 ans
□ Couverture, étanchéité	5 à 25 ans
□ Menuiserie, métallerie	25 à 40 ans
□ Electricité, chauffage, plomberie	5 à 20 ans
□ Aménagements de bureaux	10 à 25 ans
□ Portails, clôtures	10 à 20 ans
Matériels et outillages	5 à 12 ans
Installations générales	5 à 10 ans
Matériels de transport	3 à 4 ans
Matériels de bureaux	2 à 8 ans
Mobiliers de bureaux	8 ans

#### □ **Dépréciation d'actifs :**

Le Groupe Diffusion Plus évalue à chaque date d'arrêté des comptes s'il existe un indice de perte de valeur d'un actif (autre qu'un actif financier), d'une unité génératrice de trésorerie (UGT), telle que définie par la norme IAS 36, ou d'un groupe d'UGT. Si la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable, l'actif correspondant est ramené à sa valeur recouvrable.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa juste valeur diminuée des coûts de vente et sa valeur d'utilité.

La valeur d'utilité correspond à la valeur actuelle des flux futurs de trésorerie que l'on espère obtenir d'un actif ou d'une UGT.

Le taux d'actualisation est le taux qui reflète l'appréciation courante du marché de la valeur temps de l'argent et des risques spécifiques à l'actif (ou groupe d'actifs), pour lesquelles les estimations de flux de trésoreries futures n'ont pas été ajustées.

#### □ **Crédits-bails et locations financement :**

Les biens, dont le groupe a la disposition par un contrat de crédit bail ou par un contrat de location financement, sont traités dans le bilan et le compte de résultat consolidés comme s'ils avaient été acquis par emprunt.

#### □ **Immeubles de placement :**

Compte tenu de la sortie de la société Dinexis du périmètre de consolidation, les immeubles détenus par le Groupe et loués à la société Dinexis ont été reclassés au 1<sup>er</sup> Mai 2007 sous la rubrique « Immeubles de placement ».

Le Groupe a retenu, pour les immeubles de placement, le modèle d'évaluation au coût historique amorti.

Les plans d'amortissement précédemment appliqués n'ont pas été modifiés.

### **I.6.3 - Actifs financiers**

Les actifs financiers comprennent les titres de participation et les prêts et créances financiers.

Les titres de participation qui se composent pour l'essentiel de la participation au capital de la société Tagg Informatique (détenue à 19.62 %, sur laquelle le groupe n'exerce pas d'influence notable, et donc non consolidée) sont évalués, non pas en juste valeur, mais en coût historique, s'agissant d'une société non cotée dont la juste valeur ne peut pas être déterminée de façon précise. Ils font l'objet d'une dépréciation si nécessaire.

Les prêts et créances financiers sont évalués au coût amorti. Ils font l'objet d'une dépréciation dès qu'il existe une perte de valeur.

### **I.6.4 - Stocks et en-cours de production**

Les stocks sont évalués selon la méthode dite du coût unitaire moyen pondéré et comprennent les coûts d'achats et frais accessoires s'agissant d'éléments fongibles.

Les prestations en cours sont valorisées au coût de revient.

### **I.6.5 - Créances clients**

Les créances clients sont enregistrées à leur valeur nominale.

Les créances considérées comme douteuses font l'objet de dépréciations déterminées en fonction de leur risque de non recouvrement. En cas de dépôt de bilan, les créances sont dépréciées en totalité.

### **I.6.6 - Trésorerie et équivalents trésorerie**

La trésorerie comprend les liquidités en comptes bancaires, les parts d'OPCVM de trésorerie et les placements à court terme ne présentant pas de risque de changement de valeur et dont la date de réalisation à leur date d'acquisition est inférieure à trois mois.

Les parts d'OPCVM de trésorerie sont évaluées à leur juste valeur à la date de clôture.

### **I.6.7 - Options de souscription ou d'achat d'actions**

Le Groupe n'a pas mis en œuvre ces types de plans.

## **I.7 □ Bilan Passif**

### **I.7.1 - Actions auto-détenues**

Les actions auto-détenues sont inscrites pour leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres.

### **I.7.2 - Provisions pour risques et charges**

#### **□ I.7.2.1 - Provisions pour engagements de retraite et indemnités de fin de carrière :**

Les engagements de retraites sont comptabilisés selon IAS 19 et sont évalués selon une méthode actuarielle tenant compte d'hypothèses démographiques et financières telles que l'âge, l'ancienneté et la probabilité de présence à la date de départ à la retraite. Ce calcul opère une répartition de la charge dans le temps en fonction de la période d'activité des membres du personnel (méthode des unités de crédits projetées). La comptabilisation des engagements tient compte de la valeur des actifs constitués en couverture des engagements couverts par les contrats d'assurance souscrits à cet effet.

Il n'est pas tenu compte d'un taux d'inflation ni d'un taux de rémunération futur des fonds de couverture. Les écarts actuariels sont comptabilisés directement en résultat.

#### **□ I.7.2.2 - Autres provisions pour risques et charges :**

Les autres provisions pour risques et charges sont constituées pour faire face à des sorties de ressources probables au profit de tiers, sans contrepartie pour le groupe.

Elles comprennent notamment des provisions destinées à faire face à des risques et litiges de nature fiscale, des risques industriels et des risques sociaux.

Elles sont estimées en tenant compte des hypothèses les plus probables.

Les provisions pour risques et charges sont classées selon leur durée probable de dénouement en passifs non courants ou en passifs courants.

### **I.7.3 - Impôt différé**

L'impôt différé est calculé sur toutes les différences temporaires entre la base fiscale et la base comptable consolidée des actifs et passifs, selon une approche bilantielle avec application du report variable.

Il est évalué en utilisant le taux d'impôt et les règles fiscales en vigueur à la clôture de chaque période et applicables lorsque les différences temporaires se résorberont.

### **I.7.4 - Emprunts et dettes financières**

Les emprunts et dettes financières sont évalués suivant la méthode du coût amorti.

Les emprunts et dettes financières à moyen et long terme à l'origine sont présentés dans les passifs non courants pour la quote-part exigible à plus d'un an.

La part à moins d'un an des emprunts et des dettes financières à court terme sont présentés dans les passifs courants.

Aucun emprunt n'est assorti de clause de covenants.

### **I.7.5 - Subventions publiques**

Les subventions obtenues liées à des investissements sont inscrites au bilan en produits différés.

Ces subventions sont rapportées au résultat au même rythme que l'amortissement des biens qu'elles ont contribué à financer.

NOTE II □ INFORMATIONS RELATIVES AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

2.1 □ Périmètre

Dénomination	Pays	%	Adresse
GRUPE DIFFUSION PLUS SA, société consolidante	France		Hameau de Caër - 27930 Normanville
DIFFUSION PLUS SAS	France	100	Les Champs Chouette - 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon
EMISSAIRES SAS	France	100	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 - 94190 Villeneuve-Saint-Georges
DATA ONE SARL	France	100	Les Champs Chouette - 27600 Saint-Aubin-sur-Gaillon
NORD SOUS FILM SAS	France	100	Pavé de Stemberg - ZA du Blaton - 59126 Linselles
LA PARISIENNE DE ROUTAGE SAS	France	100	20 rue des Marronniers - 94240 L'Hay-les-Roses
GOCAD SERVICES SAS	France	51	2 avenue de la Cristallerie - 92310 Sèvres
FIDBACK SAS	France	51	2 avenue de la Cristallerie - 92310 Sèvres
REGROUP'EURE <sup>(2)</sup>	France	60	64 rue du 11 Novembre 1918 - 27690 LERY
Détient 100% de REGROUP'NORD <sup>(2)</sup>	France	60	1 rue de la croix Bougard - 59810 LESQUIN
MAILTEC DIFUSIÒN SL <sup>(1)</sup>	Espagne	55	Riera de Caldes - 08800 Vilanova I La Geltru
SCI LES SPIRÉES	France	99,99	Hameau de Caër - 27930 Normanville
SCI POUR L'EUROPE	France	99,8	RN 154 - Caër - 27930 Normanville
SCI PROVENCE	France	99,99	380 rue de l'Appel du 18 juin 1940 - 94190 Villeneuve-Saint-Georges
SCI ESPACE	France	99,99	Route de Rouen - 27930 Normanville
SCI LA GROSSE REMISE	France	99,99	2 rue de l'Industrie - 27930 Gravigny

(\*) IG : Intégration globale.

(1) Activité abandonnée déconsolidée en 04/09.

(2) date d'entrée dans le périmètre : 01/10/2009

Siren	Date de création	08-09	09-10
333 500 346	26.08.85	IG*	IG*
392 704 516	01.11.93	IG	IG
389 253 972	01.11.92	IG	IG
422 165 670	01.04.99	IG	IG
333 591 816	27.09.85	IG	IG
382 864 403	11.07.91	IG	IG
479 661 704	01.11.04	IG	IG
502 849 300	01.03.08	IG	IG
490884111	11.07.06		IG
499939213	11.09.07		IG
"B61 598 827"	30.04.98	IG	
340 686 237	01.01.87	IG	IG
344 424 791	18.03.88	IG	IG
348 609 066	02.11.88	IG	IG
391 089 547	28.04.93	IG	IG
402 539 944	09.10.95	IG	IG



## 2.2 □ Variations de périmètre

### 2.2.1 - Exercice 2009-2010

- En septembre 2009, nous avons porté notre pourcentage de participation dans la société Regroup'Eure à 60 % et la société Regroup'Nord est devenue filiale à 100 % de Regroup'Eure. L'entrée dans le périmètre de consolidation a pris effet au 1<sup>er</sup> Octobre 2009.

### 2.2.2 - Exercice 2008-2009

- Abandon de l'activité de la société Mailtec Difusion en Espagne.(Supra §1.2.1)
- Augmentation de pourcentage d'intérêt sans changement de méthode de consolidation.  
En février 2009, la société Groupe Diffusion Plus a acquis 12,8 % des titres de la SCI pour l'Europe portant ainsi le pourcentage d'intérêts de 87 % à 99,8 % (cf Tableau de variation des capitaux propres).

## NOTE III □ INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

### 3.1 □ Chiffre d'affaires

En K€	30.04.10	30.04.09
Prestations de services	80 391	84 292
Loyers des immeubles de placement	1 134	1 190
<b>TOTAL</b>	<b>81 526</b>	<b>85 482</b>

### 3.2 □ Achats consommés et charges externes

En K€	30.04.10	30.04.09
Achats stockés	8 203	7 915
Variation de stocks	-392	79
Sous-traitance	5 028	5 171
Achats non stockés	1 959	2 019
Loyers	2 203	2 324
Entretien maintenance	4 115	4 230
Assurances	565	553
Personnels intérimaires (*)	5 528	6 377
Honoraires	1 878	1 301
Transports	2 262	2 985
Autres charges externes	2 164	1 873
<b>TOTAL</b>	<b>33 513</b>	<b>34 826</b>

(\*) Personnels intérimaires :

En K€	30.04.10	30.04.09
Groupe Diffusion Plus		
Diffusion Plus	3 209	3 549
Emissaires	556	980
Data One	1 573	1 555
La Parisienne de Routage	19	65
Gocad Services		21
Fidback		8
Regroup'Eure	23	
Regroup'Nord		
Nord sous Film	148	199
<b>TOTAL</b>	<b>5 528</b>	<b>6 377</b>

### 3.3 □ Impôts et taxes

En K€	30.04.10	30.04.09
Impôts et taxes sur rémunérations	568	565
C.E.T./Taxe professionnelle	1 457	1 593
Autres impôts et taxes	660	677
<b>TOTAL</b>	<b>2 684</b>	<b>2 835</b>

### 3.4 □ Frais de personnel

En K€	30.04.10	30.04.09
Salaires et traitements	20 988	21 658
Charges sociales	9 348	9 282
Participation des salariés	1 204	460
Variation provision indemnité de retraite <sup>(1)</sup>	304	566
<b>TOTAL</b>	<b>31 843</b>	<b>31 966</b>

<sup>(1)</sup> Supra § 1.7.2.1

### 3.4.1 - Salaires et traitements

En K€	30.04.10	30.04.09
Groupe Diffusion Plus	1 321	1 294
Diffusion Plus	9 673	10 396
Emissaires	2 051	2 188
Data One	4 075	3 994
La Parisienne de Routage	931	1 048
Gocad Services	1 081	1 019
Fidback	745	796
Regroup'Eure	256	
Regroup'Nord	54	
Nord sous Film	800	922
<b>TOTAL</b>	<b>20 988</b>	<b>21 658</b>

### 3.4.2 - Répartition de l'effectif moyen

	Personnel permanent	Personnel intérimaire	TOTAL
Groupe Diffusion Plus	15		15
Diffusion Plus	469	102	571
Emissaires	79	15	94
Data One	149	48	197
La Parisienne de Routage	39	1	40
Gocad Services	25		25
Fidback	16		16
Nord sous Film	41	5	46
Regroup'Eure	17	2	19
Regroup'Nord	3		3
<b>TOTAL</b>	<b>852</b>	<b>173</b>	<b>1 025</b>

### 3.4.3 - Ventilation de l'effectif moyen par catégorie

	30.04.10	30.04.09
Cadres	86	82
Agents de maîtrise	71	68
Employés	112	123
Ouvriers	756	798
<b>TOTAL</b>	<b>1 025</b>	<b>1 072</b>

### 3.4.4 - Participation des salariés

En K€	30.04.10	30.04.09
Diffusion Plus	1 123	131
Emissaires	65	173
Nord sous Film		110
La Parisienne de Routage	16	46
<b>TOTAL</b>	<b>1 204</b>	<b>460</b>

### 3.5 □ Amortissements, dépréciations et provisions

En K€	30.04.10	30.04.09
Dotations aux amortissements	9 604	8 940
□ sur immobilisations incorporelles	771	1 053
□ sur immobilisations corporelles	7 410	7 249
□ sur immeubles de placement	447	638
Dotations aux provisions		
□ sur immobilisations corporelles	977 *	
Autres dépréciations et provisions	515	1 800
□ Dépréciations		
□ sur créances douteuses	148	118
□ sur stocks	8	184
□ sur éléments financiers	- 40	1 235
□ Provisions pour risques et charges	399	264
<b>TOTAL</b>	<b>10 119</b>	<b>10 740</b>

\* Pertes de valeurs sur actifs immobilisés 977 K€.

Les pertes de valeurs relatives aux actifs corporels résultent de tests de dépréciation réalisés sur trois actifs isolés des sociétés Regroup'Eure et Regroup'Nord selon la méthode suivante :

- la valeur d'utilité des actifs isolés est déterminée en actualisant les projections à cinq ans des flux de trésorerie après impôts, établies à partir de budgets à moyen terme préparés par le département « contrôle de gestion ». Ces budgets ne font pas apparaître d'améliorations sensibles de la situation financière et de l'activité de ces deux sociétés dans les prochaines années,
- au-delà de ces cinq années, les flux de trésorerie sont extrapolés à partir d'un taux de croissance de 0,5 %,
- l'actualisation des flux de trésorerie est effectuée en utilisant un coût moyen pondéré du capital (WACC) de 10,1 % en 2010.

Après comparaison entre les justes valeurs nettes des coûts de vente et les valeurs d'utilité, les valeurs recouvrables retenues sont basées pour les trois actifs isolés, sur les différentes justes valeurs nettes des coûts de vente.

Ainsi ces tests ont abouti à la constatation de perte de valeur globale de 977 K€.

Il est à noter qu'une variation de 1 point du taux d'actualisation (à la hausse comme à la baisse) ne change pas les valeurs recouvrables restant ainsi basées sur les justes valeurs nettes des coûts de vente.

### 3.6 □ Autres produits et charges d'exploitation

En K€	30.04.10	30.04.09
Variations des travaux en cours	- 210	- 384
Production immobilisée	90	110
Dividendes	39	79
Plus ou moins values de cessions d'actifs incorporels ou corporels	- 2	- 19
Subventions d'investissements reprises en résultat	58	61
Gains sur créances amorties et dettes prescrites		794
Résultat net sur créances clients	9	17
Divers	- 21	66
<b>TOTAL</b>	<b>-37</b>	<b>724</b>



### 3.10.2 - Synthèse totale de la charge d'impôt

En K€	30.04.10	30.04.09
Résultat avant impôt	1 585	2 651
<b>Charge d'impôt compte sociaux</b>	<b>2 942</b>	<b>924</b>
<b>Provision pour impôt</b>		
Différences temporaires	- 2 302	- 538
Retraitements de consolidation	- 23	605
<b>Charge d'impôt sur retraitements (note 4.15)</b>	<b>- 2 325</b>	<b>67</b>
Charge totale d'impôt	617	991
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>968</b>	<b>1 659</b>

### 3.10.3 - Preuve d'impôt

En K€	30.04.10	30.04.09
Résultat net	968	1 659
Charge d'impôt	617	991
Résultat avant impôt	1 585	2 651
<b>RETRAITEMENTS</b>		
Différences permanentes		
□ Dépréciation de titres		
□ Charges non déductibles	187	184
□ Quote part de frais et charges sur dividendes	16	28
□ Quote part de frais et charges sur plus value		10
Reprise crédit bail terrain	190	
Annulation provision titres Groupe	- 342	
Écart valeurs liquidatives	- 3	
Déficits non activés Mailtec		698
Dépréciation actifs Mailtec		1 165
Déduction chez GDP dépréciation créances Mailtec		- 1 645
Dividendes hors groupe	- 39	- 79
<b>RÉSULTAT FISCAL THÉORIQUE</b>	<b>1 594</b>	<b>3 012</b>
Taux d'IS théorique	33,33%	33,33%
<b>Impôt théorique</b>	<b>531</b>	<b>1 004</b>
Crédit d'impôt famille		- 32
Contribution exceptionnelle	63	
Intégration Regroup'Eure et Regroup'Nord	24	
Rappel impôt		8
Différentiels de taux		
Autres écarts	- 2	11
<b>Charge d'impôt au compte de résultat</b>	<b>617</b>	<b>991</b>

### 3.1 I □ Résultat net part du Groupe par action

Le nombre moyen d'actions par période est le suivant :

En nombre d'actions	30.04.10	30.04.09
<b>Nombre total d'actions</b>	<b>1 224 000</b>	<b>1 224 000</b>
Autocontrôle direct moyen	116 653	112 601
Autocontrôle indirect moyen		
Nombre moyen d'actions en circulation	1 107 347	1 111 399

	Résultat net part du Groupe (K€)	Nombre d'actions	Résultat net part du Groupe par action (€)
□ 30.04.10	936	1 107 347	0,85
□ 30.04.09	1 660	1 111 399	1,49

#### NOTE IV □ INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN CONSOLIDÉ

##### 4.1 □ Écarts d'acquisition et autres immobilisations incorporelles

En K€	30.04.10	30.04.09
<b>Écarts d'acquisition :</b>	<b>263</b>	<b>263</b>
Valeurs brutes écarts d'acquisition :	263	263
□ Nord sous Film	263	263
Dépréciation écarts d'acquisition :		
<b>Autres immobilisations incorporelles :</b>	<b>1 565</b>	<b>1 962</b>
Logiciels :	7 267	6 891
□ Amortissements	- 5 798	- 5 057
Immobilisations en cours	97	129
Avances sur immobilisations incorporelles		
<b>TOTAL</b>	<b>1 829</b>	<b>2 226</b>

## 4.2 □ Immobilisations corporelles

En K€	30.04.10	30.04.09
<b>Terrains et aménagements</b>	<b>3 161</b>	<b>3 156</b>
□ Amortissements cumulés et dépréciations	- 648	- 521
<b>Constructions et agencements</b>	<b>27 126</b>	<b>26 979</b>
□ Amortissements cumulés et dépréciations	- 5 111	- 3 969
<b>Matériels, outillages et aménagements</b>	<b>64 482</b>	<b>60 139</b>
□ Amortissements cumulés et dépréciations	- 42 319	- 36 378
<b>Autres immobilisations corporelles</b>	<b>6 140</b>	<b>6 133</b>
□ Amortissements cumulés et dépréciations	- 4 698	- 4 230
<b>Immobilisations corporelles en cours</b>	<b>163</b>	<b>188</b>
<b>Avances sur immobilisations corporelles</b>		<b>24</b>
<b>TOTAL</b>	<b>48 295</b>	<b>51 522</b>

## 4.3 □ Variation des immobilisations incorporelles et corporelles

### 4.3.1 - Variations des valeurs brutes

En K€	Montants début période	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Écarts d'acquisition sur titres	263			263
Concessions, logiciels...	6 891	446	70	7 267
Immobilisations en cours	129	25	57	97
Avances sur immobilisations				
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>7 282</b>	<b>471</b>	<b>127</b>	<b>7 626</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains et aménagements	3 156	4		3 161
Constructions bâtiments et aménagements	26 979	158	11	27 126
Matériels et outillages	60 139	4 883	541	64 482
Installations générales	1 687	78	6	1 760
Autres immobilisations corporelles	4 445	244	310	4 380
Immobilisations en cours	188	118	143	163
Avances sur immobilisations	24	- 24		
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>96 619</b>	<b>5 462</b>	<b>1 011</b>	<b>101 070</b>
<b>TOTAL</b>	<b>103 901</b>	<b>5 932</b>	<b>1 138</b>	<b>108 696</b>



#### 4.3.2 - Variations amortissements et dépréciations

En K€	Montants début période	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Écarts d'acquisition sur titres				
Concessions, logiciels...	5 057	800	59	5 798
<b>SOUSTOTAL</b>	<b>5 057</b>	<b>800</b>	<b>59</b>	<b>5 798</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains et aménagements	521	127		648
Constructions bâtiments et aménagements	3 969	1 147	5	5 111
Matériels et outillages	36 378	6 425 *	483	42 319
Installations générales	1 226	102	5	1 323
Autres immobilisations corporelles	3 003	651	279	3 375
<b>SOUSTOTAL</b>	<b>45 097</b>	<b>8 451</b>	<b>772</b>	<b>52 776</b>
<b>TOTAL</b>	<b>50 154</b>	<b>9 251</b>	<b>831</b>	<b>58 574</b>

\* dont dépréciation d'actifs 977 K€ (cf compte de résultats § 3.5).

#### 4.4 □ Immeubles de placement

##### 4.4.1 - Variations des valeurs brutes

En K€	Montants début période	Reclassements	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
<b>IMMEUBLES DE PLACEMENT</b>					
Terrains et aménagements	1 347				1 347
Constructions bâtiments et aménagements	11 959				11 959
<b>TOTAL</b>	<b>13 306</b>				<b>13 306</b>

##### 4.4.2 - Variations des amortissements et dépréciations

En K€	Montants début période	Reclassements	Augmentations	Diminutions	Montants fin de période
<b>IMMEUBLES DE PLACEMENT</b>					
Terrains et aménagements					
Constructions bâtiments et aménagements	3 789		447		4 236
<b>TOTAL</b>	<b>3 789</b>		<b>447</b>		<b>4 236</b>

##### 4.4.3 - Juste valeur des immeubles de placement

La juste valeur des immeubles de placement est détaillée dans le tableau suivant : une mise à jour des expertises par bâtiments a été faite sur l'exercice précédent par le cabinet Collomé.

En K€	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes	Valeurs expertises 2008-2009
<b>IMMEUBLES DE PLACEMENT</b>				
Immeuble Europe	4 288	1 090	3 198	4 281
Immeuble Grosse remise	3 570	1 180	2 390	3 433
Immeuble Espace	5 448	1 965	3 482	3 900
<b>TOTAL</b>	<b>13 306</b>	<b>4 236</b>	<b>9 070</b>	<b>11 614</b>

#### 4.5 □ Actifs financiers

En K€	30.04.10	30.04.09
<b>Titres de participation</b>		
□ Tagg Informatique	567	567
□ Divers	8	8
<b>Autres actifs financiers</b>		
□ Créances sur participations	137	1 962
□ Dépréciations créances sur participations		- 1 962
□ Prêts au personnel	3	32
□ Dépôts et cautionnements	186	144
<b>TOTAL</b>	<b>901</b>	<b>751</b>

#### 4.6 □ Impôts différés actifs

En K€	30.04.10	30.04.09
Impôts différés actifs (infra §4.15)	1	2
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

#### 4.7 □ Stocks et en-cours de production

En K€	30.04.10	30.04.09
Matières et autres approvisionnements stockés	2 856	2 453
□ Dépréciations	- 400	- 362
En-cours de production	659	869
□ Dépréciations		- 30
<b>TOTAL</b>	<b>3 114</b>	<b>2 929</b>

#### 4.8 □ Clients et comptes rattachés

En K€	30.04.10	30.04.09
Créances clients	27 145	26 201
Dépréciations	- 607	- 404
<b>TOTAL</b>	<b>26 538</b>	<b>25 797</b>

#### 4.9 □ Autres créances

En K€	30.04.10	30.04.09
Autres débiteurs	809	1 133
Créances sociales	185	43
État, impôts et TVA	1 456	1 167
Charges constatées d'avance	1 237	1 049
Autres	242	132
Provision dépréciation autres créances	- 167	- 167
<b>TOTAL</b>	<b>3 763</b>	<b>3 358</b>

#### 4.10 □ Créances d'impôts exigibles

En K€	30.04.10	30.04.09
Créances d'impôts exigibles		597
<b>TOTAL</b>		<b>597</b>

#### 4.11 □ Trésorerie et équivalents trésorerie

En K€	30.04.10	30.04.09
Valeurs mobilières de placement	2 821	8 279
Comptes bancaires et autres disponibilités	8 665	1 309
<b>TOTAL</b>	<b>11 486</b>	<b>9 589</b>

#### 4.12 □ Actifs des activités abandonnées

Au 30 avril 2009, le détail des actifs de l'activité abandonnée de la société Mailtec Difusion se décomposait comme suit :

En K€	30.04.10	30.04.09
<b>ACTIFS NON COURANTS</b>		
Valeurs brutes des immobilisations incorporelles et corporelles		3 659
Amortissements		- 2 281
Dépréciations		- 1 165
Actifs financiers		17
<b>SOUS-TOTAL ACTIFS NON COURANTS</b>		<b>229</b>
<b>ACTIFS COURANTS</b>		
Stocks et en-cours de production		67
Clients et comptes rattachés		680
Autres créances		36
Trésorerie et équivalents trésorerie		218
<b>SOUS-TOTAL ACTIFS COURANTS</b>		<b>1 001</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 230</b>

#### 4.13 □ Capitaux propres, part du Groupe

Information sur le capital au 30 avril 2010.

□ Capital social : le capital se composait de 1 103 600 actions de 1,65 euros.

□ Titres auto-détenus :

Un programme de rachats d'actions Groupe Diffusion Plus a été autorisé par l'Assemblée Générale des actionnaires le 27 septembre 1999, cette autorisation a été renouvelée depuis, lors de chaque Assemblée Générale dont la dernière s'est tenue le 20 octobre 2009.

Au cours du premier semestre de l'exercice 2009 2010 la société a acquis 7 867 titres.

Au 31 octobre 2009 l'autocontrôle s'élevait à 120 468 actions soit 9,84% du capital.

L'ensemble de ces actions (120 468) est porté en diminution des capitaux propres consolidés, sur la base du coût historique cumulé.

L'Assemblée Générale mixte du 15 octobre 2008 a autorisé, pour une durée de 24 mois, la réduction du capital social par annulation de tout ou partie des actions acquises, dans le cadre du programme de rachat d'actions propres, par la société elle-même, en application de l'article L.225-209 du code de commerce dans la limite de 10 %.

Le 4 novembre 2009, le Conseil d'Administration a décidé d'annuler 120 400 actions de GROUPE DIFFUSION PLUS SA.

Le nombre d'actions composant le capital social qui était de 1 224 000 est passé à 1 107 132 actions.

Le capital social a donc été ramené de 2 019 600 euros à 1 820 940 euros.

Les capitaux propres consolidés au 30.04.2010 n'ont pas été impacté par cette opération puisque les actions d'autocontrôle sont classées en déduction des capitaux propres dans les comptes consolidés.

Seules les nouvelles acquisitions de titres d'autocontrôle impactent les capitaux propres.

## 4.14 □ Provisions pour risques et charges

### 4.14.1 - Soldes à la clôture

En K€	30.04.10	30.04.09
<b>Passifs non courants</b>		
Provisions pour engagements de retraite	1 180	876
Autres provisions	344	397
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>1 524</b>	<b>1 273</b>
<b>Passifs courants</b>		
Provisions pour risques et charges	979	440
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>979</b>	<b>440</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 503</b>	<b>1 713</b>

### 4.14.2 - Provisions pour engagements de retraite

La convention collective dont dépend le Groupe Diffusion Plus fixe le montant de l'indemnité de fin de carrière des salariés à 50 % du montant de l'indemnité légale de licenciement.

La loi n° 2008-596 du 25 juin 2008 portant modernisation du marché du travail a doublé le mode de calcul de l'indemnité légale de licenciement et le Groupe avait, par conséquent, doté un complément de provision pour engagement retraite de 566 K€ sur l'exercice 2008-2009. Sur l'exercice 2009-2010 la provision est passée de 876 K€ à 1 180 K€.

Les provisions pour engagements de retraite se décomposent comme suit :

En K€	30.04.10	30.04.09
Engagements calculés	1 397	1 110
Actifs de couverture	217	234
Provisions pour engagements	1 180	876

### 4.14.3 - Variation de l'exercice des provisions pour risques et charges

En K€	30.04.09	Dotations	entrée périmètre	Reprises (utilisées)	Reprises (non utilisées)	30.04.10
<b>Passifs non courants</b>	<b>1 273</b>	<b>410</b>	<b>10</b>	<b>143</b>	<b>26</b>	<b>1 524</b>
Provisions pour engagements de retraite	876	319	10		26	1 180
Provisions abandon activité	331	91		143		279
Autres provisions	66					66
<b>Passifs courants</b>	<b>587</b>	<b>687</b>		<b>59</b>	<b>237</b>	<b>979</b>
□ Provisions pour litiges fournisseurs	10					10
□ Provisions pour litiges clients	110	47		10	55	92
□ Provisions risques liés au personnel	75	404		23	29	426
□ Autres provisions	245	237		26	153	304
□ Reclassement ouverture risques	147					147
<b>TOTAL</b>	<b>1 860</b>	<b>1 097</b>	<b>10</b>	<b>202</b>	<b>262</b>	<b>2 503</b>

#### 4.15 □ Impôt différé passif

Origine	En K€ Nature	Impôts différés actif (+) passif (-)			Augmentation (+) Diminution (-) de charge d'impôt
		30.04.09	changement de périmètre	30.04.10	
<b>Différences temporaires</b>					
	Organic	80		73	7
	Amortissement CB immobiliers	169		1 818	- 1 649
	Participation	156		417	- 261
	Provision retraite	292		393	- 101
	Déficit reportable				
	Autres provisions	462		705	- 243
	Divers	14		69	- 55
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>1 173</b>		<b>3 475</b>	<b>- 2 302</b>
<b>Retraitements de consolidation</b>					
	Crédits-bails et locations	- 12 213	- 48	- 12 153	- 108
	Dépréciations neutralisées	- 114			- 114
	Plus values de cessions	2		1	1
	Divers	139			139
	Ecart d'évaluation matériels	- 135		- 194	59
	<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>- 12 321</b>	<b>- 48</b>	<b>- 12 346</b>	<b>- 23</b>
	<b>TOTAL NET</b>	<b>- 11 148</b>	<b>- 48</b>	<b>- 8 870</b>	<b>- 2 325</b>
	Dont solde ISD actif	2		1	
	Dont solde ISD passif	- 11 150		- 8 872	

#### 4.16 □ Emprunts et dettes financières

##### 4.16.1 - Dettes par nature

En K€	30.04.10			30.04.09		
	Non courants	Courants	Total	Non courants	Courants	Total
Emprunts	10 348	6 200	16 548	12 458	6 470	18 928
Intérêts courus sur emprunts		3	3		3	3
Comptes courants personnes physiques	59		59			
Participation des salariés	446	69	515	499	55	554
Intérêts courus sur participations		23	23			
Découverts bancaires		590	590		18	18
<b>TOTAL</b>	<b>10 853</b>	<b>6 884</b>	<b>17 738</b>	<b>12 957</b>	<b>6 547</b>	<b>19 503</b>

#### 4.16.2 - Dettes par maturité

En K€	30.04.10	30.04.09
Inférieures à 1 an	6 884	6 547
De 1 à 5 ans	10 853	12 957
Supérieures à 5 ans		
<b>TOTAL</b>	<b>17 738</b>	<b>19 503</b>

#### 4.16.3 -Variation des emprunts

En K€	30.04.10	30.04.09
Emprunts souscrits	3 171	5 638
Emprunts variation de périmètre	1 460	
Emprunts remboursés	7 010	8 671
Variation concours bancaires (augmentation)	572	
Compte courant associé (variation de périmètre)	59	
Variation nette participation des salariés (remboursement)	17	208

#### 4.17 □ Nantissement de dettes

La grande majorité des dettes d'emprunts sont assorties de nantissements sur les biens qu'elles financent.  
(Infra 7.1)

#### 4.18 □ Instruments financiers

##### 4.18.1 - Risque de change

L'ensemble des opérations du Groupe est libellé en euros.

##### 4.18.2 - Risque de taux sur emprunts

En K€	30.04.10	30.04.09
En-cours taux fixe	13 506	14 809
En-cours taux variable sur T4M		269
En-cours taux variable sur EURIBOR 3 mois	2 357	3 387
En-cours taux révisable sur CODEVI	685	948
<b>TOTAL</b>	<b>16 548</b>	<b>19 412</b>

#### 4.19 □ Autres dettes non courantes

En K€	30.04.10	30.04.09
Intérêts minoritaires		147
Dépôts et cautionnements reçus	113	114
<b>TOTAL</b>	<b>113</b>	<b>262</b>

#### 4.20 □ Fournisseurs et comptes rattachés

En K€	30.04.10	30.04.09
Fournisseurs	6 786	6 552
Factures non parvenues	1 679	1 344
<b>TOTAL</b>	<b>8 465</b>	<b>7 896</b>

#### 4.21 □ Autres dettes courantes

En K€	30.04.10	30.04.09
Dettes sociales	6 957	6 214
Dettes fiscales (hors impôts exigibles)	932	1 036
TVA	4 480	4 862
Fournisseurs d'immobilisations	231	292
Avoirs à établir - Avances sur commandes	1 653	1 816
Clients créditeurs	2 524	2 572
Affranchissements à payer auprès de La Poste	6 217	5 872
Autres créditeurs	195	368
<b>TOTAL</b>	<b>23 190</b>	<b>23 032</b>

#### 4.22 □ Dettes d'impôts exigibles

En K€	30.04.10	30.04.09
Impôt à payer	1 725	

#### 4.23 □ Produits différés

En K€	30.04.10	30.04.09
Subventions publiques	1 189	1 247
□ Crédit bail immobilier Diffusion Plus	789	831
□ Crédit bail immobilier Data One	399	415
Autres produits différés	2	6
<b>TOTAL</b>	<b>1 191</b>	<b>1 252</b>



La subvention de 1 524K€ à l'origine concernant le crédit-bail immobilier Diffusion Plus représentant un montant net d'amortissements de 1 042 K€ au 01/05/2004 (date de passage aux IFRS) fait l'objet pour le solde d'un amortissement sur la durée moyenne des principaux composants.

La méthode rétrospective a été appliquée pour le plan d'amortissement de la subvention obtenue de 535 K€ à l'origine concernant le crédit bail immobilier Data One.

#### 4.24 □ Passifs des activités abandonnées

Au 30 avril 2009, le détail des passifs de l'activité abandonnée de la société Mailtec Difusion représentait :

En K€	30.04.10	30.04.09
<b>PASSIFS NON COURANTS</b>		
Provisions pour risques et charges		
Emprunts et dettes financières		312
<b>TOTAL PASSIFS NON COURANTS</b>		<b>312</b>
<b>PASSIFS COURANTS</b>		
Provisions pour risques et charges		
Emprunts et dettes financières		173
Fournisseurs et comptes rattachés		485
Autres dettes courantes		261
<b>TOTAL PASSIFS COURANTS</b>		<b>919</b>
<b>TOTAL</b>		<b>1 230</b>

## NOTE V □ INFORMATIONS DIVERSES

### 5.1 □ Informations concernant les organes de direction et d'administration

- Rémunérations des organes de direction et d'administration : les rémunérations brutes au titre de l'exercice ont été de 620 K€. (y compris cotisations de retraite article 83 payées par la société).
- Il n'a pas été versé de jetons de présence aux membres du Conseil d'Administration.
- Comme tous les cadres de la société, les dirigeants bénéficient d'une retraite complémentaire article 83 payée par la société.
- Messieurs Daniel FERRAND et Philippe MISEREY, Directeurs Généraux Délégués de Groupe Diffusion Plus SA, bénéficient, en cas de révocation de fonction ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 24 mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.
- Monsieur Stéphane PIERRE, Directeur Général de Gocad Services SAS, et Monsieur Guillaume CHARLES, Directeur Général de Fidback SAS, bénéficient dans des conditions semblables d'une indemnité égale à douze mois de leur rémunération brute mensuelle de base.

### 5.2 □ Périmètre de l'intégration fiscale

Liste des sociétés membres du Groupe (Article 46 quater 0 ZK de l'annexe III CGI)

Société mère	Filiale n°1	Filiale n°2	Filiale n°3	Filiale n°4
<b>SA GROUPE DIFFUSION PLUS</b> Hameau de Caër 27930 NORMANVILLE	<b>SAS ÉMISSAIRES</b> 380 rue de l'appel du 18 juin 1940 ZAC des prés de l'hôpital 94190 VILLENEUVE SAINT GEORGES	<b>SAS DIFFUSION PLUS</b> Les champs chouette 27600 SAINT AUBIN SUR GAILLON	<b>SARL DATA ONE</b> Les champs chouette 27600 SAINT AUBIN SUR GAILLON	<b>SAS NORD SOUS FILM</b> Pavé de Stemberg ZA du BLATON 59126 LINSSELLES

### 5.3 □ Parties liées

Transactions avec les sociétés non consolidées ou consolidées par équivalence.

Les transactions entre sociétés consolidées ont été éliminées dans le processus de consolidation. Par ailleurs, dans le cours normal de ses activités, le Groupe entretient des relations d'affaires avec certaines sociétés non consolidées. Ces transactions concernent essentiellement des prestations de services.

En K€	30.04.10
<b>Flux</b>	
□ Ventes	3 186
□ Achats	271
<b>Positions bilantielles résultant des transactions</b>	
<u>Actif</u>	
□ Créances clients	442
□ Créances financières et autres créances	
<u>Passif</u>	
□ Dettes fournisseurs	3
□ Dettes financières et autres dettes	137

## NOTE VI □ INFORMATION SECTORIELLE

### 6.1 □ Information par secteur d'activité

Le Groupe exerce une activité unique.

### 6.2 □ Information par zone géographique

Le groupe ayant pris la décision sur l'exercice antérieur d'abandonner son activité en Espagne (Mailtec Difusion), la totalité de son activité s'exerce en France.

## NOTE VII □ ENGAGEMENTS HORS BILAN

### 7.1 □ Dettes garanties par des sûretés réelles (en K€)

Il s'agit des sûretés hypothécaires sur les constructions et des nantissements sur les matériels et outillages.

	Dettes garanties	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes financiers		
□ sur immobilier	3 344	3 344
□ sur matériels	12 758	12 758
<b>TOTAL</b>	<b>16 101</b>	<b>16 101</b>

### 7.2 □ Droit individuel à la formation (DIF)

Engagements en matière de droits individuels à la formation :

□ droits acquis au titre du DIF : 88 112 heures

## GROUPE DIFFUSION PLUS

Société anonyme au capital de 1.513.894,80 euros  
siège : Hameau de Caër - NORMANVILLE (Eure)  
Siret n° 333.500.346.00031 / code NAF 741 J

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Exercice clos le 30 avril 2010

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 avril 2010 sur :

- le contrôle des comptes consolidés de la société GROUPE DIFFUSION PLUS, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- la vérification spécifique prévue par la loi.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I □ OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes consolidés. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### II □ JUSTIFICATION DE NOS APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne :

- les modalités d'évaluation de l'ensemble des immobilisations ainsi que le traitement approprié des contrats de crédit-bail et de location ;
- les modalités d'évaluation des créances et des dettes d'exploitation.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### III □ VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE

Nous avons également procédé à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,  
le 11 octobre 2010

Les commissaires aux comptes  
Cécile SOURGET  
SCOGEX  
20, rue de Verdun  
27000 EVREUX

Pascal THIBAUT  
MAZARS  
53, rue Louis Pasteur  
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

**BILAN COMPTES SOCIAUX - ACTIF (en euros)**

	Brut	Amortissements et dépréciations	30.04.10 Net	30.04.09 Net
Capital souscrit non appelé				
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>				
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
Concessions, brevets, droits similaires	1 486 075	1 408 512	77 563	161 656
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	58 049		58 049	2 400
Avances, acomptes sur immobilisations incorporelles				
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
Terrains				
Constructions	5 735 459	5 474 809	260 650	428 810
Installations techniques, matériels et outillages				
Autres immobilisations corporelles	910 064	836 193	73 871	70 147
Immobilisations en cours	87 709		87 709	
Avances, acomptes sur immobilisations corporelles				
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
Participations mises en équivalence				
Autres participations	8 868 784	389 380	8 479 404	8 448 804
Créances rattachées à des participations	985 739	985 739		4 983 680
Autres titres immobilisés	15 280		15 280	1 646 114
Prêts	751 265	751 265		500
Autres immobilisations financières	66 121		66 121	77 569
<b>TOTAL</b>	<b>18 964 545</b>	<b>9 845 898</b>	<b>9 118 647</b>	<b>15 819 680</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>STOCKS</b>				
Marchandises				
<b>CRÉANCES</b>				
Clients et comptes rattachés	993 172	108 060	885 112	566 548
Avances, acomptes sur commandes	39 688		39 688	23 262
Autres créances	8 062 025	500 000	7 562 025	814 683
Capital souscrit appelé non versé				
<b>DIVERS</b>				
Valeurs mobilières de placement				2 943 832
Disponibilités	6 223 996		6 223 996	37 878
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>				
Charges constatées d'avance	76 846		76 846	55 180
<b>TOTAL</b>	<b>15 395 727</b>	<b>608 060</b>	<b>14 787 667</b>	<b>4 441 383</b>
Charges à répartir				
Primes rembt obligations				
Écarts de conversion actif				
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>34 360 272</b>	<b>10 453 958</b>	<b>23 906 314</b>	<b>20 261 063</b>

**BILAN COMPTES SOCIAUX - PASSIF (en euros)**

	30.04.10	30.04.09
<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital social ou individuel	1 820 940	2 019 600
Primes émission, fusion, apport		
Écarts de réévaluation		
Réserve légale	201 960	201 960
Réserves statutaires ou contractuelles	10 761 140	12 388 335
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Acompte sur dividende		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	2 279 745	1 050 046
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	225 709	300 504
<b>TOTAL</b>	<b>15 289 494</b>	<b>15 960 445</b>
<b>AUTRES FONDS PROPRES</b>		
Produit émissions titres participatifs		
Avances conditionnées		
<b>PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>		
Provisions pour risques	501 652	704 452
Provisions pour charges	147 789	88 448
<b>TOTAL</b>	<b>649 441</b>	<b>792 900</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts, dettes établissements de crédit	1 859 993	1 831 360
Emprunts, dettes financières diverses	2 843 782	553 658
Avances, acomptes sur commandes en cours	39 688	17 470
Fournisseurs et comptes rattachés	539 336	322 487
Dettes fiscales et sociales	2 522 999	557 393
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	127 490	31 754
Autres dettes	31 607	180 291
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION</b>		
Produits constatés d'avance	2 484	13 305
<b>TOTAL</b>	<b>7 967 379</b>	<b>3 507 718</b>
Ecart de conversion passif		
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>23 906 314</b>	<b>20 261 063</b>

**COMPTE DE RÉSULTAT (en euros)**

	30.04.10	30.04.09
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>4 991 742</b>	<b>5 431 801</b>
Subventions		
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	247 748	31 564
Autres produits	17	343
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>5 239 507</b>	<b>5 463 708</b>
Achats de marchandises	4	13
Achats matières premières et approvisionnements		
Autres achats et charges externes	2 034 986	1 739 167
Impôts et taxes	165 286	157 633
Salaires et traitements	1 365 697	1 323 028
Charges sociales	659 800	613 549
Dotations amortissements sur immobilisations	327 738	510 334
Dotations provisions sur immobilisations		760 236
Dotations provisions sur actif circulant	513 703	94 358
Dotations provisions risques et charges	59 341	598 659
Autres charges	143 394	11 410
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>	<b>5 269 949</b>	<b>5 808 387</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>- 30 442</b>	<b>- 344 679</b>
Produits financiers de participations	1 407 397	2 940 199
Autres intérêts produits assimilés	3 927	37 310
Reprises sur provisions	1 845 818	614 484
Produits nets cessions VMP	6 560	9 587
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>	<b>3 263 702</b>	<b>3 601 580</b>
Dotations financières amortissements et provisions	1	3 245 567
Intérêts et charges assimilés	79 945	725 956
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>	<b>79 946</b>	<b>3 971 523</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>3 183 756</b>	<b>- 369 943</b>
<b>RÉSULTAT COURANT</b>	<b>3 153 314</b>	<b>- 714 622</b>
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	3 116 499	1 966 422
Produits exceptionnels sur opérations de capital	18 443	916 612
Reprises sur provisions	94 841	22 962
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>	<b>3 229 783</b>	<b>2 905 996</b>
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	3 703 407	750 000
Charges exceptionnelles sur opérations de capital	53 909	698 792
Dotations exceptionnelles amortissements et provisions	20 046	30 414
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>3 777 362</b>	<b>1 479 206</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>- 547 579</b>	<b>1 426 790</b>
Participation des salariés		
Impôt	325 990	- 337 878
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>2 279 745</b>	<b>1 050 046</b>

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 30 avril 2010 dont le total est de 23 906 314 € et au compte de résultat dégageant un bénéfice net de 2 279 745 €  
L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> mai 2009 au 30 avril 2010  
Les notes et les tableaux, ci-après, font partie intégrante des comptes annuels. Ils sont présentés en euros.  
Ces comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 22.09.2010.

## I - FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Annulation en mai 2010 de 120 400 titres d'autocontrôle, représentant 9,84 % du capital dans le cadre des programmes de rachats d'actions succesifs.  
Le capital social est ainsi ramené de 2 019 600 € pour 1 224 000 actions à 1 820 940 € composé de 1 103 600 actions.

### Evènement postérieur à la clôture:

Annulation de 186 088 actions acquises dans le cadre d'une Offre Publique de Rachat représentant 16,86 % du capital.  
Le capital social est, depuis cette date, de 1 513 894,80 € composé de 917 512 actions.

## II - PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

La crise financière qui s'est progressivement accompagnée d'une crise économique emporte de multiples conséquences pour les entreprises et notamment au plan de leur activité et de leur financement.

La très grande volatilité sur les marchés ainsi que le manque de visibilité sur le futur créent des conditions spécifiques cette année pour la préparation des comptes, particulièrement au regard des estimations comptables qui sont requises en application des principes comptables.

Les estimations significatives réalisées par GROUPE DIFFUSION PLUS pour l'établissement de ses comptes annuels portent principalement sur :

- les immobilisations corporelles,
- les immobilisations financières,
- les créances d'exploitation,
- les provisions.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices.

Et conformément aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le code de commerce et le règlement 99-03 du Comité de la réglementation comptable.

Aucune dérogation aux principes, règles et méthodes de base de la comptabilité n'est intervenue dans l'exercice.

## III - INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

### A - ACTIF

#### I □ IMMOBILISATIONS

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

La société Groupe Diffusion Plus applique depuis le 1<sup>er</sup> mai 2005 le nouveau traitement comptable sur les actifs défini par les règlements CRC 2002-10 et CRC 2004-06.

Lorsque les amortissements calculés sur la durée d'utilisation sont inférieurs aux amortissements calculés sur la durée d'usage admise fiscalement, la différence est constatée sous forme d'amortissements dérogatoires.



□ Durées et modes d'amortissement

	Modes	Durées
Logiciels	Linéaire	1 à 5 ans
Constructions et agencements selon les composants	Linéaire	10 à 50 ans
Matériels et outillages	Linéaire	5 à 12 ans
Installations générales	Linéaire	2 à 10 ans
Matériels de transport	Linéaire	2 à 4 ans
Matériels et mobiliers de bureau	Linéaire	2 à 8 ans

Les mouvements relatifs aux postes de l'actif immobilisé sont regroupés dans les deux tableaux suivants.

□ Tableau de variation des immobilisations

	Montants début période	Augmentations	Diminutions	Montants fin période
Immobilisations incorporelles	1 477 939	99 121	32 935	1 544 125
Mali technique <sup>(1)</sup>	1 794 041		1 794 041	
Constructions sur sol d'autrui	5 732 592	2 867		5 735 459
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Installations, agencements, aménagements divers	529 869			529 869
Matériels de transport	10 466	33 515	9 649	34 332
Mobiliers et matériels de bureau	373 604	13 264	41 006	345 862
Immobilisations corporelles en cours		87 709		87 709
Avances et acomptes				
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>9 918 511</b>	<b>236 476</b>	<b>1 877 631</b>	<b>8 277 356</b>
Participations et créances rattachées	16 653 421	1	6 798 898	9 854 524
Autres titres immobilisés	1 987 884		1 972 604	15 280
Prêts et autres immobilisations financières	829 334		11 949	817 385
<b>SOUS-TOTAL</b>	<b>19 470 639</b>	<b>1</b>	<b>8 783 451</b>	<b>10 687 189</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>29 389 150</b>	<b>236 477</b>	<b>10 661 082</b>	<b>18 964 545</b>

<sup>(1)</sup> La société civile Les Sonnantes (qui détenait 60 480 actions de la société Groupe Diffusion Plus) a fait l'objet d'une transmission universelle de patrimoine au 1<sup>er</sup> novembre 2005 qui a été comptabilisée aux valeurs nettes comptables et s'est traduite par un mali technique de 1 794 041 € comptabilisé en immobilisations incorporelles.

Suivi du mali technique	Nombre	Cours	Valeurs brutes 30.04.10
Titres détenus au 30.04.2005	48 521	37,37	1 813 227
Titres reçus TUP SONNANTES	60 480	1,90	114 754
Titres d'autocontrôle acquis le 26.02.09	3 600	16,64	59 904
Titres d'autocontrôle acquis sur l'exercice 2009-2010	8 705	16,38	142 658
Annulation des titres ( réduction de capital )	- 120 400	16,62	- 2 115 263
<b>SOUS TOTAL titres au 30.04.2010</b>	<b>906</b>	<b>16,87</b>	<b>15 280</b>
<b>Valeurs brutes</b>	<b>906</b>		<b>15 280</b>
<b>Valeurs vénales</b>	<b>906</b>	<b>24,82</b>	<b>22 487</b>

□ Tableau de variation des amortissements et dépréciations sur immobilisations incorporelles et corporelles

	Montants début période	Dotations	Reprises	Montants fin période
Immobilisations incorporelles	1 313 882	118 594	23 965	1 408 511
Dépréciation mali technique	1 794 041		1 794 041	
Constructions sur sol d'autrui	5 303 783	171 027		5 474 810
Installations techniques, matériels et outillages industriels				
Installations, agencements, aménagements divers	517 798			517 798
Matériels de transport	3 163	7 355	4 741	5 777
Matériels et mobiliers de bureau	322 832	30 792	41 006	312 618
<b>TOTAL</b>	<b>9 255 499</b>	<b>327 768</b>	<b>1 863 753</b>	<b>7 719 514</b>

2 □ LISTE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS

Tableau des filiales et participations au 30 avril 2010 (en euros)

Nom des sociétés	Capital	Capitaux propres autres que le capital (avant résultat)	Quote part du capital détenu	Valeur comptable des titres détenus		Dettes aux filiales	Prêts et avances consentis et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par la société mère	CA HT du dernier exercice	Résultat du dernier exercice clos	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Date de clôture du dernier exercice
				brute	nette							
DIFFUSION PLUS	1 032 000	5 057 425	100 %	1 088 680	1 088 680	19 646	1 874 446		39 479 929	- 2 106 288		30.04.10
EMISSAIRES	160 000	357 670	100 %	153 365	153 365	1 632 286			7 957 276	328 941	550 000	30.04.10
NORD SOUS FILM	160 000	- 215 928	100 %	1 356 845	1 356 845		228 056		1 939 383	215 955		30.04.10
LA PARISIENNE DE ROUTAGE	160 000	194 273	100 %	174 506	174 506	378 610		589 000	4 295 476	87 168	172 500	30.04.10
DATA ONE	1 300 000	149 438	100 %	1 300 000	1 300 000	62 403	3 890 684	10 724 887	28 628 159			30.04.10
REGROUP'EURE	100 000	176 959	60 %	35 001		439 558		1 400 000	645 651	- 276 958		30.04.10
REGROUP'NORD <sup>(3)</sup>	100 000	238 482	60 %	60 001				600 000	215 481	- 138 482		30.04.10
MAILTEC DIFUSIÒN <sup>(1) (4)</sup>	420 700	- 899 799	55 %	232 395			1 550 102					15.06.09
GOCAD SERVICES	120 000	- 58 097	51 %	61 200	30 600		275 824		3 836 250	64 485		30.04.10
FIDBACK	37 000	15 086	51 %	18 870	18 870		111 144	83 683	3 256 949	533		30.04.10
SCI LES SPIREES	7 622	- 125 870	100 %	445 743	445 743		252 154		11 080	- 862		30.04.10
SCI POUR L'EUROPE	7 622	- 50 098	100 %	1 131 360	1 131 360		188 034		17 640	8 243		30.04.10
SCI PROVENCE	3 200	69 600	100 %	228 574	228 574		376 196		45 735	28 123	19 999	30.04.10
SCI ESPACE	503 250	631 694	100 %	1 555 490	1 555 490	110 568			307 135	55 129	296 991	30.04.10
SCI DE LA GROSSE REMISE	390 000	36 660	100 %	389 651	389 651	80 401			247 584	96 585	103 995	30.04.10
TRAGEM ONE	27 045	165	20 %	5 400	5 400		137 416		254 776	12 642		31.12.09
TAGG INFORMATIQUE	3 312 920	865 770	19,62 %	566 838	566 838				12 949 334	313 696	39 250	31.08.09
S.E.T. <sup>(1)</sup>	NC	NC	17 %	121 950			186 902		NC	NC		
PUBLITRI <sup>(1)</sup>	NC	NC		34					NC	NC		
DINEXIS <sup>(2)</sup>	1 552 630	- 1 745 067	5 %	77 630				16 867	12 470 966	- 1 196 659		31.12.09
DIMENSION 4				432	432				NC	NC		
BDM PLUS	35 000	22 126	7 %	2 450	2 450				1 738 726	32 366		30.09.09
<b>TOTAL</b>				<b>9 006 413</b>	<b>8 448 803</b>	<b>2 723 472</b>	<b>9 070 959</b>	<b>13 414 437</b>			<b>1 182 735</b>	

(1) Société en liquidation

(2) Dinexis est une participation de Diffusion Plus à hauteur de 5%

(3) Regroup'Nord est une participation de Regroup'Eure

(4) Dépôt de bilan en juin 2009

### 3 □ TITRES DE PARTICIPATION ET AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

#### 3.1 Titres de participation

##### ACQUISITIONS :

- Acquisition de 25 % de Regroup'Eure pour 1 euro, portant notre participation à 60%.

##### CESSIONS :

- Cession de 40 % de Regroup'Nord pour 1 euro, cette société devenant filiale à 100 % de Regroup'Eure.

##### MODE D'ÉVALUATION DES TITRES DE PARTICIPATION :

###### Participations « sociétés opérationnelles »

Les titres de participation sont estimés à leur valeur d'usage, c'est-à-dire la valeur qu'un chef d'entreprise prudent et avisé accepterait de décaisser pour les obtenir s'il avait à les acquérir. La méthode de valorisation retenue prend en compte les capitaux propres et la rentabilité de chaque société.

Toutes les variations négatives entre la valeur d'usage et le coût historique font l'objet d'une constitution de dépréciation.

###### Participations « sociétés immobilières »

Les titres de participation des sociétés civiles immobilières sont estimés en fonction des valeurs des biens immobiliers qu'elles détiennent.

Tous ces immeubles, à vocation industrielle, sont valorisés en fonction de leur valeur d'utilisation, à l'appui d'une expertise réalisée par le cabinet COLLOME Frères, cette valeur est néanmoins limitée à une valeur vénale.

La valorisation des titres en découlant n'a engendré aucune dépréciation.

#### 3.2 Titres d'autocontrôle

	30.04.10	30.04.09
Nombre de titres	906	1 12 601
Prix d'acquisition	15 280	1 987 885
Valeur à la clôture	22 487	1 646 114
Dépréciation sur titres		341 770

#### 3.3 Prêts et autres immobilisations financières

	30.04.10	30.04.09
Prêt participatif MAILTEC DIFUSIÒN	751 265	751 265
Prêts au personnel		500
Dépôts et cautionnements	66 121	77 569
<b>Valeurs brutes</b>	<b>817 386</b>	<b>829 334</b>
Dépréciations (prêt participatif)	751 265	751 265
<b>Valeurs nettes</b>	<b>66 121</b>	<b>78 069</b>

### 3.4 Dotations et reprises de dépréciations

Sur titres :

SOCIÉTÉ	30.04.09	DOTATIONS	REPRISES	30.04.10
Mailtec Difusión	232 395			232 395
Gocad Services	30 600		30 600	
SET	121 950			121 950
Regroup'Eure	35 000	1		35 001
Regroup'Nord	40 000		40 000	
Titres propres	341 770		341 770	
Divers	33			33
<b>TOTAL</b>	<b>801 748</b>	<b>1</b>	<b>412 370</b>	<b>389 379</b>

Sur avances financières :

SOCIÉTÉ	30.04.09	DOTATIONS	REPRISES	30.04.10
Mailtec Difusión	798 845		8	798 837
Prêt participatif Mailtec Difusión	751 265			751 265
Regroup'Eure	1 274 037		1 274 037	
Regroup'Nord	85 056		85 056	
SET	186 902			186 902
Dinexis <sup>(1)</sup>	416 116		416 116	
<b>TOTAL</b>	<b>3 512 221</b>		<b>1 775 217</b>	<b>1 737 004</b>

<sup>(1)</sup> DINEXIS : notre société a consenti sur l'exercice un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de 416 116 € et la dépréciation antérieurement constituée sur ces créances a été reprise pour le même montant. Notre société a consenti sur l'exercice un abandon de créances avec retour à meilleure fortune de 2 002 291 € à la société Regroup'Eure et repris en intégralité les provisions sur créances constituées.

#### 4 □ CRÉANCES RATTACHÉES À DES PARTICIPATIONS - CLASSEMENT PAR ÉCHÉANCE

Le total des créances, détaillé dans le tableau des filiales, s'élève à 9 070 959 € dont 8 844 057 € remboursables à moins d'un an.

Créances rattachées	8 319 694
Prêt participatif	751 265
<b>SOUS TOTAL</b>	<b>9 070 959</b>

#### 5 □ ÉLÉMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIÉES

<b>ACTIF</b>	
Participations	Voir note n°2
Créances rattachées à des participations	Voir note n°4
Créances clients et comptes rattachés	968 180
Autres créances et charges constatées d'avance	1 474
<b>PASSIF</b>	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	13 167
Comptes courants	2 723 470
Autres dettes	124 956
<b>COMPTE DE RÉSULTAT</b>	
Charges exceptionnelles	3 703 408
Charges financières	21 812
Dotations provisions pour dépréciations	1
Produits financiers	170 423
Dividendes	1 143 485
Produits exceptionnels	3 116 499
Reprise de provisions pour dépréciations	1 429 701

## 6 □ ACTIF CIRCULANT

□ Classement par échéances : toutes les créances de l'actif circulant sont exigibles à un an au plus.

### □ Produits à recevoir (en euros)

	30.04.10	30.04.09
Clients factures à établir	168 598	109 572
Fournisseurs avoirs à recevoir		397
Produits divers à recevoir		1 079
<b>TOTAL</b>	<b>168 598</b>	<b>111 048</b>

□ Mode d'évaluation des valeurs mobilières de placement. Le prix de revient des valeurs mobilières de placement est comparé au cours du dernier jour de l'exercice, l'écart éventuel est déprécié s'il est négatif. Les plus-values latentes sur titres d'OPCVM sont réintégréées fiscalement.

### □ Sicav monétaires (en euros)

	30.04.10	30.04.09
Valeur comptable	Néant	2 943 832
Valeur d'inventaire selon prix de marché	Néant	2 943 832

## 7 □ COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF

### □ Charges constatées d'avance (en euros)

	30.04.10	30.04.09
Crédit bail véhicules	1 038	1 038
Locations immobilières	1 628	1 576
Locations mobilières	773	843
Entretien et maintenance	34 618	10 849
Assurances	6 033	6 033
Documentations		712
Honoraires	6 551	7 318
Frais de bourse	4 933	5 233
Publicité - Annonces	11 458	11 088
Cotisations	1 603	1 610
Autres charges de personnel	5 793	5 043
Intérêts	2 418	3 837
<b>TOTAL</b>	<b>76 846</b>	<b>55 180</b>

## B - PASSIF

### I □ CAPITAUX PROPRES

#### □ Capital social (en euros)

	Nombre	Nominal
Actions composant le capital au début de l'exercice	1 224 000	1,65
Actions annulées au cours de l'exercice	120 400	1,65
Actions composant le capital en fin d'exercice	1 103 600	1,65

□ Tableau de variation des capitaux propres (en euros)

Exercice 2009-2010		
A	1 Capitaux propres à la clôture de l'exercice n-1 avant affectation	14 910 398
	2 Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO	1 050 046
	3 Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice n	15 960 444
B	Apports reçus	
	1 Variation du capital	
	2 Variation des autres postes	
C	Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apports rétroactifs	15 960 444
D	Variations en cours d'exercice	-2 950 694
	1 Variation du capital	-198 660
	2 Variation des primes, réserves, report à nouveau <sup>(a)</sup>	-2 677 240
	3 Variation des provisions relevant des capitaux propres	
	4 Amortissements dérogatoires <sup>(b)</sup>	-74 794
	5 Autres variations - Acomptes sur dividendes	
E	Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice avant AGO	13 009 750
F	Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice	-2 950 694
G	Dont : Variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice	
H	Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure	-2 950 694

<sup>(a)</sup> Dont dividendes versés 1 102 466 €, dont réduction de capital 1 574 775 €.

<sup>(b)</sup> Incidence du retraitement des nouvelles durées d'amortissements des constructions depuis le 1<sup>er</sup> mai 2005 (supra III A1).

2 □ PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (en euros)

	30.04.09	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions non utilisées	30.04.10
Provisions pour engagements de retraite	88 448	59 341			147 789
Provisions garantie passif	65 780				65 780
Provisions intérêts minoritaires	147 245				147 245
Provisions pour risques activité abandonnée (Mailtec Difusion)	331 427		52 800		278 627
Provisions pour autres risques	160 000			150 000	10 000
<b>TOTAL</b>	<b>792 900</b>	<b>59 341</b>	<b>52 800</b>	<b>150 000</b>	<b>649 441</b>

### 3 □ EMPRUNTS, DETTES FINANCIÈRES ET DIVERS

#### □ Classement par échéances

RUBRIQUE	TOTAL	A 1 AN AU PLUS	ENTRE 1 ET 5 ANS	PLUS DE 5 ANS
□ A plus de 1 an à l'origine				
Emprunts bancaires	1 362 111	500 052	862 059	
Dépôts de garantie reçus	120 309			120 309
□ A moins de 1 an à l'origine				
Compte courant DIFFUSION PLUS	19 646	19 646		
Compte courant EMISSAIRES	1 632 286	1 632 286		
Compte courant GROSSE REMISE	80 401	80 401		
Compte courant ESPACE	110 568	110 568		
Compte courant LPR	378 610	378 610		
Compte courant REGROUP'EURE	439 558	439 558		
Compte courant DATA ONE	62 403	62 403		
Concours bancaires	496 841	496 841		
Intérêts courus sur emprunts	1 042	1 042		
<b>TOTAL</b>	<b>4 703 575</b>	<b>3 721 407</b>	<b>862 059</b>	<b>120 309</b>

#### □ Information sur le risque de taux

En-cours taux fixe	833 699
En-cours taux variable sur T4M	
En-cours taux variable sur TRCAM	
En-cours taux variable sur EURIBOR	528 412
<b>TOTAL CAPITAL RESTANT DÙ</b>	<b>1 362 111</b>

Les risques de variation de taux sur les emprunts, dont l'indice de référence est le marché monétaire, sont couverts par des placements, adossés à des taux de même nature, suivant l'évolution de la trésorerie.

### 4 □ AUTRES DETTES - CLASSEMENT PAR ÉCHÉANCE

Toutes les autres dettes sont payables à moins d'un an.

#### □ Charges à payer

	30.04.10	30.04.09
Fournisseurs factures non parvenues	152 729	138 992
Avoirs à établir	19 098	169 832
Personnel	256 885	206 000
Organismes sociaux	127 784	97 490
État	41 042	31 563
<b>TOTAL</b>	<b>597 539</b>	<b>643 877</b>

### 5 □ COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF

#### □ Produits constatés d'avance

	30.04.10	30.04.09
Locations matériels divers	2 484	13 305
<b>TOTAL</b>	<b>2 484</b>	<b>13 305</b>

## 6 □ ACCROISSEMENT ET ALLÈGEMENT DE LA DETTE FUTURE D'IMPÔT

L'impôt payé d'avance au titre des charges non déductibles l'année de leur comptabilisation se décompose comme suit :

Organic	10 381
Provisions pour engagements de retraites	147 789
Provisions activité abandonnée	278 627
Quote part non déductible sur abandons de créances	107 122
<b>TOTAL</b>	<b>543 919</b>
Taux d'imposition 33,1/3%	33,33%
Allègement de la dette future d'impôt	181 306

## IV - INFORMATIONS RELATIVES AU COMPTE DE RÉSULTAT

### I □ VENTILATION DE L'EFFECTIF MOYEN

	SALARIÉS	PERSONNEL MIS À DISPOSITION	TOTAL
Cadres	8		8
Agents de maîtrise	2		2
Employés	5		5
<b>TOTAL</b>	<b>15</b>		<b>15</b>

### 2 □ RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (en euros)

□ Produits exceptionnels sur opérations de gestion		3 116 499
Retour sur abandons de créances Data One	3 004 199	
Retour sur abandon de créances Nord sous Film	112 300	
□ Produits exceptionnels sur opérations en capital		18 443
Cessions immobilisations incorporelles		
Cessions immobilisations corporelles	18 442	
Cession immobilisations financières (titres Regroup'Nord)	1	
□ Reprise sur provisions		94 841
Amortissements dérogatoires	94 841	
Risques et charges exceptionnelles		
<b>Produits exceptionnels</b>		<b>3 229 783</b>
□ Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		3 703 408
Abandon de créances à Gocad Services	765 000	
Abandon de créances à Nord sous Film	520 000	
Abandon de créances à Regroup'Eure	2 002 291	
Abandon de créances à Dinexis	416 117	
□ Charges exceptionnelles sur opérations en capital		53 909
VNC des immobilisations incorporelles cédées	9 001	
VNC des immobilisations corporelles cédées	4 908	
VNC des immobilisations financières cédées (titres Regroup'Nord)	40 000	
□ Dotations aux provisions		20 046
Amortissements dérogatoires	20 046	
<b>Charges exceptionnelles</b>		<b>3 777 363</b>
<b>Résultat exceptionnel</b>		<b>- 547 580</b>



### 3 □ VENTILATION DE L'IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES

#### □ Intégration fiscale

La société, en tant que société mère, intègre fiscalement quatre filiales, Diffusion Plus, Emissaires, Data One et Nord sous Film. Dans le cadre de l'intégration fiscale, chaque filiale est redevable, à l'égard de la société mère, de l'impôt qu'elle aurait acquitté si elle avait été imposée séparément. A la clôture de l'exercice, la société mère n'a aucun engagement de reversement d'économies d'impôts à l'égard de ses filiales

#### □ Ventilation de l'impôt (en euros)

	RÉSULTAT COURANT	RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	RÉSULTAT TOTAL
Résultat avant impôt	3 153 314	- 547 579	2 605 735
Impôt de l'exercice	503 426	- 177 436	325 990
Résultat après impôt	2 649 888	- 370 143	2 279 745

#### □ Méthode employée :

Les corrections fiscales ont été reclassées selon leur nature en résultat courant et résultat exceptionnel.

	COURANT	EXCEPTIONNEL	TOTAL
Résultat	3 153 314	- 547 579	2 605 735
Déductions fiscales	- 1 842 558	- 3 004 199	- 4 846 757
Réintégrations fiscales	199 522	224 485	424 007
<b>Résultat fiscal</b>	<b>1 510 278</b>	<b>- 3 327 293</b>	<b>- 1 817 015</b>
Taux d'imposition	33,33%	33,33%	33,33%
<b>Montant impôt société</b>	<b>503 426</b>	<b>- 1 109 098</b>	<b>- 605 672</b>
IS intégration fiscale		931 662	931 662
<b>Charge d'impôt</b>	<b>503 426</b>	<b>- 177 436</b>	<b>325 990</b>

### V - ENGAGEMENTS

#### I □ Informations hors bilan

##### □ Sûretés réelles accordées sur autres emprunts

	CAPITAL RESTANT DÛ
<b>Nantissement des parts de la SCI Espace</b>	
Au profit de Natixis en garantie d'un emprunt de 600 000 euros	150 012
<b>Nantissement des actions de la SCI Les Spirées</b>	
Au profit du Crédit Agricole en garantie d'un emprunt de 300 000 euros	179 036
<b>Nantissement des parts de la SCI pour l'Europe</b>	
Au profit de la Société Générale en garantie d'un emprunt de 590 000 euros	371 149
Au profit de la Société Générale en garantie d'un emprunt de 473 000 euros	378 400
<b>TOTAL</b>	<b>1 078 597</b>

## 2 □ ENGAGEMENTS DE CRÉDIT

néant

## 3 □ AUTRES ENGAGEMENTS

Engagements donnés

Caution à CICOBAIL pour la durée du contrat de crédit-bail immobilier souscrit par la société Data One	2 709 985
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par Data One	7 314 902
Caution donnée à la Société Générale qui s'est engagée à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par Data One	300 000
Caution donnée à International Paper de garantir le règlement des achats de papier réalisés par Data One	400 000
Caution donnée au Crédit Agricole Normandie Seine qui s'est engagé à garantir au profit de Ditrimag le règlement des affranchissements réalisés par La Parisienne de Routage	350 000
Caution donnée au Crédit Agricole Normandie Seine qui s'est engagé à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par La Parisienne de Routage	239 000
Caution donnée au Crédit Agricole Normandie Seine qui s'est engagé à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par Regroup'Eure	700 000
Caution donnée au Crédit Industriel Normandie qui s'est engagé à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par Regroup'Eure	700 000
Caution donnée à la Société Générale qui s'est engagé à garantir au profit de La Poste le règlement des affranchissements réalisés par Regroup'Nord	600 000
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par la société Dinexis	16 867
Garanties données à des établissements financiers concernant des matériels utilisés par Fidback	83 683
<b>TOTAL</b>	<b>13 414 437</b>

Engagement de la société Groupe Diffusion Plus en cas de révocation de la fonction de Directeur Général délégué de M. Daniel FERRAND et de M. Philippe MISEREY ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, de leur allouer une indemnité, à titre de dommages et intérêts, égale à vingt quatre mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.

### Conseil d'administration du 9 août 2010 :

Engagement d'abandon de créance au profit de la société Regroup'Eure, sous réserve d'un retour à meilleure fortune de cette dernière, d'une partie des avances consenties à concurrence de 395 000 €

### □ Droit individuel à la formation (DIF)

Engagements en matière de droits individuels à la formation :

Droits acquis au titre du DIF : 1 264 heures

▣ Engagements reçus

Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Data One avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 30.04.00	502 677
Conseil d'Administration du 27.10.00	304 898
Conseil d'Administration du 27.04.01	434 480
Conseil d'Administration du 30.10.01	235 000
Conseil d'Administration du 24.04.02	145 000
Conseil d'Administration du 30.10.02	930 000
Conseil d'Administration du 27.04.03	1 275 000
Conseil d'Administration du 25.08.03	15 000
Conseil d'Administration du 31.10.03	2 220 000
Conseil d'Administration du 29.04.04	710 000
Conseil d'Administration du 30.04.05	1 025 000
Conseil d'Administration du 31.10.05	1 270 000
Conseil d'Administration du 29.04.06	350 000
Conseil d'Administration du 30.04.07	1 700 000
Conseil d'Administration du 31.10.07	1 020 000
Conseil d'Administration du 30.04.08 Retour à meilleure fortune	-134 592
Conseil d'Administration du 31.10.08 Retour à meilleure fortune	-1 350 750
Conseil d'Administration du 30.04.09 Retour à meilleure fortune	-600 000
Conseil d'Administration du 01.09.09 Retour à meilleure fortune	-15 672
Conseil d'Administration du 31.10.09 Retour à meilleure fortune	-1 088 104
Conseil d'Administration du 30.04.10 Retour à meilleure fortune	-1 900 000
Conseil d'Administration du 08.07.10 Retour à meilleure fortune	-16 095
<b>Montant net restant à recouvrer au 30.04.10</b>	<b>7 031 842</b>

Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Gocad Services avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 29.04.06	385 000
Conseil d'Administration du 31.10.06	255 000
Conseil d'Administration du 30.04.07	497 000
Conseil d'Administration du 31.10.07	615 000
Conseil d'Administration du 30.04.08	480 000
Conseil d'Administration du 31.10.08	480 000
Conseil d'Administration du 30.04.09	270 000
Conseil d'Administration du 31.10.09	420 000
Conseil d'Administration du 30.04.10	345 000
<b>Montant net restant à recouvrer au 30.04.10</b>	<b>3 747 000</b>

Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Nord sous Film avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 31.10.09	520 000
Conseil d'Administration du 30.04.10 Retour à meilleure fortune	-112 300
<b>Montant net restant à recouvrer au 30.04.10</b>	<b>407 700</b>

Engagement de récupération des abandons de créances consentis à Regroup'Eure avec retour à meilleure fortune lorsque la situation nette excède le capital social.

Conseil d'Administration du 30.09.09	1 654 402
Conseil d'Administration du 31.10.09	340 000
Conseil d'Administration du 15.12.09	7 889
<b>Montant net restant à recouvrer au 30.04.10</b>	<b>2 002 291</b>

## VI - RENSEIGNEMENTS DIVERS

### 1 □ Ventilation du chiffre d'affaires

	FRANCE	ÉTRANGER	TOTAL
Prestations administratives et commerciales	3 270 991	5 600	3 276 591
Vente de produits annexes	594 173		594 173
Produits locatifs immobiliers	1 109 835		1 109 835
Produits locatifs mobiliers	11 143		11 143
<b>TOTAL</b>	<b>4 986 142</b>	<b>5 600</b>	<b>4 991 742</b>

### 2 □ Rémunérations des organes de direction et d'administration

Organes de direction et d'administration (y compris cotisations de retraite article 83 payées par la société)	620 271
---	---------

### 3 □ Consolidation

La société Groupe Diffusion Plus, société mère, consolide dans ses comptes par intégration globale les sociétés Diffusion Plus, Emissaires, La Parisienne de Routage, Data One, Nord sous Film, Gocad Services, Fidback, Regroup'Eure, Regroup'Nord, SCI Espace, SCI pour l'Europe, SCI Les Spirées, SCI Provence et SCI de la Grosse Remise.

### 4 □ Engagements retraites

Les engagements en matière d'indemnités futures de départ en retraite sont partiellement couverts par la souscription d'un contrat d'assurance auprès du CIN, le complément fait l'objet d'une provision comptable à hauteur de 147 789 €.

## TABLEAU DES RÉSULTATS FINANCIERS DE LA SOCIÉTÉ

(Art. 133, 135 et 148 du décret sur les sociétés commerciales)

Au 30 avril	2006	2007	2008	2009	2010
<b>I □ SITUATION EN FIN D'EXERCICE</b>					
Capital social	2 019 600	2 019 600	2 019 600	2 019 600	1 820 940
Nombre d'actions émises	1 224 000	1 224 000	1 224 000	1 224 000	1 103 600
Nombre d'actions à créer					
<b>II □ RÉSULTAT GLOBAL DES OPÉRATIONS EFFECTUÉES</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	4 687 529	5 075 258	5 734 637	5 431 801	4 991 742
Bénéfice avant impôt, participation, amortissements et provisions	2 075 126	139 969	3 969 187	5 312 403	1 383 105
Impôt sur les bénéfices	-181 626	- 760 663	89 541	- 337 878	325 990
Participation des salariés					
Bénéfice après impôt, participation, amortissements et provisions	1 931 747	- 1 346 987	2 616 962	1 050 046	2 279 745
Montant des bénéfices distribués <i>(proposé par le Conseil d'Administration)</i>	1 468 800	734 400	1 224 000	1 224 000	( 917 512)
<b>III □ RÉSULTAT DES OPÉRATIONS RÉDUIT À UNE SEULE ACTION</b>					
Bénéfice après impôt et participation, mais avant amortissements et provisions	1,84	0,74	3,17	4,62	0,96
Bénéfice après impôt, participation, amortissements et provisions	1,58	- 1,10	2,14	0,86	2,07
Dividende versé à chaque action <i>(proposé par le Conseil d'Administration)</i>	1,20	0,60	1,00	1,00	(1,00)
<b>IV □ PERSONNEL</b>					
Nombre de salariés	10	13	16	15	15
Montant de la masse salariale	824 865	1 126 791	1 243 331	1 323 028	1 365 698
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux	364 513	512 580	579 678	613 549	659 800

## GROUPE DIFFUSION PLUS

Société anonyme au capital de 1.513.894,80 euros  
siège : Hameau de Caër - NORMANVILLE (Eure)  
Siret n° 333.500.346.00031 / code NAF 741 J

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 30 avril 2010

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 avril 2010 sur :

- ▣ le contrôle des comptes annuels de la société GROUPE DIFFUSION PLUS, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- ▣ la justification de nos appréciations,
- ▣ les vérifications et informations spécifiques prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### I ▣ OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à vérifier, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, les éléments justifiant des montants et informations figurant dans les comptes annuels. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis, les estimations significatives retenues et la présentation d'ensemble des comptes. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### 2 ▣ JUSTIFICATION DE NOS APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce, relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués ainsi que sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues.

Nous avons notamment examiné les modalités d'évaluation de l'ensemble des immobilisations et plus particulièrement des titres de participation et des comptes de créances rattachées à la clôture de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3 □ VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Concernant les informations fournies en application des dispositions de l'article L.225-102-1 du Code de commerce sur les rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux ainsi que sur les engagements consentis en leur faveur, nous avons vérifié leur concordance avec les comptes ou avec les données ayant servi à l'établissement de ces comptes et, le cas échéant, avec les éléments recueillis par votre société auprès des sociétés contrôlant votre société ou contrôlées par elle. Sur la base de ces travaux, nous attestons l'exactitude et la sincérité de ces informations.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle, et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote, vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,  
le 11 octobre 2010

Les commissaires aux comptes  
Cécile SOURGET  
SCOGEX  
20, rue de Verdun  
27000 EVREUX

Pascal THIBAUT  
MAZARS  
53, rue Louis Pasteur  
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

## GROUPE DIFFUSION PLUS

Société anonyme au capital de 1.513.894,80 euros  
siège : Hameau de Caër - NORMANVILLE (Eure)  
Siret n° 333.500.346.00031 / code NAF 741 J

### RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS REGLEMENTES

Exercice clos le 30 avril 2010

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

#### I □ CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE

En application de l'article L.225-40 du code de commerce, nous avons été avisés des conventions et engagements qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre conseil d'administration.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence éventuelle d'autres conventions ou engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions et engagements en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

La description des conventions et engagements autorisés au cours de l'exercice figure dans le tableau I.

#### 2 □ CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

Par ailleurs, en application du code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements figurant dans le tableau II, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

Les personnes concernées par ces conventions et engagements sont indiquées dans le tableau III du présent rapport.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,  
le 11 octobre 2010

Les commissaires aux comptes  
Cécile SOURGET  
SCOGEX  
20, rue de Verdun  
27000 EVREUX

Pascal THIBAUT  
MAZARS  
53, rue Louis Pasteur  
76135 MONT-SAINT-AIGNAN



TABLEAU I □ CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS CONCLUS AU COURS DE L'EXERCICE

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
REGROUP'EURE	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société REGROUP'EURE, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en deux points : □ refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%. □ 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par DIFFUSION PLUS. Date d'effet : 01.10.2009	01.10.09	+ 63.000
REGROUP'EURE	Abandons de créances correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant consentis par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au profit de la société REGROUP'EURE, avec clause de retour à meilleure fortune, lequel retour sera considéré comme constitué lorsque la situation nette comptable de la société sera redevenue positive à hauteur de 100.000 euros, étant précisé qu'en aucun cas le remboursement de ladite créance ne devra avoir pour conséquence de réduire cette situation nette comptable à un niveau inférieur à ladite somme de 100.000 € et que le retour à meilleure fortune ne devra pas avoir non plus comme conséquence, le cas échéant, de générer une perte nette comptable dans la société REGROUP'EURE.	09.10.09 31.10.09 31.10.09	-1.654.402 - 340.000 - 7.889
REGROUP'NORD	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société REGROUP'NORD, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en deux points : □ refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%. □ 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par DIFFUSION PLUS. Date d'effet : 01.10.2009	01.10.09	+ 13.000
REGROUP'NORD	Confirmation de la nature et des conditions dans lesquelles certaines conventions Inter-Groupe au profit de la société Regroup'Nord seront considérées comme des conventions courantes conclues à des conditions normales (transactions sur immobilisations, services financiers...).	01.10.09	
REGROUP'EURE	Confirmation de la nature et des conditions dans lesquelles certaines conventions Inter-Groupe au profit de la société Regroup'Eure seront considérées comme des conventions courantes conclues à des conditions normales (transactions sur immobilisations, services financiers...).	01.10.09	
MAILTEC DIFFUSION SL	Retrait de la société MAILTEC DIFFUSION SL du contrat commercial et administratif conclu avec GROUPE DIFFUSION PLUS le 18.06.1998 pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société MAILTEC DIFFUSION SL, ainsi que l'organisation administrative et financière. Date d'effet : 01.07.2009	01.10.09	

TABLEAU I (BIS) □ CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS AUTORISÉS AU COURS DE L'EXERCICE

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
GOCAD SERVICES	Abandons de créances correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant consentis par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au profit de la société GOCAD SERVICES, avec clause de retour à meilleure fortune, lequel retour sera considéré comme constitué lorsque la situation nette comptable de la société sera redevenue positive à hauteur de 120.000 euros, étant précisé qu'en aucun cas le remboursement de ladite créance ne devra avoir pour conséquence de réduire cette situation nette comptable à un niveau inférieur à ladite somme de 120.000 € et que le retour à meilleure fortune ne devra pas avoir non plus comme conséquence, le cas échéant, de générer une perte nette comptable dans la société GOCAD SERVICES.	31.10.09 30.04.10	- 420.000 - 345.000
NORD SOUS FILM	Abandon de créances consenti par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au profit de la société NORD SOUS FILM correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant, avec clause de retour à meilleure fortune, lequel retour sera considéré comme constitué lorsque la situation nette comptable de la société sera redevenue positive à hauteur de 160.000 euros, étant précisé qu'en aucun cas le remboursement de ladite créance ne devra avoir pour conséquence de réduire cette situation nette comptable à un niveau inférieur à ladite somme de 160.000 € et que le retour à meilleure fortune ne devra pas avoir non plus comme conséquence, le cas échéant, de générer une perte nette comptable dans la société NORD SOUS FILM.	31.10.09	- 520.000
NORD SOUS FILM	Remboursements partiels d'abandon de créances par la société NORD SOUS FILM au profit de la société GROUPE DIFFUSION PLUS correspondant à l'application de la clause de retour à meilleure fortune.	30.04.10	+ 112.300
DATA ONE	Remboursements partiels d'abandon de créances par la société DATA ONE au profit de la société GROUPE DIFFUSION PLUS correspondant à l'application de la clause de retour à meilleure fortune.	31.10.09 30.04.10	+ 1.088.104 + 1.916.095
SCI POUR L'EUROPE	Résiliation anticipée du bail à construction au plus tard le 31 août 2011, sous conditions suspensives de la réalisation effective et définitive de la cession par la SCI POUR L'EUROPE de l'ensemble immobilier au profit de Monsieur Foresto, moyennant une indemnité par la SCI POUR L'EUROPE au profit de GROUPE DIFFUSION PLUS, d'une indemnité égale au montant des loyers qui aurait dû être versé par la société DINEXIS à cette dernière, entre la date de résiliation du bail commercial et celle du bail à construction, sur la base du dernier loyer versé par la société DINEXIS et déduction faite du loyer dû par la société GROUPE DIFFUSION PLUS à la SCI POUR L'EUROPE jusqu'à l'échéance conventionnelle initiale du bail à construction.	07.09.09	

TABLEAU II □ CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVES AU COURS D'EXERCICES ANTERIEURS DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
SCI LES SPIRÉES	Bail à construction : 24 ans à compter du 16.04.87, loyer annuel hors taxes de 6.098 euros, révisable le 30 juin de chaque année en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE (Indice de base 3e trimestre 1986 : 861 points).	04.04.87	- 11.080
SCI POUR L'EUROPE	Bail à construction : 24 ans à compter du 01.06.88, loyer annuel hors taxes de 10 671 euros, révisable le 30 juin de chaque année en fonction de la variation de l'indice du coût de la construction publié par l'INSEE (Indice de base 4e trimestre 1987 : 890 points).	28.04.88	- 17.641
DIFFUSION PLUS	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société DIFFUSION PLUS, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en deux points : □ refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%. □ 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par DIFFUSION PLUS. Date d'effet : 01.05.97	04.05.97	+ 1.262.000
EMISSAIRES	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société EMISSAIRES, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en deux points : □ refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%. □ 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par EMISSAIRES. Date d'effet : 01.05.97	04.05.97	+ 124.000
LA PARISIENNE DE ROUTAGE	Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société LA PARISIENNE DE ROUTAGE, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en deux points : □ refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%. □ 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par LA PARISIENNE DE ROUTAGE. Date d'effet : 01.05.97	04.05.97	+ 105.000

TABLEAU II (BIS) □ CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
MAILTEC DIFUSION	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société MAILTEC DIFUSION, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en deux points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>□ refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%.</li> <li>□ 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par MAILTEC DIFUSION.</li> </ul> <p>Date d'effet : 01.07.98</p>	18.06.98	+ 5.600
DATA ONE	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société VARIDIFF, qui est devenue la société DATA ONE, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en deux points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>□ refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%.</li> <li>□ 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par DATA ONE</li> </ul> <p>Date d'effet : 01.04.99</p>	15.02.99	+ 1.007.000
NORD SOUS FILM	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société NORD SOUS FILM, ainsi que l'organisation administrative et financière. Rémunération en deux points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>□ refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%.</li> <li>□ 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par NORD SOUS FILM.</li> </ul> <p>Date d'effet : 01.08.02</p>	14.10.02	

TABLEAU II (TER) □ CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
GOCAD SERVICES	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société GOCAD SERVICES (nouvelle dénomination de FIDBACK CRM SERVICES), ainsi que l'organisation administrative et financière.</p> <p>Rémunération en deux points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>□ refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%.</li> <li>□ 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par GOCAD SERVICES.</li> </ul> <p>Date d'effet : 03.01.05</p>	03.01.05	+ 317.000
FIDBACK	<p>Conclusion d'un contrat commercial et administratif par GROUPE DIFFUSION PLUS pour la prise en charge de la promotion et du développement commercial de la société FIDBACK, ainsi que l'organisation administrative et financière.</p> <p>Rémunération en deux points :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>□ refacturation des frais supportés par GROUPE DIFFUSION PLUS, augmentés d'une marge de 25%.</li> <li>□ 0,5% du chiffre d'affaires hors taxes réalisé par FIDBACK.</li> </ul> <p>Date d'effet : 01.03.08</p>	01.03.08	+ 86.000
Daniel FERRAND Et Philippe MISEREY	<p>Engagement de la société GROUPE DIFFUSION PLUS, en cas de révocation de la fonction de directeur général de M. Daniel FERRAND et de M. Philippe MISEREY ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, de leur allouer une indemnité, à titre de dommages et intérêts, égale à vingt quatre (24) mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.</p>	17.12.01	Néant

TABLEAU II (QUATER) □ CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS APPROUVÉS AU COURS D'EXERCICES ANTÉRIEURS DONT L'EXÉCUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE

SOCIÉTÉS OU ADMINISTRATEURS CONCERNÉS	NATURE, OBJET, MODALITÉS DES CONVENTIONS	DATE	PRODUITS, CHARGES COMPTABILISÉS
GOCAD SERVICES	Abandons de créances correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au profit de la société GOCAD SERVICES, avec clause de retour à meilleure fortune :	29.04.06	- 385.000
		31.10.06	- 255.000
		30.04.07	- 497.000
		31.10.07	- 615.000
		30.04.08	- 480.000
		31.10.08	- 480.000
		30.04.09	- 270.000
DATA ONE	Abandons de créances correspondant à des avances consenties sous forme de compte courant par la société GROUPE DIFFUSION PLUS au profit de la société DATA ONE, avec clause de retour à meilleure fortune :	30.04.00	- 502.677
		27.10.00	- 304.898
		27.04.01	- 434.480
		30.10.01	- 235.000
		24.04.02	- 145.000
		30.10.02	- 930.000
		27.04.03	- 1.275.000
		25.08.03	- 15.000
		30.10.03	- 2.220.000
		29.04.04	- 710.000
		30.04.05	- 1.025.000
		31.10.05	- 1.270.000
		29.04.06	- 350.000
		30.04.07	- 1.700.000
31.10.07	- 1.020.000		
DATA ONE	Remboursements partiels d'abandons de créances par la société DATA ONE au profit de la société GROUPE DIFFUSION PLUS correspondant à l'application de la clause de retour à meilleure fortune :	30.04.08	+ 132.592
		31.10.08	+ 1.350.750
		30.04.09	+ 600.000
		01.09.09	+ 15.672

TABLEAU III □ PERSONNES CONCERNÉES PAR LES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS

SOCIÉTÉ	ADMINISTRATEUR CONCERNÉ ET FONCTION OCCUPÉE		
	WILLIAM MÉRIEL	PHILIPPE MISEREY	DANIEL FERRAND
DIFFUSION PLUS	Président	Directeur général	Directeur général
EMISSAIRES	Président	Directeur général	Directeur général
LA PARISIENNE DE ROUTAGE	Président	Directeur général	
DATA ONE	Gérant		
NORD SOUS FILM	Président	Directeur général	Directeur général
MAILTEC DIFUSION	Administrateur unique		
SCI LES SPIREES	Gérant		
SCI POUR L'EUROPE	Gérant		
GOCAD SERVICES	Président		
FIDBACK	Président		
REGROUP'EURE	Président		
REGROUP'NORD	Président		



# RAPPORTS et INFORMATIONS

- 89 □ RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
- 90 □ RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTRÔLE INTERNE
- 95 □ RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LE RAPPORT DU PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
- 96 □ RAPPORT SUR LA RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL PAR ANNULATION DES ACTIONS ACQUISES
- 97 □ RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA RÉDUCTION DU CAPITAL
- 98 □ DESCRIPTIF DU PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS
- 99 □ RAPPORT RELATIF AUX OPÉRATIONS SUR TITRES DES DIRIGEANTS - LISTE DES INFORMATIONS PUBLIÉES
- 100 □ INFORMATIONS RELATIVES AUX OPA





## IDENTITÉ

Dénomination sociale : SA GROUPE DIFFUSION PLUS

Siège social : RN 154 - 27930 NORMANVILLE

Forme juridique : société anonyme

RCS : Evreux B 333 500 346

Code APE : 7010 Z

## OBJET SOCIAL

La société a pour objet :

- Toutes les opérations industrielles, commerciales, financières, immobilières et mobilières se rapportant à la mise sous enveloppe et sous film rétractable ou non, au pliage, assemblage, encartage, travaux manuels et colisage, timbrage et routage suivant la réglementation postale, routage, massicotage de tous documents et la gestion de fichiers ainsi qu'à l'étude, la conception, l'impression et la fabrication de tous supports de diffusion et de conditionnements,
- La création, l'acquisition, la location, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements se rapportant aux activités spécifiées; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités ; la participation directe ou indirecte de la société dans toutes opérations ou entreprises pouvant se rattacher à l'objet social et toutes opérations contribuant à la réalisation de cet objet,
- La prise de participation dans toutes sociétés civiles ou commerciales, la constitution de tous portefeuilles de valeurs de bourse, l'administration, la gestion et la mise en valeur de biens ainsi acquis ou constitués,
- La propriété, l'administration et l'exploitation de tous immeubles, de tous biens et droits immobiliers quelconques.

## DURÉE DE LA SOCIÉTÉ

99 ans à compter de l'immatriculation au RCS, soit jusqu'au 02.10.2084.

## EXERCICE SOCIAL

Du 1<sup>er</sup> mai au 30 avril.

## CAPITAL SOCIAL

- Montant : 1.513.894,80 euros
- Nombre d'actions : 917.512
- Nominal des actions : 1,65 euros
- Forme des actions : nominative ou au porteur
- L'assemblée générale extraordinaire du 27 septembre 1994 a introduit dans les statuts un droit de vote double qui s'applique à toute action détenue nominativement par un même actionnaire pendant au moins quatre ans.

## RAPPORT DU PRÉSIDENT SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE ET LE CONTRÔLE INTERNE EXERCICE 2009-2010

### I □ INTRODUCTION

Le présent rapport est établi conformément aux dispositions de l'article L.225.37 du Code de Commerce.

Il vous expose les conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration durant l'exercice 2009-2010 et vous informe des procédures de contrôle interne mises en place dans notre société.

Par ailleurs, conformément à l'article L.225.235, les commissaires aux comptes présentent, dans un rapport joint, leurs observations pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière de la société.

### II □ RÉMUNERATION ET AVANTAGES ACCORDÉS AUX MANDATAIRES SOCIAUX

Les rémunérations et avantages accordés aux mandataires sociaux se décomposent de la manière suivante :

#### □ rémunération fixe

Compte tenu de l'ancienneté des mandataires sociaux (plus de 20 ans) la rémunération fixe résulte de l'évolution du groupe depuis leur prise de fonction ;

#### □ rémunération variable

Une prime de bilan est octroyée, directement calculée à partir du résultat opérationnel consolidé et du résultat d'exploitation de certaines filiales. Elle est calculée à la clôture ;

#### □ avantages en nature

Concerne l'utilisation de véhicules de fonction en application des règles fiscales et sociales ainsi que les primes d'assurance chômage des dirigeants d'entreprises ;

#### □ stocks options

Il n'a jamais été mis en place de tel plan ;

#### □ autres

Les mandataires sociaux ont les mêmes avantages et aux mêmes conditions que l'ensemble des cadres de la société (retraite complémentaire ART-83 - mutuelle et prévoyances indemnités de départ à la retraite) ;

Les Directeurs Généraux Délégués bénéficient, en cas de révocation de fonction ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, d'une indemnité à titre de dommages et intérêts égale à 24 mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux ;

Les mandataires sociaux ne bénéficient pas d'un contrat de travail.

MERIEL William Président Directeur Général	exercice 2008-2009		exercice 2009-2010	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
rémunération fixe	190 800	190 800	190 800	190 800
rémunération variable				
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence				
avantages en nature	117	117	3 796	3 796
ART 83	9 414	9 414	9 635	9 635
mutuelle et prévoyance	5 059	5 059	3 854	3 854
<b>TOTAL</b>	<b>205 390</b>	<b>205 390</b>	<b>208 085</b>	<b>208 085</b>

FERRAND Daniel Directeur général délégué	exercice 2008-2009		exercice 2009-2010	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
rémunération fixe	164 963	164 963	164 963	164 963
rémunération variable	20 043	5 735	19 401	20 043
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence				
avantages en nature	5 580	5 580	5 580	5 580
ART 83	9 414	9 414	9 635	9 635
mutuelle et prévoyance	4 920	4 920	3 854	3 854
<b>TOTAL</b>	<b>204 920</b>	<b>190 612</b>	<b>203 433</b>	<b>204 075</b>

MISEREY Philippe Directeur général délégué	exercice 2008-2009		exercice 2009-2010	
	Montants dus	Montants versés	Montants dus	Montants versés
rémunération fixe	164 963	164 963	164 963	164 963
rémunération variable	19 926	3 088	17 293	19 926
rémunération exceptionnelle				
jetons de présence				
avantages en nature	8 711	8 711	9 733	9 733
ART 83	9 414	9 414	9 635	9 635
mutuelle et prévoyance	4 912	4 912	3 854	3 854
<b>TOTAL</b>	<b>207 926</b>	<b>191 088</b>	<b>205 478</b>	<b>208 111</b>

### III □ TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil d'administration est composé de trois administrateurs :

- Monsieur William MERIEL - Président du conseil d'administration et Directeur général
- Madame Mauricette MERIEL
- Monsieur Philippe MISEREY - Directeur général délégué

Monsieur Daniel FERRAND, Directeur général délégué (non administrateur) est invité régulièrement à participer aux réunions du conseil d'administration.

Le conseil d'administration s'est réuni très régulièrement au cours de l'exercice.

La totalité des décisions du conseil d'administration a été adoptée à l'unanimité.

Le conseil d'administration n'a apporté aucune limitation aux pouvoirs du Directeur Général.

Les administrateurs ne bénéficient pas de jetons de présence.

Compte tenu de la composition du conseil d'administration, nous n'appliquons pas le code de gouvernance AFEP/MEDEF.

### IV □ LE COMITÉ DE DIRECTION

Le comité de direction est composé du Président Directeur Général, des Directeurs Généraux Délégués de la société mère ainsi que des responsables des principales filiales.

Il se réunit une fois par mois sauf au mois d'août.

Il arrête les budgets de chaque société du groupe. Il examine les comptes mensuels de chaque société et analyse les écarts entre les prévisions et les réalisations.

Tous les sujets sont abordés par ce comité et plus particulièrement la synergie entre les sociétés.

Organe de contrôle du groupe, il exerce également un rôle important dans l'élaboration de la stratégie

## V □ LE CONTRÔLE DE GESTION

Le service du contrôle de gestion, intégré dans la société mère a pour mission :

- D'élaborer avec les directions opérationnelles les budgets des sociétés filiales, de les consolider et d'assurer la cohérence des informations.
- D'assister le management opérationnel dans le suivi de l'exécution du budget.
- De contrôler la réalisation du budget d'investissements.
- De fournir au comité de direction une synthèse de ses travaux.
- De réaliser toute étude ponctuelle.
- De proposer des actions en vue de l'optimisation des coûts.

## VI □ LES CONSEILS EXTÉRIEURS

Compte tenu de la taille et des besoins du GROUPE un certain nombre de fonctions sont externalisées :

- Juridique.
- Fiscale- contentieux.

## VII □ LE CONTRÔLE EXTERNE

L'organisation interne est complétée par l'intervention des commissaires aux comptes, qui contrôlent les comptes sociaux et les comptes consolidés semestriels et annuels du GROUPE..

## VIII □ LES PROCÉDURES DE CONTRÔLE RELATIVES À LA FIABILITE DES INFORMATIONS FINANCIÈRES

### 8.1 □ Principes et normes comptables du GROUPE

#### 8.1.1 □ Comptes sociaux

Les conventions générales comptables appliquées sont conformes aux principes généraux d'établissement et de présentation des comptes annuels définis par le code de commerce et le règlement 99-03 du comité de la réglementation comptable.

#### 8.1.2 □ Comptes consolidés

Les comptes consolidés publiés pour l'exercice 2009-2010 sont établis en conformité avec les normes comptables internationales IFRS.

Les règles de comptabilisation et d'évaluation des normes IFRS ont été appliquées avec effet rétroactif au 1<sup>er</sup> mai 2004.

Toutes les sociétés consolidées clôturent leurs comptes à la même date.

### 8.2 □ Procédures d'établissement et de contrôle des comptes

Les sociétés du GROUPE utilisent le logiciel SAP, qui permet d'atteindre un meilleur niveau de sécurité dans les procédures internes des cycles de ventes, d'achats, de trésorerie et de gestion du personnel.

Le domaine commercial et la facturation fonctionne désormais en intégration dans SAP via le module des ventes pour les principales sociétés du GROUPE.

Les comptes consolidés sont établis à partir des données saisies localement dans chaque entité conformément aux normes du GROUPE.

Les données locales incluant un bilan, un compte de résultat et une annexe sont établies selon un plan de compte unique.

Les données des filiales sont vérifiées par les services comptables et par le contrôle de gestion du GROUPE.

## IX □ RISQUES

### 9.1 Risques inhérents à l'activité

#### □ Cyclicité de l'activité

Le marché du courrier de gestion est assez régulier par contre le marché de la publicité adressée est plus saisonnier.

En principe, les mois de forte activité sont janvier, septembre, octobre et décembre et représentent pour chacun environ 10 % de l'activité annuelle.

Les mois de moyenne activité sont février, mars, août et novembre qui représentent 8 à 9 % de l'activité.

Les mois de faible activité sont avril, mai et juin et représentent 7 à 8 % de l'activité.

Le mois très faible est juillet dont l'activité ne représente que 4 à 5 % de l'activité annuelle.

#### □ Risque de concurrence

L'activité sur le marché de la gestion est fortement capitalistique. Elle nécessite des investissements importants en matière de matériels d'impression, de conditionnement et d'informatique.

De ce fait, depuis plusieurs années, les créations d'entreprises sont quasiment inexistantes.

Par contre, une consolidation du secteur s'est opérée principalement par La Poste au travers du holding Sofipost et plus accessoirement par les fabricants de matériels (Pitney-OCE).

L'activité sur le marché du marketing direct est également capitalistique mais dans une moindre mesure et peut être une activité accessoire pour des imprimeurs nationaux et locaux.

Les perspectives du marché n'ont pas permis, récemment, la création d'entreprises nouvelles significatives.

La Poste compte tenu de sa maîtrise de la distribution du courrier, en l'absence de solutions alternatives, devrait devenir un concurrent très sérieux.

#### □ Risque réglementaire

A part la libération du marché postal au 1er janvier 2011, il n'existe pas de risques particuliers à notre profession. Toutefois, les difficultés de concurrencer La Poste et sa capacité à conserver une part de marché importante constituent les éléments pour un changement mesuré. Cette ouverture à la concurrence ne nous permet pas d'identifier précisément, à ce jour, les risques pour notre groupe.

L'application de la TVA sur les affranchissements pourrait entraîner une modification du marché au niveau des sociétés non assujetties (banques, assurances...) mais celle-ci semble lointaine.

#### □ Risque environnemental

Notre activité par elle-même a peu d'impact sur l'environnement.

Par contre, elle est très utilisatrice de papier.

Depuis quelques années, une campagne est organisée par les sociétés du net et les grands donneurs d'ordre en matière de documents de gestion en faveur d'une communication par internet de factures ou de relevés de comptes.

#### □ Risque lié aux fournisseurs et aux sous-traitants

A notre connaissance, nous ne sommes pas soumis à de tels risques dans la mesure où les fournisseurs sont multiples et que la grande majorité de la sous-traitance concerne des activités que nous maîtrisons en interne, la sous-traitance étant utilisée en période de pointe.

Toutefois l'arrêt soudain des activités d'un fournisseur de matériel pourrait être préjudiciable. Il semble que cette éventualité soit peu probable dans la mesure où ce sont des entreprises importantes (Kodak, IBM, OCE, Xerox...) et dont les activités seraient probablement reprises par un concurrent, (exemple OCE repris par Canon) ) ou par des fonds (Bowe System repris par Axentum Capital AG et BUHRS repris par Solo Capital NV et Value 8 NV).

### 9.2 Risques propres au groupe

#### □ Risques de taux

La trésorerie et les emprunts ne sont pas couverts contre les risques de taux.

Concernant les emprunts au 30.04.10, nous avons 3,04M€ d'en-cours indexés sur des taux variables.

□ **Risques pays**

L'activité du Groupe est presque exclusivement exercée en France et n'est donc pas exposée à un tel risque.

□ **Risques de change :**

La totalité du chiffre d'affaires et des achats est libellé en euros.

□ **Risques de crédit et de contrepartie :**

Les crédits bancaires contractés par le Groupe ne comportent aucun covenant.

La trésorerie est placée auprès d'établissements bancaires de premier plan sur des produits monétaires.

□ **Risques clients**

Le chiffre d'affaires réalisé avec le premier client du Groupe représente 9,4 % du chiffre d'affaires consolidé. Les dix premiers clients représentent 31,6 %.

□ **Risques juridiques**

Le Groupe n'est pas engagé dans un litige susceptible d'avoir une incidence significative négative sur sa situation financière.

□ **Risques de liquidités**

Au 30.04.10, les emprunts et dettes financières s'élèvent à 17,7 M€ dont 17,1 M€ d'emprunts auprès des établissements de crédit (y compris 0,59 M€ de découvert bancaire).

Les emprunts ont été contractés auprès de plusieurs établissements financiers selon des modalités tout à fait classiques en pareille matière et sans covenant.

Sur l'ensemble de cette dette, l'annuité à moins d'un an est de 6,9M€ (dont 0,59 M€ de découvert bancaire).

Le Groupe ne mobilise pas son poste clients.

Au 30.04.10, la trésorerie s'élève à 11,5 M€.

La marge brute d'autofinancement est de 9,13 M€. Elle n'était que de 1,9 M€ au premier semestre.

Au premier semestre la variation des impôts différés actifs liée à l'arrivée à échéance du crédit bail immobilier des locaux de Saint Aubin sur Gaillon était d'environ 1,9 M€ et l'impact sur le résultat net d'environ 0,7 M€

□ **Risques sur actions**

Le Groupe ne place ses liquidités qu'en souscrivant, en fonction de la trésorerie, des parts d'OPCVM monétaires. Par conséquent, le risque lié à l'évolution des marchés financiers est limité.

Les actions propres détenues par le Groupe sont enregistrées, à la souscription, en diminution des capitaux propres dans les comptes consolidés.

Une variation des cours n'aura donc aucune influence sur les capitaux propres consolidés du Groupe.

### 9.3 Assurances

Chaque société du Groupe bénéficie d'un contrat d'assurances distinct souscrit auprès de la compagnie Allianz.

Les contrats d'assurances portent principalement sur les risques suivants :

- multirisques (matériels, marchandises, bâtiments),
- responsabilité civile exploitation,
- responsabilité civile professionnelle,
- perte d'exploitation,
- responsabilité des dirigeants,
- déplacements professionnels et automobiles.

Fait à Normanville, le 22 septembre 2010

William Mériel,

Président du conseil d'administration

## GROUPE DIFFUSION PLUS

Siège Social : RN 154 27930 CAER NORMANVILLE  
Société Anonyme au capital de 1.513.894,80 €  
N° Siren : 333500346

Rapport des commissaires aux comptes établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société GROUPE DIFFUSION PLUS pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Exercice clos le 30 avril 2010

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société GROUPE DIFFUSION PLUS et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le Président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 30/04/2010. Il appartient au Président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L. 225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

### Informations concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président.

Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du Président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du Président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du Président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

### Autres informations :

Nous attestons que le rapport du Président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux, le 11 octobre 2010

Les commissaires aux comptes

Pascal THIBAUT  
MAZARS

53, rue Louis Pasteur - 76135 MONT-SAINT-AIGNAN

Cécile SOURGET  
SCOGEX

20, rue de Verdun - 27000 EVREUX



## RAPPORT SUR LA RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL PAR ANNULATION DES ACTIONS ACQUISES

L'Assemblée Générale du 15.10.08 a donné au Conseil d'Administration le pouvoir de réduire le capital social de la société dans la limite de 10 % du capital et, ce, jusqu'au 14.10.10. Cette autorisation a été utilisée le 04.11.09 et a conduit à l'annulation de 120.400 actions représentant 9,84 % du capital.

Une nouvelle autorisation est demandée à l'assemblée générale du 27.10.10.

Afin d'améliorer la rentabilité des fonds propres et le résultat net par action, il est demandé à la présente assemblée d'autoriser, pour une durée de 24 mois, de réduire le capital social par annulation de tout ou partie des actions acquises par la société, elle-même, en application de l'article L.225-209 du Code de Commerce. Le conseil d'administration aurait donc la possibilité de procéder à la réduction de capital dans la limite de 10 % de son montant jusqu'au 26.10.12.

Fait à Normanville, le 22 septembre 2010  
Le conseil d'administration

## RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LA RÉDUCTION DU CAPITAL PAR ANNULATION D' ACTIONS PROPOSÉE A L' ASSEMBLÉE GÉNÉRALE MIXTE DU 27 OCTOBRE 2010

Mesdames, Messieurs les actionnaires,

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Groupe Diffusion Plus et en exécution de la mission prévue à l'article L.225-209, al.4 du code de commerce en cas de réduction du capital par annulation d'actions achetées, nous avons établi le présent rapport destiné à vous faire connaître notre appréciation sur les causes et conditions de la réduction de capital envisagée.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France. Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences conduisant à examiner si les causes et conditions de la réduction du capital envisagée sont régulières.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de l'achat par votre société, dans la limite de 5% de son capital, de ses propres actions, dans les conditions prévues à l'article L.225-209, al.4 du code de commerce. Cette autorisation d'achat est proposée par ailleurs à l'approbation de votre assemblée générale et serait donnée pour une période de 18 mois.

Votre conseil vous demande de lui déléguer, pour une période de 24 mois, au titre de la mise en œuvre de l'autorisation d'achat par votre société de ses actions propres, tous pouvoirs pour annuler, dans la limite de 10% de son capital, par période de 24 mois, les actions ainsi achetées.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur les causes et conditions de la réduction du capital envisagée, étant rappelé que celle-ci, ne peut être réalisée que dans la mesure où votre assemblée approuve au préalable l'opération d'achat, par votre société, de ses propres actions.

Fait à Mont Saint Aignan et à Evreux,  
le 11 octobre 2010

Les commissaires aux comptes  
Cécile SOURGET  
SCOGEX  
20, rue de Verdun  
27000 EVREUX

Pascal THIBAUT  
MAZARS  
53, rue Louis Pasteur  
76135 MONT-SAINT-AIGNAN

## DESCRIPTIF DU PROGRAMME DE RACHAT D'ACTIONS SOUMIS A L'AUTORISATION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 27.10.10

(article 241-2 du règlement général de l'AMF)

L'objectif est d'annuler les 906 actions auto-détenues au 31.08.10.

Il est demandé à la présente assemblée de reconduire l'autorisation d'acquérir des actions dans les conditions suivantes :

□ prix maximal d'achat par action : 35 Euros (hors frais d'acquisition),

le nombre d'actions que la société pourra acquérir ne pourra excéder 5 % du nombre d'actions composant le capital social soit 45.875 actions. L'acquisition de ces titres représenterait ainsi un montant maximal théorique de 1.605.625 euros sur la base d'un prix maximal de 35 euros par action,

la présente autorisation a pour objet l'annulation de ces actions.

Cette autorisation est demandée pour une durée de 18 mois à compter du jour de l'assemblée générale du 27.10.10.

En cas d'opérations sur le capital de la société et plus particulièrement en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement de titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital à ce jour avant l'opération et le nombre de ces titres après la ou les opérations.

Les actions pourront, à tout moment dans les limites de la réglementation en vigueur, être acquises que ce soit sur le marché, ou hors marché, par tous moyens et, notamment, par transactions de blocs.

La part du programme de rachat pouvant être effectuée par transactions de blocs n'est pas limitée.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment, y compris en période d'offre publique dans le respect de la réglementation en vigueur.

Cette autorisation est donnée à compter de la présente assemblée générale pour une période maximale de dix huit mois, expirant en conséquence le 26 avril 2012 et annule la précédente autorisation.

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi pour mettre en œuvre cette autorisation et notamment pour passer tout ordre de bourse, signer tout acte d'achat de cession d'échange ou de transfert, conclure tout accord, effectuer toutes déclarations auprès de l'autorité des marchés financiers et tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

Fait à Normanville, le 22 septembre 2010

Le conseil d'administration

## RAPPORT RELATIF AUX OPÉRATIONS SUR TITRES DES DIRIGEANTS

Au cours de l'année civile 2009 les opérations suivantes ont été réalisées :

□ Dirigeant concerné : Philippe MISEREY Directeur Général Délégué.

Date	Achat/vente	Cours (euros)	Quantités	Montant (euros)
14.09	achat	17,20	1 120	19 264,00
23.09	achat	18,00	250	4 500,00
06.11	achat	16,48	100	1 648,00
09.11	achat	16,47	336	5 533,92

## LISTE DES INFORMATIONS PUBLIÉES OU RENDUES PUBLIQUES AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS ÉTABLIE EN APPLICATION DE L'ARTICLE L. 451-I-1 DU CODE MONÉTAIRE ET FINANCIER ET DE L'ARTICLE L. 221-I-1 DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'AMF

Nature des informations	Date de publication	Référence des publications ou Diffusion
Avis de convocation à l'assemblée générale du 27.10.10	20.09.10	BALO - Wire Reginfo - Site de l'émetteur
Chiffre d'affaires du 1 <sup>er</sup> trimestre exercice 2009.2010	15.09.10	Wire Reginfo - Site de l'émetteur - La Tribune
Chiffre d'affaires annuel - exercice 2009.2010	14.06.10	Wire Reginfo - Site de l'émetteur - La Tribune
Droits de vote	04.06.10	Wire Reginfo - Site de l'émetteur - BALO
Résultat OPRA	18.05.10	Wire Reginfo - Site de l'émetteur
OPRA approuvée par l'AGE du 09.04.10	12.04.10	BALO - Wire Reginfo - Site de l'émetteur - La Tribune
Informations relatives à la société (OPRA)	12.04.10	Wire Reginfo - Site de l'émetteur
Visa AMF-OPRA	24.03.10	Wire les échos - Site de l'émetteur - La Tribune
Note d'opération OPRA	23.03.10	Wire Reginfo - Site de l'émetteur
Chiffre d'affaires du 3 <sup>er</sup> trimestre - exercice 2009.2010	11.03.10	Wire Reginfo - Site de l'émetteur - La Tribune
Avis de convocation AGE-OPRA	05.03.10	BALO - Wire Reginfo - Site de l'émetteur
Projet de note d'information OPRA	03.03.10	Wire Reginfo - Site de l'émetteur
Rapport financier semestriel	18.02.10	Wire les échos - Site de l'émetteur
Résultats 1 <sup>er</sup> semestre - exercice 2009.2010	17.02.10	Wire Reginfo - Site de l'émetteur - La Tribune - Le Revenu
Bilan annuel contrat de liquidité 2009	13.01.10	Wire Reginfo - AMF
Chiffre d'affaires 1 <sup>er</sup> semestre - exercice 2009.2010	15.12.09	Wire Reginfo - Site de l'émetteur - La Tribune
Annulation d'actions autodétenues	04.11.09	Wire Reginfo - Site de l'émetteur
Comptes annuels - exercice 2008.2009	18.10.09	BALO - Wire Reginfo - Site de l'émetteur
Résultats exercice 2008.2009	07.10.09	Wire Reginfo - Site de l'émetteur - La Tribune - Le Revenu
Avis de convocation AG du 20.10.09	18.09.09	BALO - Site de l'émetteur

□ STRUCTURE DU CAPITAL AU 01.07.10

	Nombre de titres	%	Droits de vote	%
Mériel William	674 736	73,54	1 149 336	74,16
Ferrand Daniel	186 033	20,28	345.183	22,27
Miserey Philippe	2.991	0,33	2.993	0,19
Mériel Mauricette	240	0,02	480	0,03
Autocontrôle	906	0,09		
Contrat de liquidité	827	0,10		
Financière de l'échiquier	40.350	4,40	40.350	2,60
Divers public	11.429	1,24	11.434	0,75
	<b>917.512</b>	<b>100</b>	<b>1.549.776</b>	<b>100</b>

**Restrictions statutaires à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions ou les clauses des conventions portées à la connaissance de la société en application de l'article L233-11 :**  
Sans objet.

**Participations directes ou indirectes dans le capital de la société dont elle a connaissance en vertu des articles L 233-7 et L 233-12 :**

La société n'est pas contrôlée directement ou indirectement par une société par actions.

**Liste des détenteurs de tout titre comportant des droits de contrôle spéciaux et description (au 01.07.10) :**

L'assemblée générale extraordinaire du 27 septembre 1994 a introduit dans les statuts un droit de vote double qui s'applique à toute action détenue nominativement par un même actionnaire pendant au moins quatre ans. Les actionnaires concernés sont les suivants :

Mériel William	474 600 actions
Ferrand Daniel	159 150 actions
Miserey Philippe	2 actions
Mériel Mauricette	240 actions
Oddo Asset Management	5 actions

**Mécanismes de contrôle prévus dans un éventuel système d'actionnariat de personnel, quand les droits de contrôle ne sont pas exercés par ce dernier :**

Sans objet.

**Accords entre actionnaires dont la société a connaissance et qui peuvent entraîner des restrictions au transfert d'actions et à l'exercice des droits de vote :**

Aucun accord de ce type n'existe à notre connaissance.

**Règles applicables à la nomination et au remplacement des membres du conseil d'administration ainsi qu'à la modification des statuts de la société :**

La société est administrée par un conseil d'administration composé de trois membres au moins et de dix huit au plus.

La durée des fonctions des administrateurs est de six années.

Le nombre des administrateurs ayant atteint l'âge de soixante quinze ans ne peut dépasser le tiers des membres du conseil d'administration. Lorsque l'âge limite est atteint, l'administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office.

L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts. L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins, sur première convocation, le quart, et sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Sous ces mêmes réserves, elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés

Par dérogation à la compétence exclusive de l'assemblée extraordinaire pour toutes modifications des statuts, les modifications aux clauses relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital, peuvent être apportées par le conseil d'administration.

#### **Pouvoirs du conseil d'administration, en particulier sur l'émission ou le rachat d'actions :**

Les pouvoirs du conseil d'administration ne sont pas limités par les statuts.

L'assemblée générale du 20.10.09 a donné au conseil d'administration les pouvoirs suivants :

##### **Rachat d'actions :**

- le conseil d'administration pourra faire acquérir à la société ses propres actions dans la limite de 10 % du nombre d'actions composant le capital social soit 122.400 actions.
- le prix minimal d'achat par action est de 25 euros et le prix minimum de vente par action est de 20 euros.

Cette autorisation a été donnée jusqu'au 19.04.11.

##### **Réduction du capital social :**

- le conseil d'administration pourra annuler en une ou plusieurs fois, les actions de la société détenues par celle-ci, dans la limite de 10% du capital social par période de 24 mois.
- Cette autorisation a été donnée jusqu'au 14.10.10.

#### **□ Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société, sauf si cette divulgation, hors les cas d'obligation légale de divulgation, porterait gravement atteinte à ses intérêts :**

En cas de changement dans le management de la société, Messieurs FERRAND Daniel et MISEREY Philippe pourraient, en cas de départ, percevoir une somme égale à vingt quatre mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.

#### **□ Accords prévoyant des indemnités pour les membres du conseil d'administration ou les salariés s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique :**

La société s'est engagée en cas de révocation de la fonction de Directeur Général délégué de Messieurs FERRAND Daniel et MISEREY Philippe, ou bien en cas de changement dans le management de la société ou encore en cas de limitations importantes de leurs attributions de mandataire entraînant leur départ, de leur allouer une indemnité, à titre de dommages et intérêts, égale à vingt quatre mois de rémunération brute mensuelle de base pour chacun d'eux.

Monsieur PIERRE Stéphane, Directeur Général de Gocad Services SAS, bénéficie dans des conditions semblables d'une indemnité égale à 12 mois de rémunération brute mensuelle de base ainsi que Monsieur CHARLES Guillaume, Directeur Général de Fidback SAS.





ORDRE du JOUR et  
TEXTES des RÉOLUTIONS



## ORDRE DU JOUR ET TEXTE DES RÉOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GÉNÉRALE MIXTE, ORDINAIRE ET EXTRAORDINAIRE, EN DATE DU 27 OCTOBRE 2010

### ORDRE DU JOUR

#### A LA MAJORITÉ ORDINAIRE

- Présentation des comptes annuels, des comptes consolidés et du rapport de gestion établis par le conseil d'administration au titre de l'exercice clos le 30 avril 2010 ;
- Rapport des commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission, et sur les conventions visées aux articles L 225-38 et suivants du Code de Commerce ;
- Approbation des comptes annuels, des comptes consolidés et des conventions ;
- Affectation du résultat,
- Distribution de dividendes aux actionnaires,
- Renouvellement de l'autorisation de rachat par la société de ses propres actions dans le cadre des dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce donnée par l'assemblée générale du 20 octobre 2009 ; pouvoirs au Conseil d'Administration ;
- Pouvoirs pour effectuer les formalités.

#### A LA MAJORITÉ EXTRAORDINAIRE

- Autorisation au conseil d'administration de réduire le capital social par annulation des actions acquises dans le cadre des dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de Commerce ; présentation du rapport des commissaires aux comptes ; pouvoirs au Conseil d'Administration ;
- Pouvoirs pour effectuer les formalités.

### TEXTE DES RÉOLUTIONS

#### A LA MAJORITÉ ORDINAIRE

##### □ PREMIÈRE RÉOLUTION - APPROBATION DES COMPTES SOCIAUX

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur l'exercice clos le 30 avril 2010, approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes annuels arrêtés à cette date, se soldant par un bénéfice net comptable de 2.279.744,57 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'assemblée générale donne en conséquence aux membres du conseil d'administration et aux directeurs généraux quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice considéré.

Elle donne également quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

Elle approuve enfin le montant global s'élevant à 19.991 euros, des dépenses et charges non déductibles du bénéfice imposable visées à l'article 39-4 du Code Général des Impôts et celui de l'impôt correspondant s'élevant à 6.663 euros.

##### □ DEUXIÈME RÉOLUTION – APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration et des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés arrêtés au 30 avril 2010 approuve, tels qu'ils ont été présentés, les comptes consolidés arrêtés à cette date, se soldant par un bénéfice net comptable de 967.998,81 €.

Elle approuve également les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'assemblée générale donne en conséquence aux membres du conseil d'administration et aux directeurs généraux quitus de l'exécution de leur mandat pour l'exercice considéré.

Elle donne également quitus aux commissaires aux comptes de l'accomplissement de leur mission.

## ▣ TROISIÈME RÉSOLUTION – CONVENTIONS VISÉES AUX ARTICLES L 225-38 ET SUIVANTS DU CODE DU COMMERCE

L'assemblée générale, après avoir pris connaissance du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions visées aux articles L.225-38 et suivants du code de commerce, approuve chacune des conventions relatées dans ce rapport.

## ▣ QUATRIÈME RÉSOLUTION - AFFECTATION DU RÉSULTAT - DISTRIBUTION DE DIVIDENDES

L'assemblée générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice s'élevant à la somme de :

	2.279.744,57 euros
▣ à la distribution de dividendes aux actionnaires :	917.512,00 euros
▣ et le solde soit :	<u>1.362.232,57 euros</u>

sur le compte de réserve facultative

Le dividende revenant à chaque action s'élève à 1 euro. Il sera mis en paiement le 3 novembre 2010.

La date de détachement du dividende est fixée au 29 octobre 2010.

La date à l'issue de laquelle seront arrêtées les positions qui, après dénouement bénéficieront de la mise en paiement, est fixée au 2 novembre 2010.

Ce dividende sera soumis :

- ▣ au prélèvement libératoire de 18 % chez les actionnaires déclarant opter expressément pour ledit prélèvement libératoire ;
- ▣ au barème progressif de l'impôt sur le revenu et affecté d'un abattement de 40 % avant imposition, chez les actionnaires personnes physiques n'ayant pas opté pour le prélèvement libératoire ;
- ▣ au paiement à la source des prélèvements sociaux chez les actionnaires personnes physiques ayant opté ou non pour le prélèvement libératoire ;

Il est rappelé que :

- ▣ le prélèvement libératoire de 18 % devra être déclaré et payé par la société au plus tard le quinzième jour du mois suivant la mise en paiement du dividende ;
- ▣ les prélèvements sociaux devront être déclarés et payés par la société au plus tard le quinzième jour du mois suivant la mise en paiement du dividende.

L'assemblée générale reconnaît en outre qu'il lui a été rappelé qu'au titre des trois précédents exercices, les dividendes distribués à chaque action et le montant des revenus distribués éligibles à l'abattement de 40 % pour les distributions mises en paiement à compter du 1er janvier 2007 ont été les suivants :

Exercice	Nombres d'actions	Dividende distribué	Eligible à l'abattement	Revenu réel
2006 - 2007	1 224 000	0,60 €	Oui	0,60 €
2007 - 2008	1 224 000	1,00 €	Oui	1,00 €
2008 - 2009	1 224 000	1,00 €	Oui	1,00 €

La part des dividendes revenant aux actions propres, détenue par la société, sera reclassée en réserve facultative.

## ▣ CINQUIÈME RÉSOLUTION - RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION ENVUE DE PERMETTRE A LA SOCIÉTÉ D'INTERVENIR SUR SES PROPRES ACTIONS

Statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée ordinaire, l'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration autorise, conformément aux articles L.225-209 et suivants du code de commerce, le conseil d'administration à faire acheter par la société ses propres actions de la société dans les conditions suivantes :

- ▣ prix maximal d'achat par action : 35 Euros (hors frais d'acquisition);
- ▣ le nombre d'actions que la société pourra acquérir ne pourra excéder 5 % du nombre d'actions composant le capital social soit 45.875 actions, le montant maximal de l'opération est ainsi fixé à 1.605.625 euros.

En cas d'opérations sur le capital de la société et plus particulièrement en cas d'augmentation de capital par incorporation de réserves et attribution gratuite d'actions, ainsi qu'en cas, soit d'une division, soit d'un regroupement de titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés par un coefficient multiplicateur égal au rapport entre le nombre de titres composant le capital à ce jour avant l'opération et le nombre de ces titres après la ou les opérations.

La présente autorisation a pour objet d'annuler ces actions.

Les actions pourront, à tout moment dans les limites de la réglementation en vigueur, être acquises, cédées, échangées ou transférées, que ce soit sur le marché, ou hors marché, par tous moyens et, notamment, par transactions de blocs.

La part du programme de rachat pouvant être effectuée par transactions de blocs n'est pas limitée.

Ces opérations pourront intervenir à tout moment, y compris en période d'offre publique dans le respect de la réglementation en vigueur.

Cette autorisation est donnée à compter de la présente assemblée générale pour une période maximale de dix huit mois, expirant en conséquence le 26 avril 2013, et annule et remplace la précédente autorisation.

En vue d'assurer l'exécution de la présente autorisation, tous pouvoirs sont conférés au conseil d'administration avec faculté de subdélégation dans les conditions prévues par la loi pour mettre en œuvre cette autorisation et notamment pour passer tout ordre de bourse, signer tout acte d'achat de cession d'échange ou de transfert, conclure tout accord, effectuer toutes déclarations auprès de l'autorité des marchés financiers et tout autre organisme, remplir toutes autres formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

## ▣ SIXIÈME RÉSOLUTION - POUVOIRS POUR FORMALITÉS

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original des présentes aux fins de procéder aux diverses formalités légales.

## A LA MAJORITÉ EXTRAORDINAIRE

### ▣ SEPTIÈME RÉOLUTION - AUTORISATION AU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN VUE DE RÉDUIRE LE CAPITAL DE LA SOCIÉTÉ

Statuant aux conditions de quorum et de majorité d'une assemblée extraordinaire, l'assemblée générale, connaissance prise du rapport du conseil d'administration et du rapport des commissaires aux comptes, autorise le conseil d'administration, conformément à l'article L.225-209 du Code de Commerce, et pour une durée de 24 mois à compter de la présente assemblée à :

- ▣ annuler, sur ses seules décisions, en une ou plusieurs fois, les actions de la société détenues par celle-ci au titre de la mise en oeuvre des plans de rachats décidés par la société, dans la limite de 10 % du capital social par période de 24 mois et réduire corrélativement le capital social en imputant la différence entre la valeur d'achat des titres annulés et leur valeur nominale sur les primes et réserves disponibles ;
- ▣ constater la réalisation de la ou des réductions de capital, modifier en conséquence les statuts et accomplir toutes formalités nécessaires ;
- ▣ déléguer tous pouvoirs nécessaires à la mise en oeuvre de ses décisions, le tout conformément aux dispositions légales en vigueur lors de l'utilisation de la présente autorisation.

### ▣ HUITIÈME RÉOLUTION - POUVOIRS POUR FORMALITÉS

L'assemblée générale confère tous pouvoirs au porteur d'un original des présentes aux fins de procéder aux diverses formalités légales.





Groupe Diffusion Plus  
Hameau de Caër  
27930 Normanville

Tél: 03 32 77 80 80  
Fax: 02 32 77 80 00  
[www.diffusionplus.fr](http://www.diffusionplus.fr)

SA AU CAPITAL DE 1.513.894,80 EUROS  
RCS EVREUX 333 500 346